REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale
Administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad

COMMUNE DE SCHAERBEEK

SCHAERBEEK
1030
SCHAARBEEK

COMPTES ANNUELS 2017
ANALYSE & COMMENTAIRES
du compte budgétaire, du bilan et du compte de résultats

Partie I : Analyse du compte budgétaire de l'exercice 2017

Table des matières

Introduction 4
Chapitre 1 : Définition des concepts 5
1. L'intérêt du compte budgétaire 5
2. La structure du compte budgétaire 5
3. Quelques définitions 5
Chapitre 2 : Présentation du résultat comptable et du résultat budgétaire 7
1. Présentation du résultat comptable global et du résultat budgétaire global 7
2. Présentations des résultats de l'exercice propre 7
3. Vue rétrospective sur les résultats précédents 8
3.1 Evolution du résultat budgétaire global pour le service ordinaire 8
3.2 Evolution du résultat budgétaire de l'exercice propre pour le service ordinaire 11
3.3 Evolution des droits constatés et des dépenses engagées de l'exercice propre – service ordinaire 12
Chapitre 3 : Analyse économique du service ordinaire 13
1. Le service ordinaire de l'exercice propre 13
2. L'évolution des groupes économiques 15
2.1 L'évolution des dépenses engagées 15
2.2 L'évolution des droits constatés 16
Chapitre 4 : Analyse fonctionnelle du service ordinaire 17
1. Le service ordinaire de l'exercice propre 17
1.1 Les dépenses engagées du service ordinaire 17
1.2 Les droits constatés du service ordinaire 18
2. L'évolution des groupes fonctionnels 19
2.1 Evolution des dépenses engagées 19
2.2 Evolution des droits constatés 20
3. Evolution de quelques articles 23
3.1 En dépense 23
3.2 En recette 23
Chapitre 5 : Comparaison Budget – Compte du service ordinaire 24
1. Comparaison Budget initial – Budget définitif – Compte 24
2. Comparaison entre le budget et le compte – crédits reportés 26
3. Comparaison entre le budget et le compte pour l'IPP et le précompte immobilier 29
Chapitre 6 : Effort d'investissement du service extraordinaire 30
1. Analyse économique du service extraordinaire 30
1.1 Dépenses engagées (= destination des moyens) 30

1.2 Droits constatés (=origine des moyens) 31
2. Analyse fonctionnelle des dépenses engagées 32
2.1 Dépenses engagées 32
2.1 Evolution de l'effort d'investissement 33
3. Financement du service extraordinaire 34
Chapitre 7 : La dette communale 35
1. Répartition de la dette par fonction 35
2. Evolution de la charge de la dette 36
2.1 Dette à charge de la commune 36
2.2 Dette à charge de l'Etat 37
Chapitre 8 : Caractéristiques générales de la commune 38
1. Population 38
2. Revenus cadastraux 38
3. Comparaison des dépenses : Commune – CPAS 39

Introduction

Le présent compte annuel est le 23ème compte qui est produit suivant les règles de la nouvelle comptabilité communale. Outre le compte budgétaire, il est présenté au Conseil Communal un Bilan et un Compte de Résultats. Ces documents livrent une matière première de chiffres qui permettent de mener à bien bon nombre d'analyses concernant notamment la solvabilité ou la liquidité.

Les chiffres repris dans le présent commentaire des comptes annuels 2017 nous permettent, dans une certaine mesure, de nous former une image de l'évolution des finances communales.

Je tiens à adresser ici un mot de remerciement aux collègues ayant contribué à la rédaction de ce document ainsi qu'à ceux qui durant l'exercice écoulé ont contrôlé et traité les opérations financières.

Le Receveur communal

Hans Welens-Vrijdaghs

Chapitre 1 : Définition des concepts

1. L'intérêt du compte budgétaire

Le budget communal contient les estimations des recettes et des dépenses pour le prochain exercice. Au terme de cet exercice, le compte budgétaire présente, par article et de façon synthétique, les recettes et les dépenses effectuées.

Le compte budgétaire permet ainsi de vérifier la bonne exécution du budget sur la période d'une année.

2. La structure du compte budgétaire

Le compte budgétaire connaît une structure identique à celle du budget :

- une répartition en recettes et dépenses d'une part,
- en exercice ordinaire et extraordinaire d'autre part.

Le service ordinaire contient en principe l'ensemble des recettes et des dépenses qui se répètent au moins une fois par exercice.

Le service extraordinaire présente par contre les recettes et les dépenses qui influencent de façon durable le patrimoine communal.

Les recettes et les dépenses sont également réparties par fonction et par groupe économique.

3. Quelques définitions

Avant l'exposé des chiffres, il nous semble utile d'encore clarifier quelques concepts de la comptabilité budgétaire :

- les droits constatés représentent l'ensemble des droits nés dans le chef de la commune au cours de l'exercice; certains de ces droits peuvent déjà avoir été recouverts;
- les dépenses engagées sont constituées de l'ensemble des dépenses que la commune s'est engagée à couvrir vis-à-vis de tiers; les dépenses sont imputées après un contrôle de régularité par le receveur en comptabilité budgétaire et générale;
- le résultat budgétaire du compte budgétaire résulte de la différence entre, d'une part, les droits constatés et, d'autre part, les dépenses engagées;
- le résultat comptable résulte de la différence entre d'une part, les droits constatés et d'autre part, les dépenses imputées. Si les droits constatés sont plus élevés que les dépenses, nous obtenons un excédent. Dans le cas contraire, on parlera d'un déficit.

Ces définitions peuvent être schématisées comme suit :

	Droits constatés de l'exercice propre
-	Dépenses engagées de l'exercice propre
=	**Résultat budgétaire de l'exercice propre**
+	Droits constatés des exercices antérieurs
-	Dépenses engagées des exercices antérieurs
+	Droits constatés suite aux prélèvements
-	Dépenses engagées suite aux prélèvements
=	**Résultat budgétaire global**

	Droits constatés
-	Dépenses imputées
=	**Résultat comptable**

Chapitre 2 : Présentation du résultat comptable et du résultat budgétaire

1. Présentation du résultat comptable global et du résultat budgétaire global

RESULTAT BUDGETAIRE GLOBAL (=exercice propre + antérieures)			
	Service Ordinaire	**Service Extraordinaire**	**Total général**
Droits constatés	279.971.311	111.398.317,73	391.369.629
- Non-valeurs	4.322.149	0	4.322.149
= Droits nets	275.649.162,15	111.398.317,73	387.047.479,88
- Engagements	266.242.358,23	109.279.186,69	375.521.544,92
= Résultat budgétaire de l'exercice	9.406.803,92	2.119.131,04	11.525.934,96

RESULTAT COMPTABLE GLOBAL (=exercice propre + antérieures)			
	Service Ordinaire	**Service Extraordinaire**	**Total général**
Droits constatés	279.971.311	111.398.317,73	391.369.629
- Non-valeurs	4.322.149	0	4.322.149
= Droits nets	275.649.162,15	111.398.317,73	387.047.479,88
- Imputations	254.784.625,84	43.659.456,65	298.444.082,49
= Résultat comptable de l'exercice	20.864.536,31	67.738.861,08	88.603.397,39

2. Présentations des résultats de l'exercice propre

Droits nets	265.765.447,44
- Engagements	259.050.090,11
= Résultat budgétaire	**6.715.357,33**

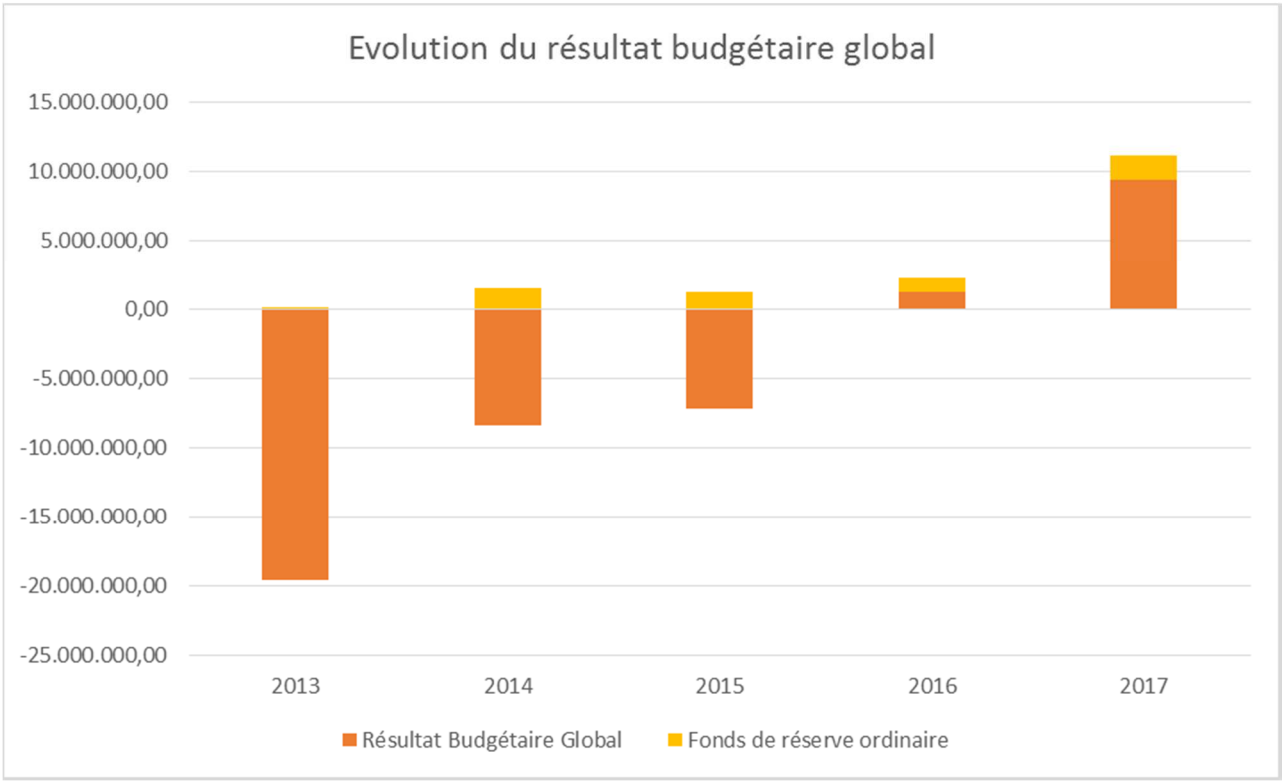
Droits nets	265.765.447,44
- Imputations	250.894.035,00
= Résultat comptable	**14.871.412,44**

3. Vue rétrospective sur les résultats précédents

Les dépenses imputées peuvent être fort différentes des dépenses engagées. Une évaluation des finances communales se basant uniquement sur les opérations réellement exécutées peut déformer l'image de la situation financière. C'est pourquoi nous tiendrons compte dans la suite de ce rapport, pour autant qu'aucune mention contraire ne soit faite, de la totalité des droits et des engagements.

3.1 Evolution du résultat budgétaire global pour le service ordinaire

Année	Résultat Budgétaire Global	Evolution par rapport à l'exercice précédent	Fonds de réserve ordinaire	Résultat Budgétaire Global + Fonds de réserve ordinaire	Evolution par rapport à l'exercice précédent
2013	-19.618.093,08	-15%	189.311,32	-19.428.781,76	-16%
2014	-8.418.079,56	57%	1.589.311,32	-6.828.768,24	65%
2015	-7.151.519,93	15%	1.289.311,32	-5.862.208,61	14%
2016	1.302.348,33	118%	1.029.311,32	2.331.659,65	140%
2017	9.406.803,92	622%	1.747.119,32	11.153.923,24	378%



Liste des fonds de réserves et de provisions existants au 31/12/2017, et leurs utilisations et augmentations en cours d'année

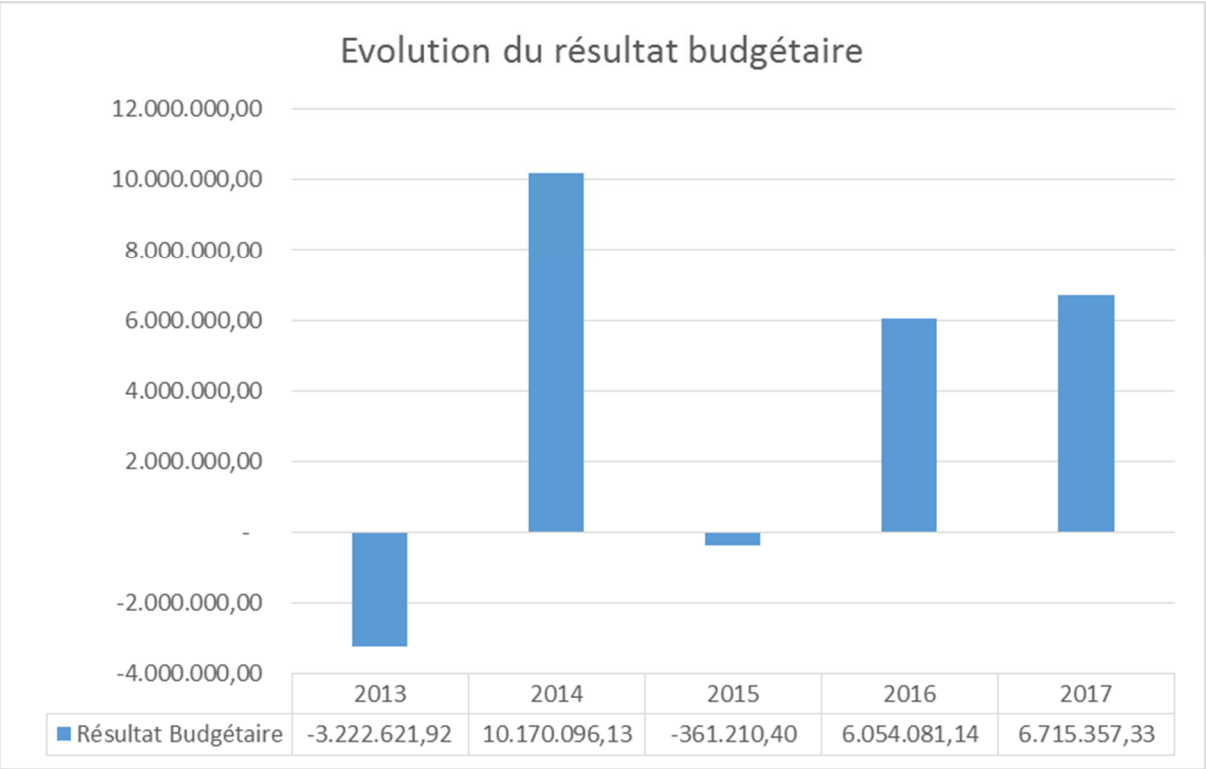
Libellé	Solde 01/01/2017	Utilisation ou reprise (débit 2017)	Création ou alimentation (débit 2017)	Solde 31/12/2017
FONDS DE RESERVES ORDINAIRES	**1.029.311,32**	**3.594.921,00**	**5.342.040,32**	**1.747.119,32**
Prélèvement pour coûts liés à l'essor démographique	200.000,00	0,00	200.000,00	200.000,00
subside chef de projet contrat de quartier durable Helmet CQD Helmet cf 11/345	139.311,32	0,00	139.311,32	139.311,32
Mise en réserve du dividende exceptionnel versé par Hydrobru	400.000,00		400.000,00	400.000,00
dc so 806 FPGV 2017 phasing out Projet 1 à 9 - Fonctionnement	-	162.000,00	162.000,00	
dc so 807 FPGV 2017 phasing out Projet 1 à 9 - Personnel	-	600.464,00	600.464,00	
dc SO 17/1927 - FPGV 2017-2020 - Politique de la Ville 2017-2020 - projets 2,3,4,5,6,7,8,9	0,00	2.820.825,00	2.820.825,00	0,00
Politique de soutien à l'activité sportive pratiquée par les jeunes (in BI CC 27/10/2010)	50.000,00		50.000,00	50.000,00
Contrat de quertier Pogge (2016 = année zéro)	240.000,00		240.000,00	240.000,00
fonds de réserves ordinaire - Programme Erasmus +	-	11.632,00	117.551,00	105.919,00
Prélèvement pour le fonds de réserves ordinaire - Prélèvement pour la Zone de Police	-	-	611.889,00	611.889,00
FONDS DE RESERVES EXTRAORDINAIRES	**13.335.878,98**	**17.766.941,98**	**30.671.757,96**	**12.904.815,98**
DOLLAR LANDFONDS	385.360,26	385.360,26	385.360,26	0,00
reconstruction école chazal (affectation du produit rachat parts sociales sc locataires)	16.385,81	16.385,81	16.385,81	0,00
Prélèvement pour coûts liés à l'essor démographique	400.000,00	400.000,00	400.000,00	0,00
Fonds général SX	3.971.312,28	4.402.375,28	17.307.191,26	12.904.815,98
Prélèvement destiné à financer les travaux de rénovation du Neptunium	1.000.000,00	1.000.000,00	1.000.000,00	0,00
Garage Jerusalem démolition hangars délabrés & assainissement sols pollués (137/724IN-60-2009-14)	170.000,00	170.000,00	170.000,00	0,00
Lycée Emile Max - démolition et construction de 4 classes (731/722IN-60-2009-01)	375.000,00	375.000,00	375.000,00	0,00
Lycée Emile Max chaussée de Haecht - rénovation des menuiseries extérieures (731/722IN-60-2009-01)	350.000,00	350.000,00	350.000,00	0,00
Etude assainissement Laiterie parc Josaphat + démontage pavillon toilettes (766/733IN-60-2009-51)	150.000,00	150.000,00	150.000,00	0,00
Plan trottoirs (421/735-IN-60/53)	1.345.000,00	1.345.000,00	1.345.000,00	0,00
Travaux de sécurisation aux bâtiments du parc (766/725-IN-60/51)	100.000,00	100.000,00	100.000,00	0,00

Frais d'études pour l'avenue Louis Bertrand	200.000,00	200.000,00	200.000,00	0,00
Prélèvement destiné au financement des dépenses d'investissement du CPAS	4.000.000,00	4.000.000,00	4.000.000,00	0,00
TETRIS	346.000,00	346.000,00	346.000,00	0,00
C Q (financement des parts non subsidiées)	464.253,00	464.253,00	464.253,00	0,00
ONSS-APL REMBOURSEMENT DES PENSIONS - A RISTOURNER A AXA	62.567,63	4.062.567,63	4.062.567,63	0,00
FONDS DE SUBSIDES EXTRAORDINAIRES	**32.509.191,23**	**7.008.022,79**	**38.189.340,35**	**31.181.317,56**
opérations immob et espaces publics CQD Helmet	3.564.979,84	466.522,48	3.564.979,84	3.098.457,36
Subside CQD Reine Progès 2013-2016	7.952.928,72	1.764.911,77	8.089.373,41	6.324.461,64
dc SX 808 - FPGV 2017 SX phasing out Projets : Projet 1 à 9 - INVEST	-	0,70	264.779,70	264.779,00
dc SX 17/1928 - FPGV 2017-2020 - Politique de la Ville 2017-2020 - projets 1,5,7	0,00	1.601.270,75	5.185.528,70	3.584.257,95
Beliris (SPF Mobilité) - CQD Helmet - allocation 4.1.45.1	1.180.000,00	880.471,98	1.180.000,00	299.528,02
CQD POGGE - notification 12 12 2016 (1.1 ; 1.2 ; 1.3 ; 2.2 ; 3 ; 6 ; 8)	11.803.000,00	2.111.034,19	11.803.000,00	9.691.965,81
Beliris (SPF Mobilité) - CQD Helmet - allocation 4.1.52.1	3.125.000,00		3.125.000,00	3.125.000,00
Beliris (SPF Mobilité) - CQD Helmet - allocation 4.1.48	2.338.963,59	175.495,91	2.338.963,59	2.163.467,68
CQD Coteaux/Josaphat-Opérations immobilières&espaces publics - dc 11/4451	2.544.319,08	8.315,01	2.637.715,11	2.629.400,10
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**53.405.137,12**	**3.298.468,74**	**75.388.106,12**	**72.089.637,38**
provision sur les taxes locales (délibé dd 24 02 2016)	3.087.034,19	446.443,47	13.790.003,19	13.343.559,72
provision spécifique sur les taxes locales liées aux contentieux fiscaux liés auxtaxes Bureaux et An	40.810.124,00	0,00	40.810.124,00	40.810.124,00
provision pour couvrir les non valeurs comptabilisées au service ordinaire en dehors de fonction 040	4.126.186,25	2.852.025,27	7.046.186,25	4.194.160,98
MB 2 et 4 2017 - Prélèvement Dossier Telus Properties	-	-	560.000,00	560.000,00
provisions pour risques et charges - Prélèvement pour les parkings souterrains	1.500.000,00	0,00	2.000.000,00	2.000.000,00
Provision budget 2011 pour les contributions au C.P.A.S. et à la zone de police	381.792,68		2.681.792,68	2.681.792,68
Provision pour les créances aléatoires du CPAS	3.500.000,00		3.500.000,00	3.500.000,00
Contentieux 'Titre-repas'	-	-	5.000.000,00	5.000.000,00

3.2 Evolution du résultat budgétaire de l'exercice propre pour le service ordinaire

A la clôture de l'exercice, les crédits reportés de même que le résultat comptable de l'exercice sont transférés vers le chapitre premier des "Exercices antérieurs" du nouvel exercice.

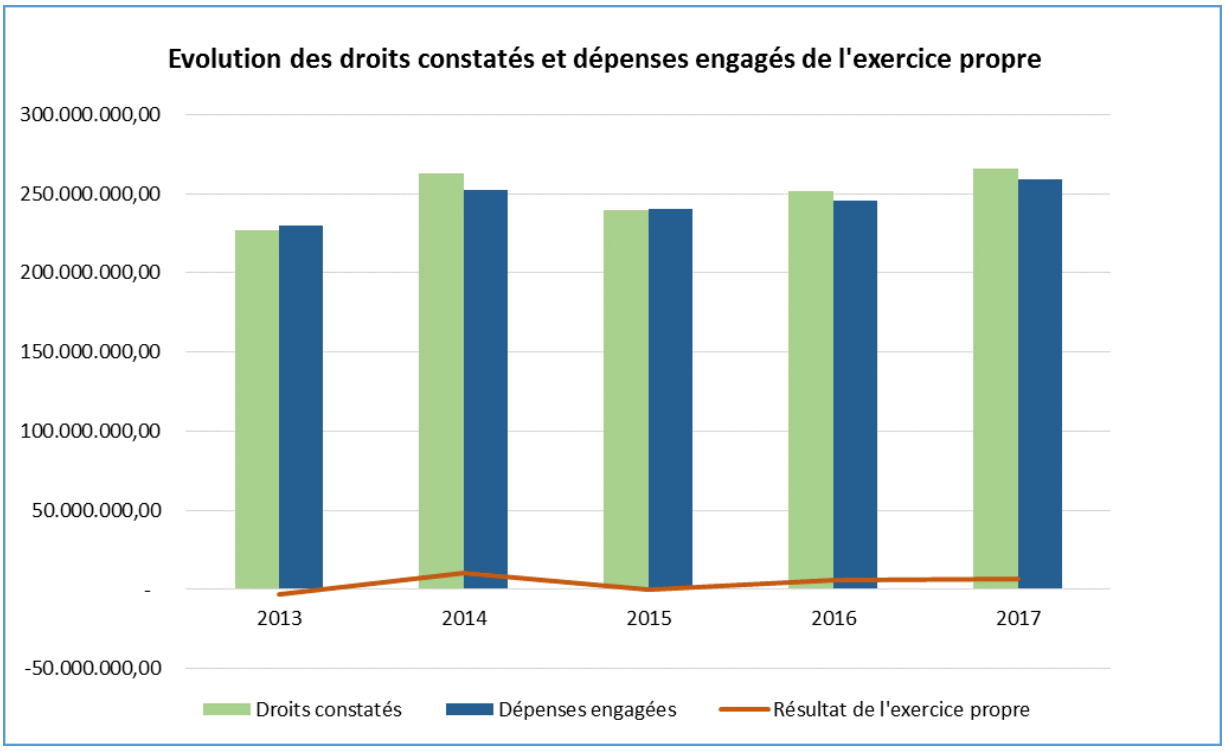
La comptabilité générale ne permet par conséquent pas une analyse approfondie de l'exercice propre. A moins que cela ne soit mentionné explicitement, nous allons dès lors ne traiter que les activités du seul exercice propre dans cette première partie du rapport intitulée « Analyse du compte budgétaire de l'exercice 2016 ».



	2013	2014	2015	2016	2017
Résultat Budgétaire	-3.222.621,92	10.170.096,13	-361.210,40	6.054.081,14	6.715.357,33

3.3 Evolution des droits constatés et des dépenses engagées de l'exercice propre – service ordinaire

Année	Droits constatés	Evolution en % par rapport à N-1	Dépenses engagées	Evolution en % par rapport à N-1	Résultat de l'exercice propre
2013	226.625.945,17	20,13%	229.848.567,09	7,38%	-3.222.621,92
2014	262.432.286,01	15,80%	252.262.189,88	9,75%	10.170.096,13
2015	239.922.927,86	-8,58%	240.284.138,26	-4,75%	-361.210,40
2016	251.562.294,26	4,85%	245.508.213,12	2,17%	6.054.081,14
2017	265.784.356,95	5,65%	259.050.090,11	5,52%	6.715.357,33



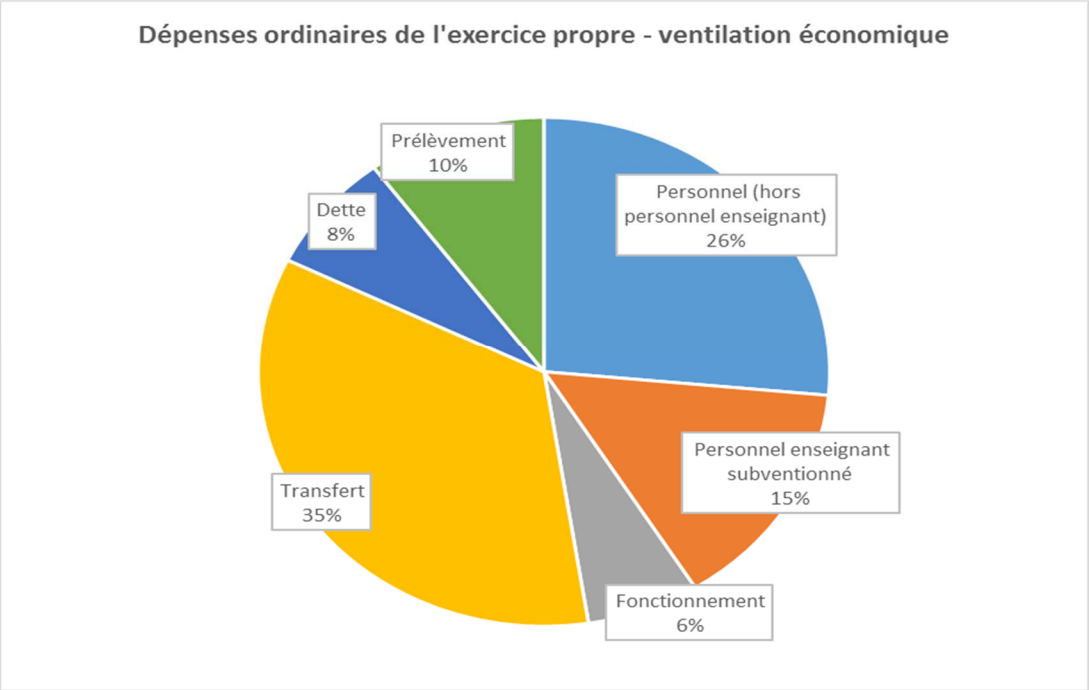
Chapitre 3 : Analyse économique du service ordinaire

1. Le service ordinaire de l'exercice propre

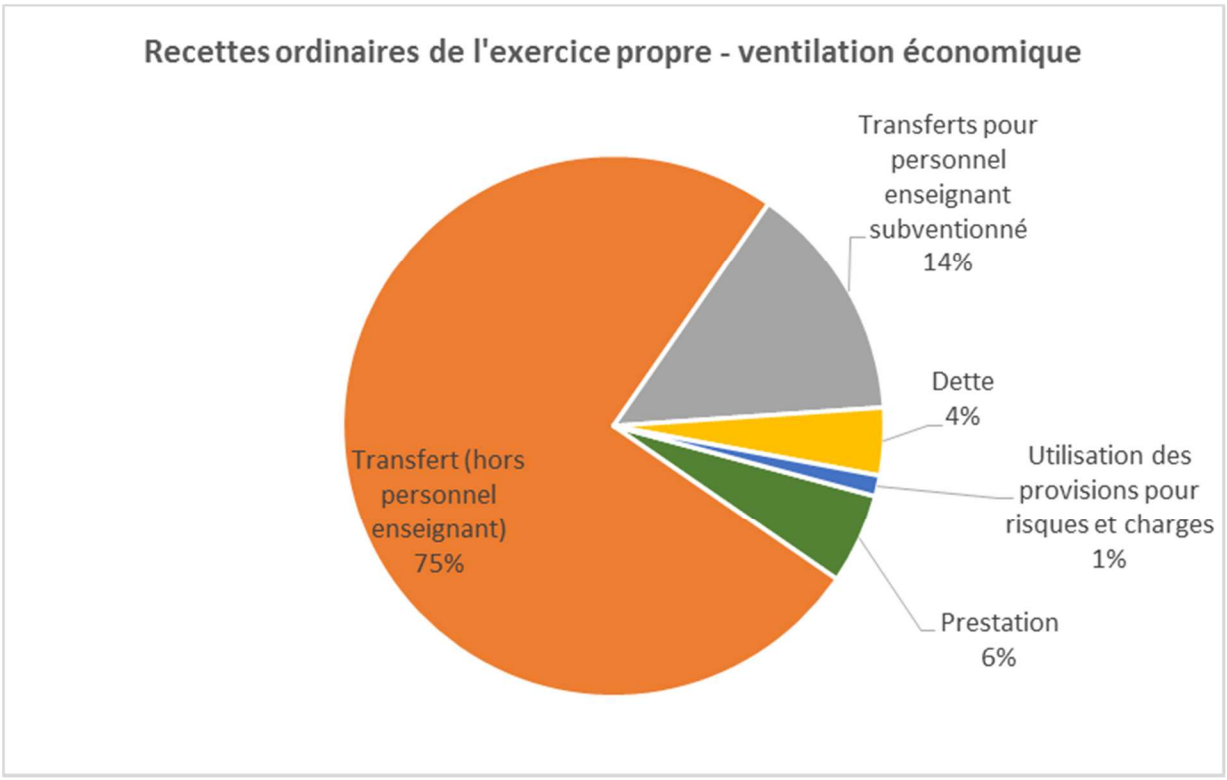
Concernant le service ordinaire, il faut remarquer qu'une part des dépenses et des recettes provient d'opérations fictives.

En effet, les rémunérations du personnel enseignant de l'enseignement communal sont supportées par la Communauté Française de Belgique. Néanmoins, la commune doit budgétiser tant en recettes qu'en dépenses aux articles adéquats des crédits correspondant exactement aux rémunérations supportées par l'Autorité Supérieure.

Dépense engagées = destinations des moyens	**Montants**
Dépenses engagées hors prélèvements	
Personnel	106.523.319,47
Personnel (hors personnel enseignant)	*68.599.348,78*
Personnel enseignant subventionné	*37.923.970,69*
Fonctionnement	16.550.194,25
Transfert	90.074.389,98
Dette	19.616.488,41
Total Dépenses engagées hors prélèvements	**232.764.392,11**
Prélèvements pour le fonds de réserve ordinaire	*4.302.729,00*
Prélèvements pour le fonds de réserve extraordinaire	*-*
Prélèvements pour provisions	*21.982.969,00*
Total Prélèvements	**26.285.698,00**
Total Dépenses engagées	**259.050.090,11**



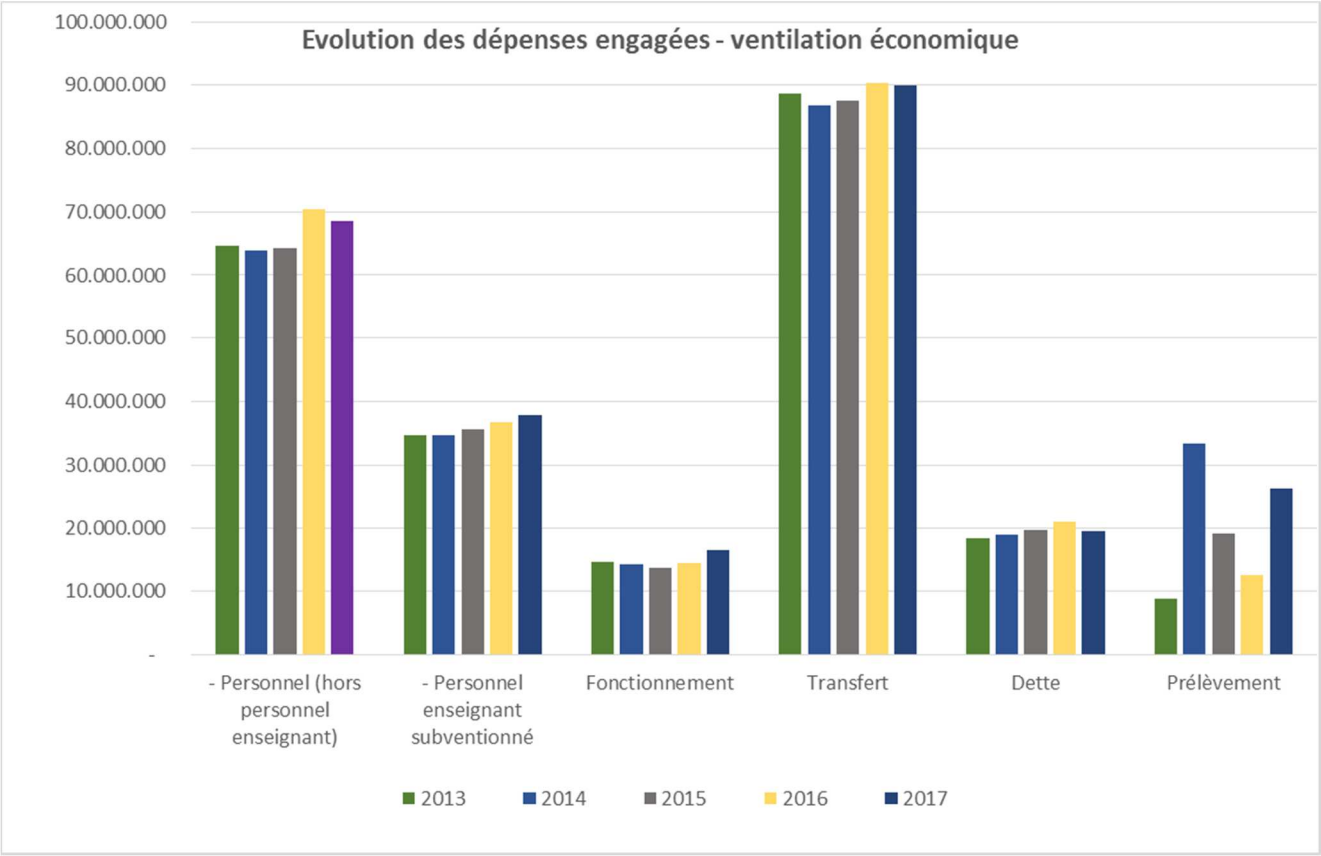
Les droits constatés = origine des moyens	Montants
Droits constatés hors prélèvements	
Prestation	14.456.223,34
Transfert	233.748.305,24
Transfert (hors personnel enseignant)	*195.824.334,55*
Personnel enseignant subventionné	*37.923.970,69*
Dette	10.696.438,63
Total Droits constatés hors prélèvements	**258.900.967,21**
Prélèvements sur le fonds de réserve ordinaire	
Prélèvements sur le fonds de réserve ordinaire	*3.584.921,00*
Utilisation des provisions pour risques et charges	*3.298.468,74*
Total Prélèvements	**6.883.389,74**
Total Recette	**265.784.356,95**



2. L'évolution des groupes économiques

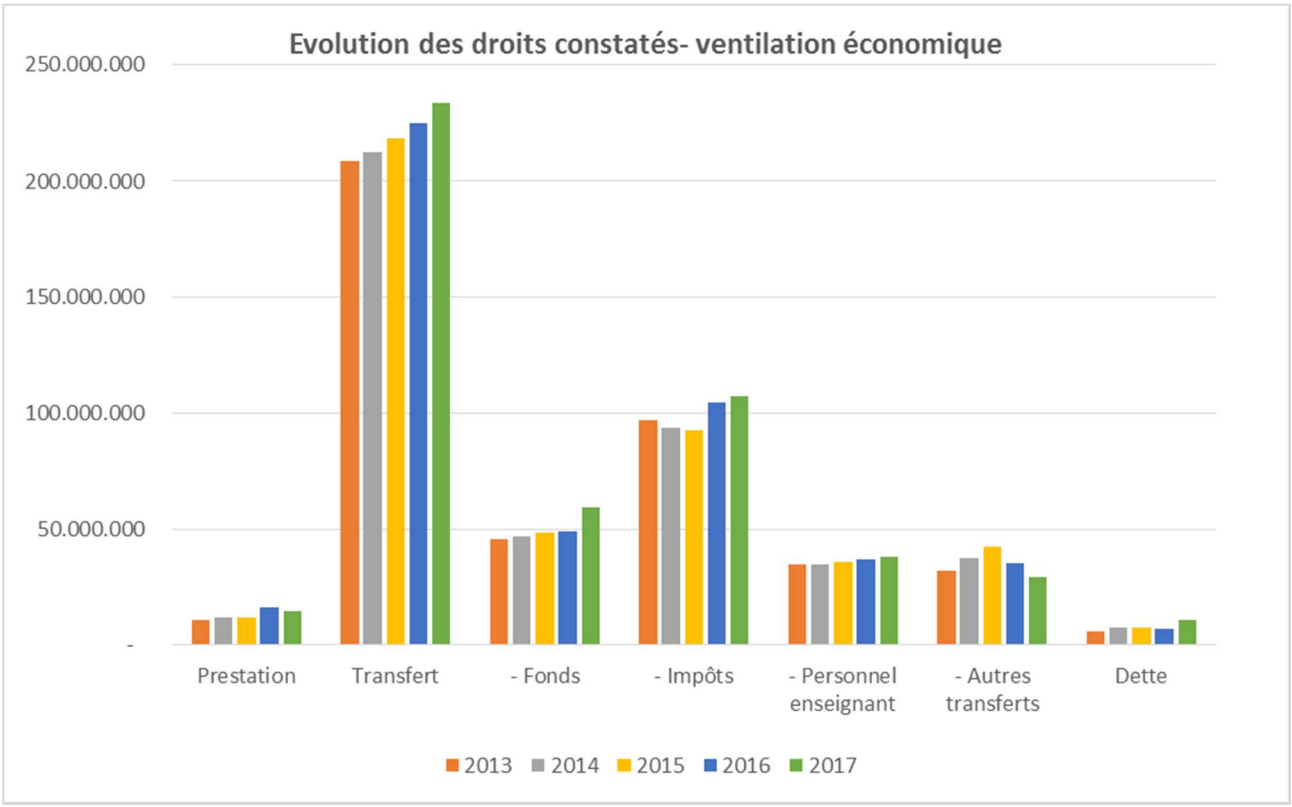
2.1 L'évolution des dépenses engagées

Evolution des dépenses engagées	2013		2014		2015		2016		2017	
	Dépenses engagées	%	Dépenses engagées	%	Dépenses engagées	%	Dépenses engagées	%	Dépenses engagées	%
Personnel	99.254.057	43%	98.737.498	39%	99.944.374	42%	107.119.525	44%	106.523.319,47	41%
- Autre	*64.659.747*	*28%*	*63.985.383*	*25%*	*64.270.318*	*27%*	*70.431.387*	*29%*	68.599.348,78	26%
- Enseignant	*34.594.310*	*15%*	*34.752.116*	*14%*	*35.674.056*	*15%*	*36.688.138*	*15%*	37.923.970,69	15%
Fonctionnement	14.690.109	6%	14.433.357	6%	13.775.108	6%	14.511.864	6%	16.550.194,25	6%
Transfert	88.682.942	39%	86.777.187	34%	87.576.462	36%	90.346.875	37%	90.074.389,98	35%
Dette	18.521.459	8%	18.980.358	8%	19.753.714	8%	21.075.911	9%	19.616.488,41	8%
Prélèvement	8.700.000	4%	33.333.790	13%	19.234.480	8%	12.454.038	5%	26.285.698,00	10%
Total général	**229.848.567**	**100%**	**252.262.190**	**100%**	**240.284.138**	**100%**	**245.508.213**	**100%**	**259.050.090,11**	**100%**



2.2 L'évolution des droits constatés

Evolution des droits constatés	2013		2014		2015		2016		2017	
	Droits constatés	%	Droits constatés	%	Droits constatés	%	Droits constatés	%	Droits constatés	%
Prestation	10.526.089	5%	11.596.893	4%	11.814.224	5%	16.070.024	6%	14.456.223,34	5%
Transfert	208.717.129	92%	212.514.159	81%	218.631.073	91%	224.936.705	89%	233.748.305,24	88%
- Fonds	45.577.282	20%	46.897.597	18%	48.412.856	20%	48.919.207	19%	59.643.556,40	22%
- Impôts	96.774.226	43%	93.450.318	36%	92.630.637	39%	104.269.999	41%	07.263.522,81	40%
- Personnel enseignant	34.594.310	15%	34.752.116	13%	35.674.056	15%	36.766.069	15%	37.923.970,69	14%
- Autres transferts	31.771.311	14%	37.414.127	14%	41.913.524	17%	34.981.430	14%	28.917.255,34	11%
Dette	5.733.712	3%	7.540.699	3%	7.494.338	3%	7.041.667	3%	10.696.438,63	4%
Prélèvement	1.649.015	1%	30.780.536	12%	1.983.292	1%	3.513.899	1%	6.883.389,74	3%
Total général	**226.625.945**	**100%**	**262.432.286**	**100%**	**239.922.928**	**100%**	**251.562.294**	**100%**	**265.765.447,44**	**100%**



Chapitre 4 : Analyse fonctionnelle du service ordinaire

1. Le service ordinaire de l'exercice propre

1.1 Les dépenses engagées du service ordinaire

Fonction - Libellé			Montants	%
009	-	Recettes et dépenses non ventilables	16.341.862,96	6,31%
019	-	Dette publique	3.268.963,13	1,26%
029	-	Financement général	-	0,00%
049	-	Impôts et taxes	12.884.201,44	4,97%
059	-	Assurances	308.601,06	0,12%
069	-	Prélèvements et résultats	-	0,00%
119	-	Recettes & dépenses générales	36.267.848,28	14,00%
129	-	Administration des finances et des domaines	4.222.872,38	1,63%
139	-	Services généraux	12.050.600,53	4,65%
159	-	Relations avec l'étranger	35.669,00	0,01%
339	-	Ordre public et sécurité	42.748.863,06	16,50%
429	-	Communications - Voiries	5.468.462,97	2,11%
569	-	Industrie commerce et classes moyennes	1.951.815,44	0,75%
709	-	Recettes et dépenses générales d'enseignement	4.210.314,04	1,63%
729	-	Enseignement fondamental	29.645.537,87	11,44%
739	-	Enseignement secondaire	17.562.317,62	6,78%
749	-	Enseignement scientifique	378,91	0,00%
759	-	Enseignement spécial	2.592.718,17	1,00%
769	-	Jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs	8.884.595,21	3,43%
789	-	Beaux-arts, archéologie et protection de la nature	423.835,05	0,16%
799	-	Cultes	193.975,97	0,07%
839	-	Sécurité sociale et assistance sociale	39.047.620,00	15,07%
859	-	Aide sociale, familiale et emploi	5.166.032,76	1,99%
879	-	Santé et hygiène publique	10.844.651,53	4,19%
939	-	Logement et aménagement du territoire	4.928.352,73	1,90%
Total général			**259.050.090,11**	**100,00%**

1.2 Les droits constatés du service ordinaire

Fonction – Libellé			Montants	%
009	-	Recettes et dépenses non ventilables	541.803	0,20%
019	-	Dette publique	2.597.209	0,94%
029	-	Financement général	59.643.556	21,64%
049	-	Impôts et taxes	103.409.792	37,52%
059	-	Assurances	259.207	0,09%
069	-	Prélèvements et résultats	9.883.715	3,59%
119	-	Recettes & dépenses générales	14.141.946	5,13%
129	-	Administration des finances et des domaines	1.750.902	0,64%
139	-	Services généraux	1.564.380	0,57%
159	-	Relations avec l'étranger	36.050	0,01%
339	-	Ordre public et sécurité	6.440.553	2,34%
429	-	Communications - Voiries	3.605.348	1,31%
569	-	Industrie commerce et classes moyennes	14.542.558	5,28%
709	-	Recettes et dépenses générales d'enseignement	1.820.286	0,66%
729	-	Enseignement fondamental	24.079.549	8,74%
739	-	Enseignement secondaire	19.493.288	7,07%
749	-	Enseignement scientifique	-	0,00%
759	-	Enseignement spécial	2.589.858	0,94%
769	-	Jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs	1.406.520	0,51%
789	-	Beaux-arts, archéologie et protection de la nature	101.797	0,04%
799	-	Cultes	-	0,00%
839	-	Sécurité sociale et assistance sociale	1.027.770	0,37%
859	-	Aide sociale, familiale et emploi	823.982	0,30%
879	-	Santé et hygiène publique	3.532.778	1,28%
939	-	Logement et aménagement du territoire	2.356.317	0,85%
Total général			**275.649.162**	**100,00%**

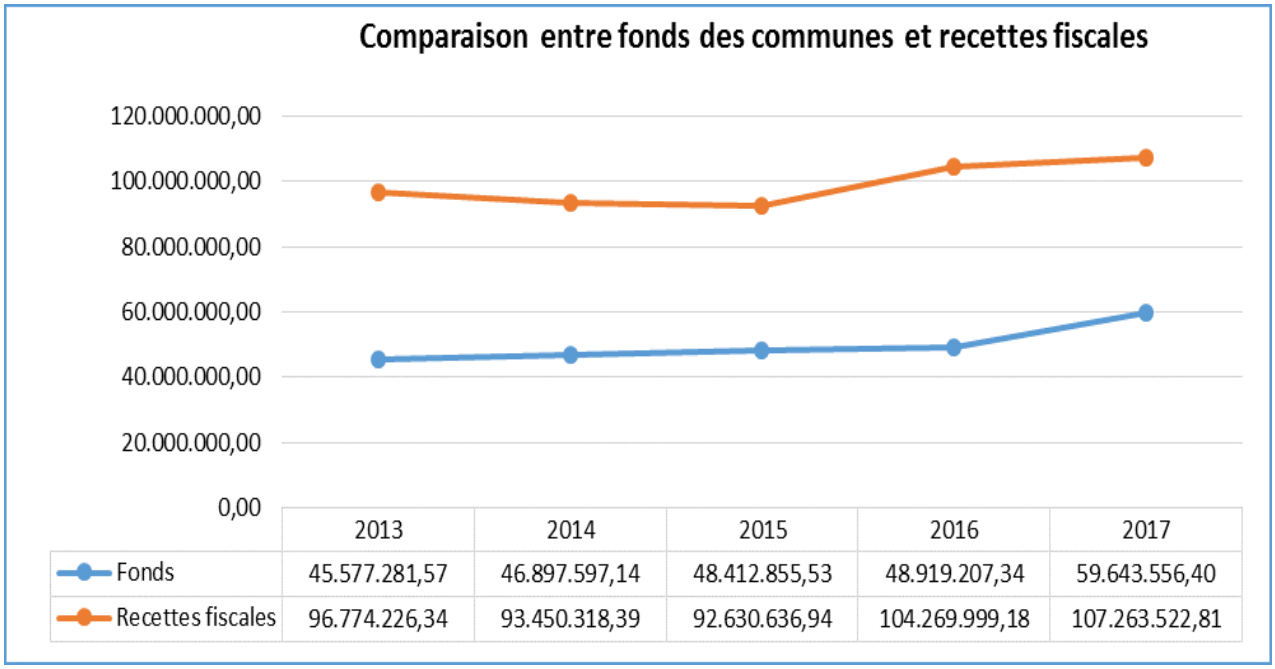
2. L'évolution des groupes fonctionnels

2.1 Evolution des dépenses engagées

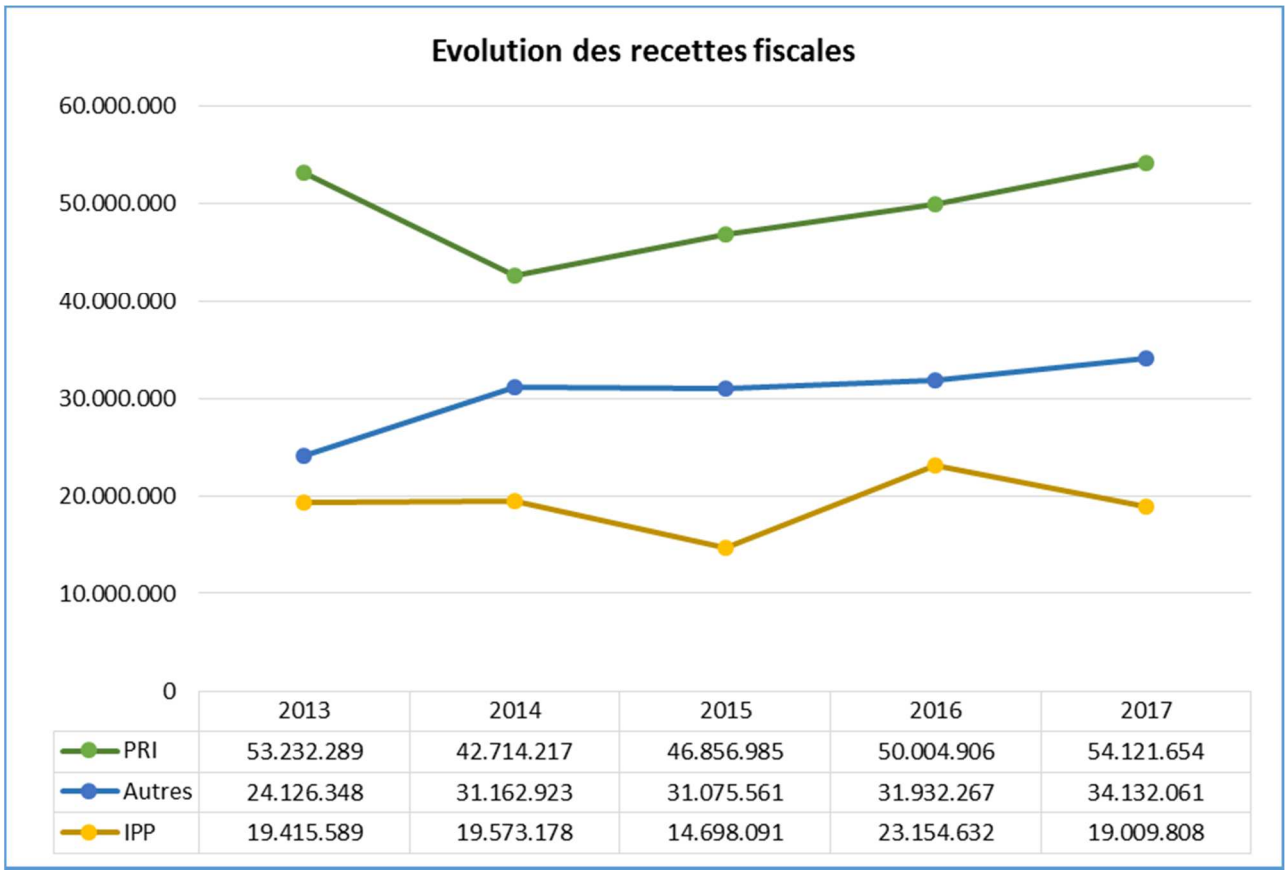
Dépenses engagées	2013		2014		2015		2016		2017	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
009 - Recettes et dépenses non ventilables	13.104.429	6%	13.135.825	5%	13.330.730	6%	17.260.671	7%	16.341.863	6%
019 - Dette publique	2.493.261	1%	2.493.261	1%	3.270.225	1%	3.270.701	1%	3.268.963	1%
029 - Financement général	1.185.062	1%	1.241.491	0%	1.246.763	1%	1.267.808	1%	-	0%
049 - Impôts et taxes	9.928.962	4%	12.312.836	5%	10.964.818	5%	13.199.713	5%	12.884.201	5%
059 - Assurances	456.941	0%	469.883	0%	485.628	0%	286.983	0%	308.601	0%
069 - Prélèvements et résultats	4.010.102	2%	34.648.605	13%	1.111.891	0%	500.000	0%	-	0%
119 - Recettes & dépenses générales	24.844.885	11%	23.963.587	9%	23.823.801	10%	24.377.586	10%	36.267.848	14%
129 - Administration des finances et des domaines	3.378.235	1%	3.376.097	1%	3.330.493	1%	3.862.002	2%	4.222.872	2%
139 - Services généraux	11.312.263	5%	11.200.925	4%	10.692.754	4%	11.329.672	5%	12.050.601	5%
159 - Relations avec l'étranger	36.324	0%	4.880	0%	39.485	0%	37.366	0%	35.669	0%
339 - Ordre public et sécurité	41.455.540	18%	41.788.544	16%	42.201.663	18%	44.020.570	18%	42.748.863	17%
429 - Communications-Voiries	3.238.464	1%	3.753.007	1%	4.390.520	2%	5.032.670	2%	5.468.463	2%
569 - Industrie commerce et classes moyennes	400.488	0%	406.669	0%	456.961	0%	491.776	0%	1.951.815	1%
709 - Recettes et dépenses générales d'enseignement	2.772.618	1%	3.043.146	1%	3.132.386	1%	3.747.195	2%	4.210.314	2%
729 - Enseignement fondamental	25.411.400	11%	26.274.017	10%	26.128.353	11%	27.926.860	11%	29.645.538	11%
739 - Enseignement secondaire	16.360.715	7%	16.300.091	6%	16.828.833	7%	17.101.560	7%	17.562.318	7%
749 - Enseignement scientifique	379	0%	379	0%	379	0%	379	0%	379	0%
759 - Enseignement spécial	2.036.560	1%	2.129.828	1%	2.291.726	1%	2.371.265	1%	2.592.718	1%
769 - Jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs	8.188.723	4%	8.125.969	3%	9.400.931	4%	8.451.550	3%	8.884.595	3%
789 - Beaux-arts, archéologie et protection de la nature	166.151	0%	224.506	0%	199.208	0%	297.116	0%	423.835	0%
799 - Cultes	336.149	0%	276.177	0%	359.896	0%	192.949	0%	193.976	0%
839 - Sécurité sociale et assistance sociale	35.217.630	15%	36.003.498	14%	45.425.894	19%	37.419.140	15%	39.047.620	15%
859 - Aide sociale, familiale et emploi	3.822.620	2%	3.785.902	1%	4.324.338	2%	4.883.654	2%	5.166.033	2%
879 - Santé et hygiène publique	15.651.884	7%	15.100.808	6%	13.173.595	5%	13.092.057	5%	10.844.652	4%
939 - Logement et aménagement du territoire	8.048.884	3%	4.138.681	2%	4.284.759	2%	5.086.969	2%	4.928.353	2%
Total général	**233.858.669**	**100%**	**264.198.611**	**100%**	**240.896.030**	**100%**	**245.508.213**	**100%**	**259.050.090**	**100%**

2.2 Evolution des droits constatés

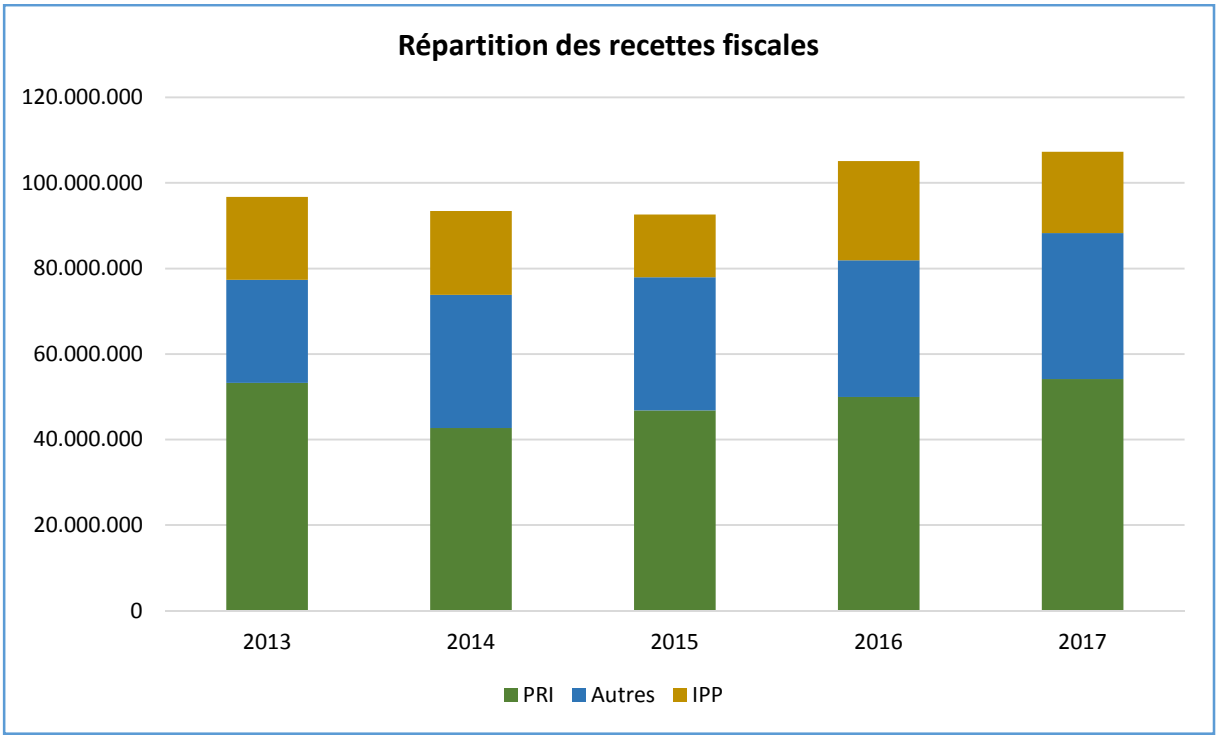
Droits constatés	2013		2014		2015		2016		2017	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
009 - Recettes et dépenses non ventilables	4.202.281	2%	4.249.939	2%	4.201.577	2%	8.635.858	3%	541.803,26	0,20%
019 - Dette publique	1.822.848	1%	1.821.507	1%	2.598.471	1%	2.598.471	1%	2.597.209,14	0,94%
029 - Financement général	45.594.534	20%	46.915.277	18%	48.412.856	20%	48.919.207	19%	59.643.556,40	21,64 %
049 - Impôts et taxes	96.774.226	43%	93.450.318	36%	92.630.637	39%	105.091.804	42%	103.409.791,86	37,52 %
059 - Assurances	231.795	0%	175.275	0%	168.231	0%	191.854	0%	259.207,11	0,09%
069 - Prélèvements et résultats	142.639	0%	30.780.536	12%	1.065.085	0%	1.008.615	0%	9.883.714,71	3,59%
119 - Recettes & dépenses générales	8.338.069	4%	8.885.193	3%	10.065.851	4%	10.494.373	4%	14.141.945,60	5,13%
129 - Administration des finances et des domaines	1.551.455	1%	1.827.547	1%	1.269.230	1%	1.295.544	1%	1.750.902,34	0,64%
139 - Services généraux	41.861	0%	9.200	0%	123.287	0%	50.322	0%	1.564.379,65	0,57%
159 - Relations avec l'étranger	20.000	0%	20.574	0%	18.543	0%	35.233	0%	36.049,69	0,01%
339 - Ordre public et sécurité	3.904.124	2%	4.532.508	2%	5.512.886	2%	6.106.469	2%	6.440.552,83	2,34%
429 - Communications - Voiries	2.787.611	1%	2.885.005	1%	2.735.368	1%	2.855.148	1%	3.605.348,24	1,31%
569 - Industrie commerce et classes moyennes	7.444.345	3%	8.626.861	3%	8.557.720	4%	8.393.096	3%	14.542.557,93	5,28%
709 - Recettes et dépenses générales d'enseignement	1.520.774	1%	1.203.782	0%	1.788.588	1%	1.630.900	1%	1.820.285,65	0,66%
729 - Enseignement fondamental	20.703.259	9%	21.439.454	8%	23.288.318	10%	24.826.325	10%	24.079.549,23	8,74%
739 - Enseignement secondaire	17.094.130	8%	17.237.103	7%	18.124.707	8%	18.256.361	7%	19.493.288,00	7,07%
749 - Enseignement scientifique	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0,00%
759 - Enseignement spécial	2.165.274	1%	2.218.989	1%	2.380.211	1%	2.603.593	1%	2.589.857,58	0,94%
769 - Jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs	1.512.068	1%	1.250.013	0%	1.107.496	0%	1.292.849	1%	1.406.520,18	0,51%
789 - Beaux-arts, archéologie et protection de la nature	36.621	0%	47.556	0%	43.904	0%	40.595	0%	101.797,44	0,04%
799 - Cultes	121.474	0%	122.814	0%	102.881	0%	41.404	0%	-	0,00%
839 - Sécurité sociale et assistance sociale	2.339.769	1%	5.037.013	2%	9.167.268	4%	962.908	0%	1.027.769,56	0,37%
859 - Aide sociale, familiale et emploi	392.787	0%	532.886	0%	229.657	0%	561.536	0%	823.981,59	0,30%
879 - Santé et hygiène publique	6.757.452	3%	8.405.632	3%	5.489.005	2%	5.081.167	2%	3.532.777,50	1,28%
939 - Logement et aménagement du territoire	1.126.551	0%	757.304	0%	841.153	0%	1.297.277	1%	2.356.316,66	0,85%
Total général	**226.625.945**	**100 %**	**262.432.286**	**100%**	**239.922.927**	**100%**	**252.270.908**	**100%**	**275.649.162,15**	**100%**

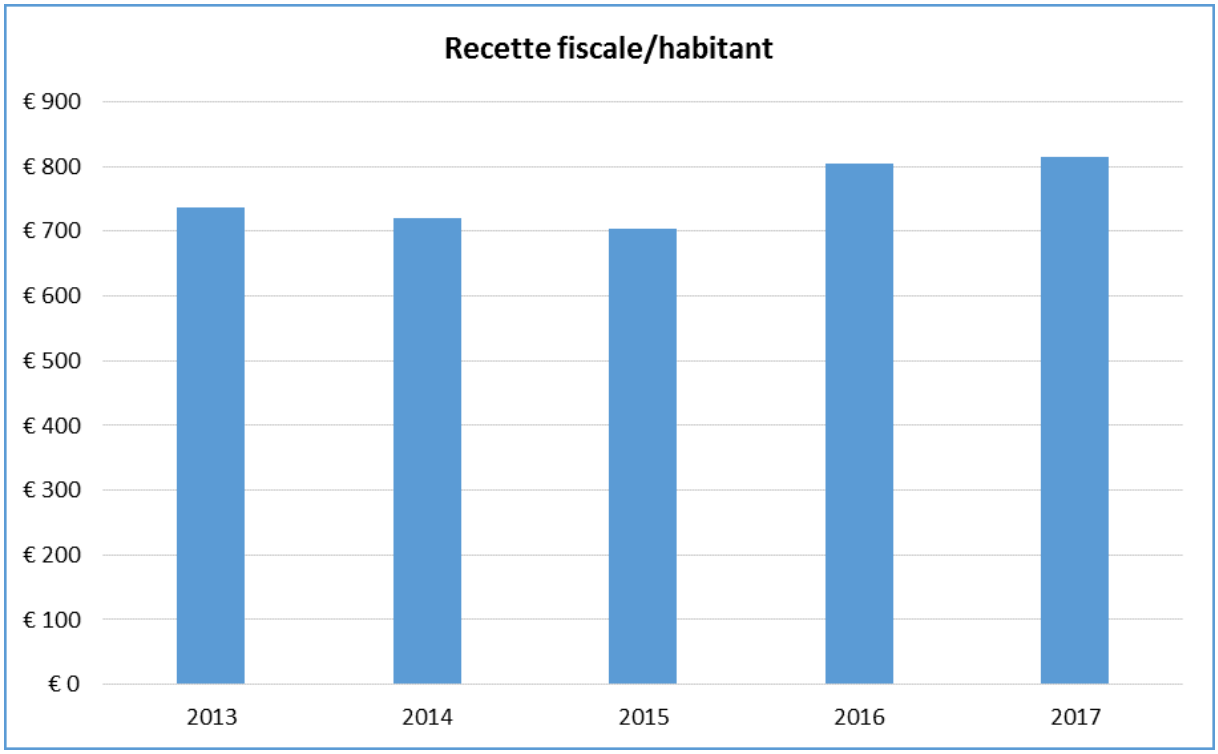


	2013	2014	2015	2016	2017
Fonds	45.577.281,57	46.897.597,14	48.412.855,53	48.919.207,34	59.643.556,40
Recettes fiscales	96.774.226,34	93.450.318,39	92.630.636,94	104.269.999,18	107.263.522,81



	2013	2014	2015	2016	2017
PRI	53.232.289	42.714.217	46.856.985	50.004.906	54.121.654
Autres	24.126.348	31.162.923	31.075.561	31.932.267	34.132.061
IPP	19.415.589	19.573.178	14.698.091	23.154.632	19.009.808


Répartition des recettes fiscales
120.000.000
100.000.000
80.000.000
60.000.000
40.000.000
20.000.000
0
2013
2014
2015
2016
2017
PRI
Autres
IPP


Recette fiscale/habitant
€ 900
€ 800
€ 700
€ 600
€ 500
€ 400
€ 300
€ 200
€ 100
€ 0
2013
2014
2015
2016
2017

3. Evolution de quelques articles

3.1 En dépense

ENGAGEMENTS	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses engagées ex propre	229.848.567,09	252.262.189.88	240.284.138,26	245.508.213,12	259.050.090,11
Subsides au C.P.A.S.	36.295.511,00	37.094.629,83	38.565.154,32	38.165.154,97	38.660.656,00
Dotation à la zone de police	34.985.359,00	36.127.097,00	35.703.616,15	37.119.397,00	36.236.758,16
Subside Schaerbeek Info	310.130,00	240.000,00	240.000,00	240.000,00	280.000,00
Frais de gestion informatique	235.956,29	299.765,60	297.999,93	364.461,55	684.285,58
Frais de correspondance	176.629,40	206.026,56	197.313,01	209.911,45	205.111,09
Subside à asbl Crèches de Schaerbeek	841.130,00	907.633,38	1.191.715,00	1.309.509,00	1.606.886,60
Subsides aux organismes sportifs	535.350,00	389.600,00	461.100,00	300.100,00	1.167.476,13

3.2 En recette

DROITS NETS	2013	2014	2015	2016	2017
Total des droits constatés	226.625.945	262.432.286	239.922.927	251.562.294	275.649.162,15
Fonds des communes	45.577.281,57	46.897.597,14	48.412.855,53	48.919.207,34	59.643.556,40
Précompte immobilier	53.232.288,95	42.714.217,26	46.856.984,90	50.004.905,56	54.121.653,59
Impôt sur les personnes physiques	19.415.589,01	19.573.177,71	14.698.091,44	23.154.631,89	19.009.807,80
Décime additionnel sur les véhicules automobiles	913.838,96	884.300,92	891.333,81	865.166,51	929.884,59
Taxe sur la délivrance de documents administratifs	2.286.272,98	2.416.681,48	2.879.004,53	2.899.492,59	2.804.845,28
Taxe sur la diffusion publicitaire	408.869,07	489.207,74	511.803,99	532.099,44	544.724,12
Taxe sur les immeubles inoccupés	282.116,40	641.055,33	1.029.180,41	690.967,13	752.105,83
Taxe sur les surfaces de bureaux	10.609.540,51	12.951.649,83	12.977.873,56	12.442.597,60	10.068.400,55
Subsides pour contrat de sécurité	3.741.087,52	3.674.170,48	3.729.631,00	5.062.306,65	1.749.708,65

Chapitre 5 : Comparaison Budget – Compte du service ordinaire

1. Comparaison Budget initial – Budget définitif – Compte

Dépenses

	Budget inititial	Budget Final	Engagements	Budget initial/ Droits nets	Budget Final/ Droits nets
2013	**225.318.897,00**	**234.112.514,00**	**229.848.567,09**	**102%**	**98%**
Personnel	99.973.452,00	101.171.698,00	99.254.057,37	99%	98%
Fonctionnement	15.896.471,00	15.528.797,00	14.690.108,79	92%	95%
Transfert	82.134.265,00	89.897.795,00	88.682.942,11	108%	99%
Dette	18.429.595,00	18.629.110,00	18.521.458,82	100%	99%
Prélèvement	8.885.114,00	8.885.114,00	8.700.000,00	98%	98%
2014	**230.111.420,00**	**258.247.834,00**	**252.262.189,88**	**110%**	**98%**
Personnel	100.215.776,00	101.753.873,00	98.737.498,48	99%	97%
Fonctionnement	15.340.166,00	15.781.891,00	14.433.356,91	94%	91%
Transfert	85.613.785,00	88.235.643,00	86.777.186,66	101%	98%
Dette	18.434.933,00	19.020.090,00	18.980.357,79	103%	100%
Prélèvement	10.506.760,00	33.456.337,00	33.333.790,04	317%	100%
2015	**246.012.797,00**	**246.394.532,00**	**240.284.138,26**	**98%**	**98%**
Personnel	102.569.299,00	102.701.089,00	99.944.373,66	97%	97%
Fonctionnement	15.235.005,00	15.580.979,00	13.775.108,49	90%	88%
Transfert	89.678.540,00	88.805.546,00	87.576.462,26	98%	99%
Dette	19.110.359,00	19.887.324,00	19.753.713,85	103%	99%
Prélèvement	19.419.594,00	19.419.594,00	19.234.480,00	99%	99%
2016	**244.991.695,00**	**252.916.280,00**	**245.508.213,12**	**100%**	**97%**
Personnel	106.119.875,00	111.295.163,00	107.119.524,78	101%	96%
Fonctionnement	15.735.311,00	16.975.225,00	14.511.864,30	92%	85%
Transfert	89.624.916,00	90.601.719,00	90.346.875,23	101%	100%
Dette	20.842.441,00	21.590.135,00	21.075.910,81	101%	98%
Prélèvement	12.669.152,00	12.454.038,00	12.454.038,00	98%	100%
2017	**245.648.771,00**	**277.699.819,00**	**259.050.090,11**	**105%**	**93%**
Personnel	108.146.829,00	111.853.737,00	106.523.319,47	98%	95%
Fonctionnement	17.114.966,00	18.810.633,00	16.550.194,25	97%	88%
Transfert	90.532.802,00	91.290.351,00	90.074.389,98	99%	99%
Dette	18.651.205,00	19.859.400,00	19.616.488,41	105%	99%
Prélèvement	11.202.969,00	35.885.698,00	26.285.698,00	235%	73%

Recettes

	Budget initital	Budget Final	Droits nets	Budget Initial / Droits nets	Budget Final / Droits nets
2013	**215.144.153,00**	**219.211.623,00**	**226.625.945,17**	**105%**	**103%**
Prestation	11.101.795,00	10.845.794,00	10.526.088,99	95%	97%
Transfert	198.825.112,00	201.825.991,00	208.717.128,94	105%	103%
Dette	5.172.246,00	5.344.290,00	5.733.711,89	111%	107%
Prélèvement	45.000,00	1.195.548,00	1.649.015,35	3664%	138%
2014	**225.475.300,00**	**243.044.071,00**	**262.432.286,01**	**116%**	**108%**
Prestation	11.261.667,00	11.693.250,00	11.596.892,96	103%	99%
Transfert	208.779.508,00	214.023.753,00	212.514.158,89	102%	99%
Dette	5.344.125,00	7.544.381,00	7.540.698,65	141%	100%
Prélèvement	90.000,00	9.782.687,00	30.780.535,51	34201%	315%
2015	**246.126.644,00**	**246.495.297,00**	**239.922.927,86**	**97%**	**97%**
Prestation	11.599.183,00	11.455.559,00	11.814.224,33	102%	103%
Transfert	227.064.407,00	226.992.415,00	218.631.072,89	96%	96%
Dette	7.063.054,00	6.929.105,00	7.494.338,17	106%	108%
Prélèvement	400.000,00	1.118.218,00	1.983.292,47	496%	177%
2016	**242.422.005,00**	**250.681.182,00**	**251.562.294,26**	**104%**	**100%**
Prestation	11.797.820,00	16.563.461,00	16.070.023,67	136%	97%
Transfert	221.006.498,00	224.280.828,00	224.936.704,94	102%	100%
Dette	7.067.687,00	7.126.893,00	7.041.666,93	100%	99%
Prélèvement	2.550.000,00	2.710.000,00	3.513.898,72	138%	130%
2017	**243.321.791,00**	**262.851.125,00**	**265.765.447,44**	**109%**	**101%**
Prestation	13.341.316,00	13.553.252,00	14.437.313,83	108%	107%
Transfert	222.570.372,00	236.915.007,00	233.748.305,24	105%	99%
Dette	5.850.103,00	10.626.221,00	10.696.438,63	183%	101%
Prélèvement	1.560.000,00	1.756.645,00	6.883.389,74	441%	392%

2. Comparaison entre le budget et le compte – crédits reportés

La période intermédiaire de clôture des comptes implique une gestion des engagements de dépenses encore ouverts à ce moment-là.

Le montant des engagements (ou parties d'engagements) reportés se calcule sur la différence entre la totalité des engagements produits dans l'exercice et les imputations comptabilisées.

Les engagements de dépenses qui ne sont pas encore clôturés au moment de la clôture doivent donc être soit supprimés (clôturés), soit reportés sur l'exercice suivant afin alors dans cette deuxième hypothèse de pouvoir être utilisés pour exécuter les dépenses liées à ces engagements.

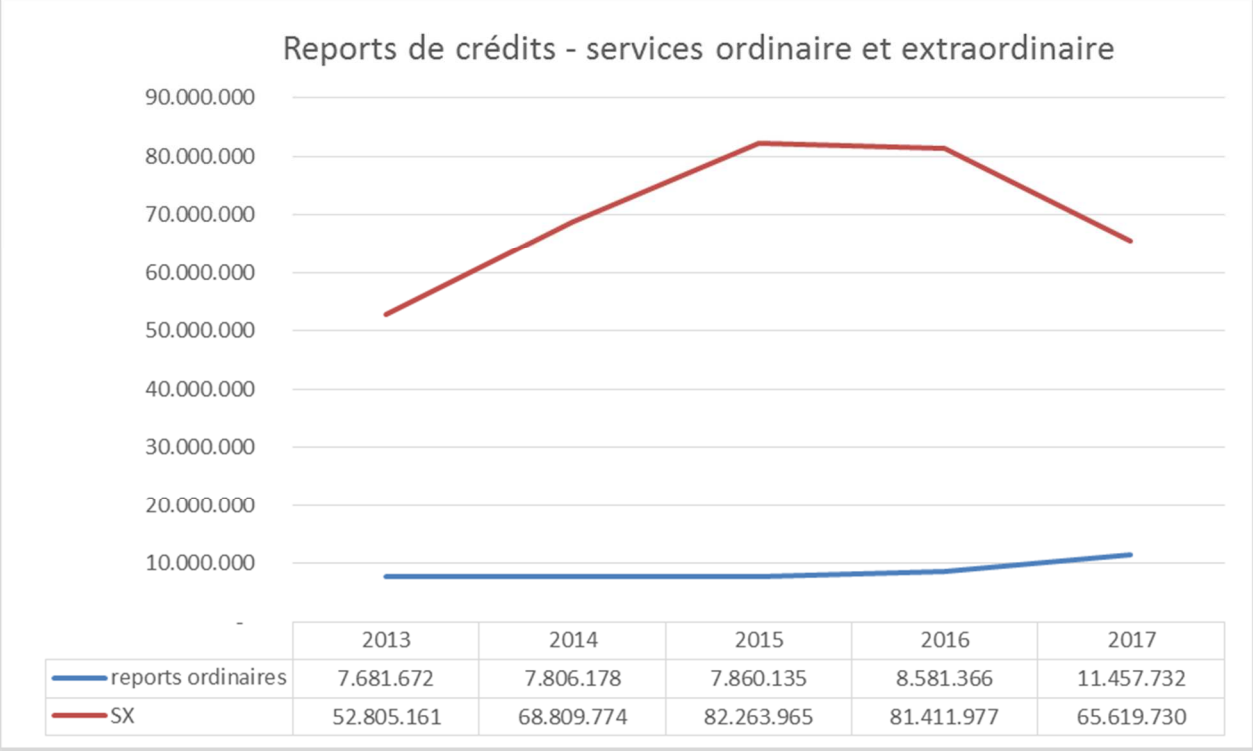
La plupart des engagements reportés le sont simplement parce que la dépense correspondante (facture ou subside) est émise/reçue/générée/liquidée après cette opération de report de crédits.

Ces engagements sont constitués :

1. d'une part de bons de commande non clôturés, pour lesquels la facture ou le cas échéant la totalité des factures n'a dans la plupart des cas pas encore été émise par le tiers adjudicataire et en tout cas n'a pas encore été réceptionnée par les services gestionnaires ;
2. d'autre part des subsides à verser ; ceux-ci sont reportés en l'attente de la gestion complète du dossier et de son approbation finale avant paiement ;

La date de l'arrêt de la liste et de la fixation des engagements à reporter, qui est variable, influence mécaniquement le montant des crédits à reporter au service ordinaire.

Voici le tableau des 7 derniers exercices concernant les crédits reportés :



	2013	2014	2015	2016	2017
reports ordinaires	7.681.672	7.806.178	7.860.135	8.581.366	11.457.732
SX	52.805.161	68.809.774	82.263.965	81.411.977	65.619.730

Service ordinaire

	Crédit Budgetaire	Montant Engagements	Montant Imputations	Montant A transférer
2009	**142,50**	**142,50**	**-**	**142,50**
Transfert	142,50	142,50	-	142,50
2010	**1.539,00**	**1.539,00**	**-**	**1.539,00**
Transfert	1.539,00	1.539,00	-	1.539,00
2011	**3.000,00**	**3.000,00**	**-**	**3.000,00**
Transfert	3.000,00	3.000,00	-	3.000,00
2012	**2.855,00**	**-**	**-**	**-**
Fonctionnement	2.855,00	-	-	-
2013	**50.418,47**	**46.427,00**	**5.249,00**	**41.178,00**
Fonctionnement	27.868,47	23.877,00	2.238,50	21.638,50
Transfert	22.550,00	22.550,00	3.010,50	19.539,50
2014	**411.884,44**	**281.172,90**	**46.340,98**	**234.831,92**
Fonctionnement	198.711,86	79.343,32	25.962,79	53.380,53
Transfert	213.172,58	201.829,58	20.378,19	181.451,39
2015	**1.627.124,70**	**1.321.553,30**	**613.144,64**	**708.408,66**
Personnel	97,00	-	-	-
Fonctionnement	296.481,15	172.207,29	111.356,13	60.851,16
Transfert	1.330.546,55	1.149.346,01	501.788,51	647.557,50
2016	**6.484.402,27**	**5.538.433,42**	**3.225.856,22**	**2.312.577,20**
Personnel	155.313,10	4.418,05	-	4.418,05
Fonctionnement	3.195.424,87	2.818.588,42	2.393.008,15	425.580,27
Transfert	3.130.922,82	2.712.685,47	830.599,48	1.882.085,99
Dette	2.741,48	2.741,48	2.248,59	492,89
2017	**277.699.819,00**	**259.050.090,11**	**250.894.035,00**	**8.156.055,11**
Personnel	111.853.737,00	106.523.319,47	106.165.858,22	357.461,25
Fonctionnement	18.810.633,00	16.550.194,25	12.167.978,19	4.382.216,06
Transfert	91.290.351,00	90.074.389,98	86.658.345,30	3.416.044,68
Dette	19.859.400,00	19.616.488,41	19.616.155,29	333,12
Prélèvement	35.885.698,00	26.285.698,00	26.285.698,00	-
Total général	**286.281.185,38**	**266.242.358,23**	**254.784.625,84**	**11.457.732,39**

Service Extraordinaire

Pour le service extraordinaire, il n'est pas pertinent de faire de telles comparaisons, les dépenses d'investissement les plus importantes (principalement, des constructions ou des rénovations lourdes concernant des infrastructures collectives (écoles, crèches, stades, bâtiments administratifs, etc …) étant souvent des projets avec des dépenses étalées sur plusieurs exercices.

	Crédit Budgétaire	Engagements	Imputations	A transférer
2005	**114.005,70**	**114.005,70**	**-**	**114.005,70**
Investissement	114.005,70	114.005,70	-	114.005,70
2007	**6.864,02**	**6.864,02**	**-**	**6.864,02**
Investissement	6.864,02	6.864,02	-	6.864,02
2008	**247.115,80**	**247.115,80**	**65.669,83**	**181.445,97**
Investissement	247.115,80	247.115,80	65.669,83	181.445,97
2009	**104.657,26**	**104.657,26**	**85.716,64**	**18.940,62**
Investissement	104.657,26	104.657,26	85.716,64	18.940,62
2010	**56.898,76**	**56.898,76**	**30.030,02**	**26.868,74**
Investissement	56.898,76	56.898,76	30.030,02	26.868,74
2011	**193.050,13**	**188.050,13**	**6.826,30**	**181.223,83**
Investissement	193.050,13	188.050,13	6.826,30	181.223,83
2012	**911.935,34**	**795.126,51**	**117.906,70**	**677.219,81**
Investissement	911.935,34	795.126,51	117.906,70	677.219,81
2013	**17.809.698,79**	**17.809.698,79**	**9.152.757,93**	**8.656.940,86**
Investissement	17.809.698,79	17.809.698,79	9.152.757,93	8.656.940,86
2014	**14.249.467,63**	**12.974.351,43**	**6.455.071,66**	**6.519.279,77**
Transfert	367.920,40	367.920,40	19.920,40	348.000,00
Investissement	13.881.547,23	12.606.431,03	6.435.151,26	6.171.279,77
2015	**21.089.179,89**	**20.935.809,12**	**9.643.285,56**	**11.292.523,56**
Transfert	225.000,00	225.000,00	109.167,41	115.832,59
Investissement	20.864.179,89	20.710.809,12	9.534.118,15	11.176.690,97
2016	**26.629.103,69**	**26.588.129,61**	**8.898.419,53**	**17.689.710,08**
Transfert	2.449.832,22	2.449.832,22	2.391.832,22	58.000,00
Investissement	24.179.271,47	24.138.297,39	6.506.587,31	17.631.710,08
2017	**42.155.691,00**	**29.458.479,56**	**9.203.772,48**	**20.254.707,08**
Transfert	2.084.447,00	2.076.400,14	1.508.132,83	568.267,31
Investissement	34.617.438,00	21.928.275,19	2.241.835,42	19.686.439,77
Dette	3.497,00	3.496,53	3.496,53	-
Prélèvement	5.450.309,00	5.450.307,70	5.450.307,70	-
Total général	**123.567.668,01**	**109.279.186,69**	**43.659.456,65**	**65.619.730,04**

3. Comparaison entre le budget et le compte pour l'IPP et le précompte immobilier

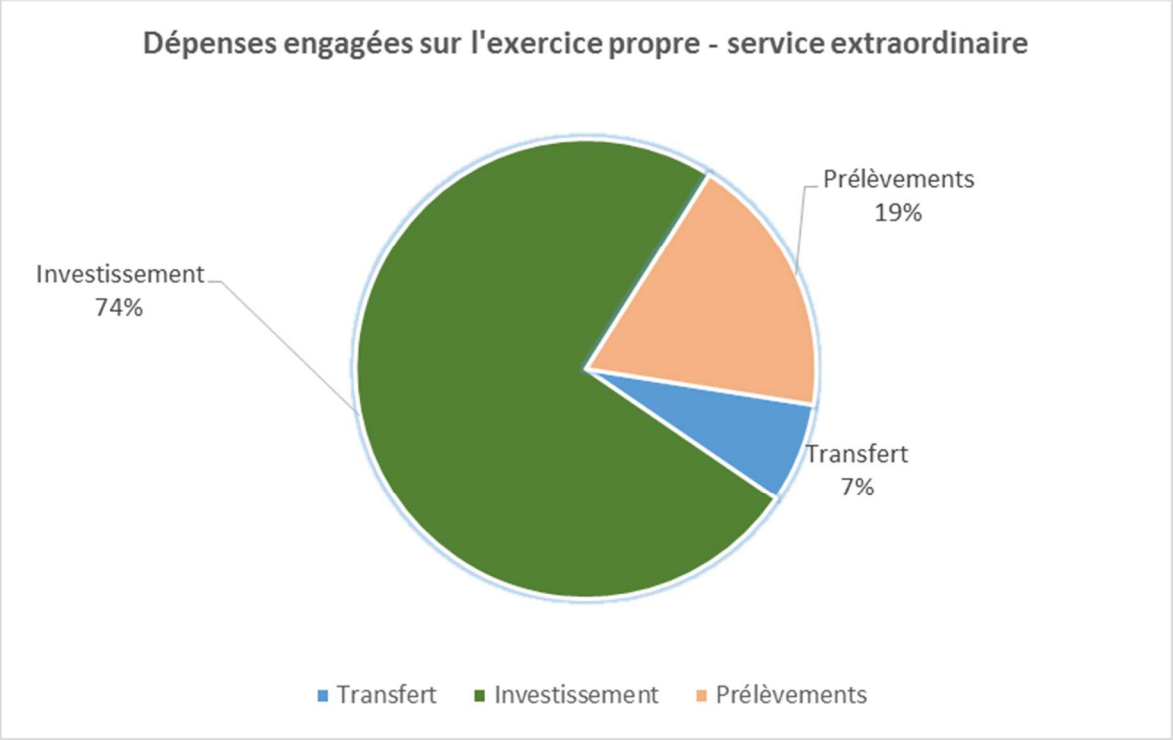
Année	Budget Initial	Budget Final	Compte	Compte B Initial	Compte B Final
Taxe additionnelle au précompte immobilier					
2013	45.927.756,00	45.927.756	53.232.288,95	115,9%	115,9%
2014	51.329.516,00	50.153.102	42.714.217,26	83,2%	85,2%
2015	52.151.104,00	51.151.104	46.856.984,90	89,8%	91,6%
2016	50.035.848,00	49.591.100	50.004.905,56	99,9%	100,8%
2017	51.421.160,00	51.421.160	54.121.654,00	105,3%	105,3%
Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques					
2013	19.190.309,00	19.190.309	19.415.589,01	101,2%	101,2%
2014	19.354.517,00	19.354.517	19.573.177,71	101,1%	101,1%
2015	19.059.722,00	19.059.722	14.698.091,44	77,1%	77,1%
2016	21.974.035,00	21.974.035,00	23.154.631,89	105,4%	105,4%
2017	19.499.840,00	19.499.840,00	19.009.807,80	97,5%	97,5%
Taxe additionnelle à la taxe sur les automobiles					
2013	873.070,00	873.070	913.838,96	104,7%	104,7%
2014	926.578,00	926.578	884.300,92	95,4%	95,4%
2015	957.885,00	957.885	891.333,81	93,1%	93,1%
2016	927.455,00	927.455	865.166,51	93,3%	93,3%
2017	946.004,00	946.004,00	929.885	98,3%	98,3%

Chapitre 6 : Effort d'investissement du service extraordinaire

1. Analyse économique du service extraordinaire

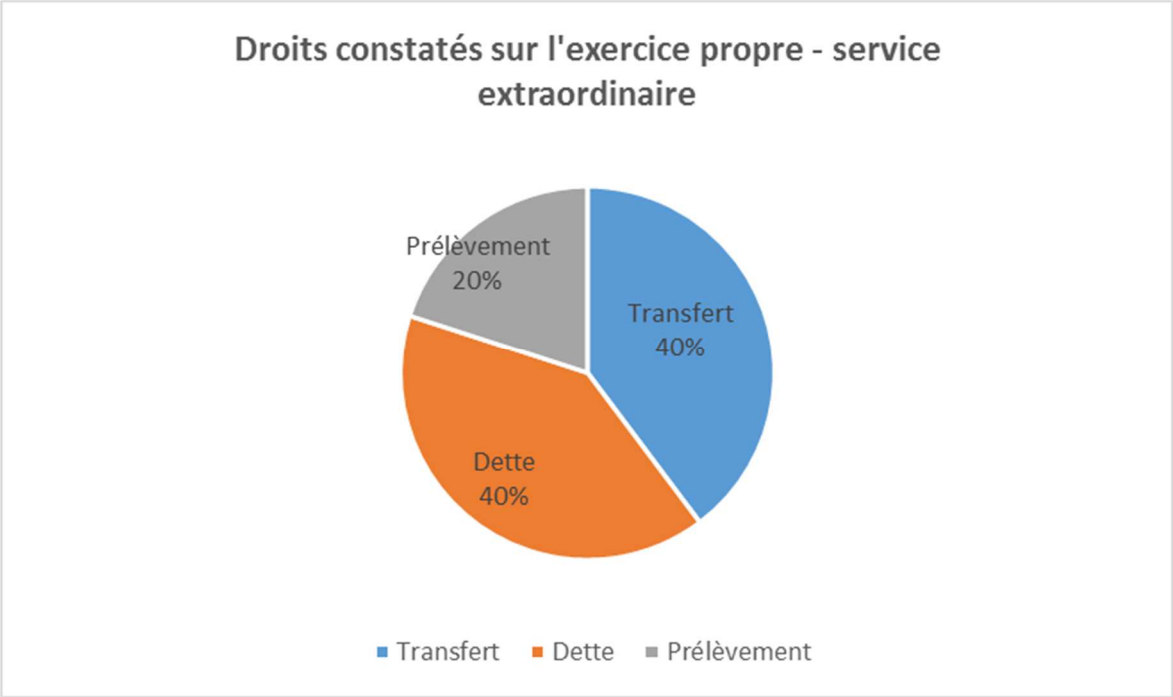
1.1 Dépenses engagées (= destination des moyens)

Rubriques	Montants	%
Transfert	2.076.400,14	7,05%
Dette	3496,53	0,01%
Investissement	21.928.275,19	74,44%
Total dépenses hors prélèvements	**24.008.171,86**	**81,50%**
Prélèvements	5.450.307,70	18,50%
Total général	**29.458.479,56**	**100,00%**



1.2 Droits constatés (=origine des moyens)

Rubriques	Montants	%
Transfert	14.331.316,08	39,72%
Investissement	25.225,06	0,07%
Dette	14.515.937,04	40,23%
Prélèvements	7.209.244,37	19.98%
Total général	**36.081.722,55**	**100,00%**



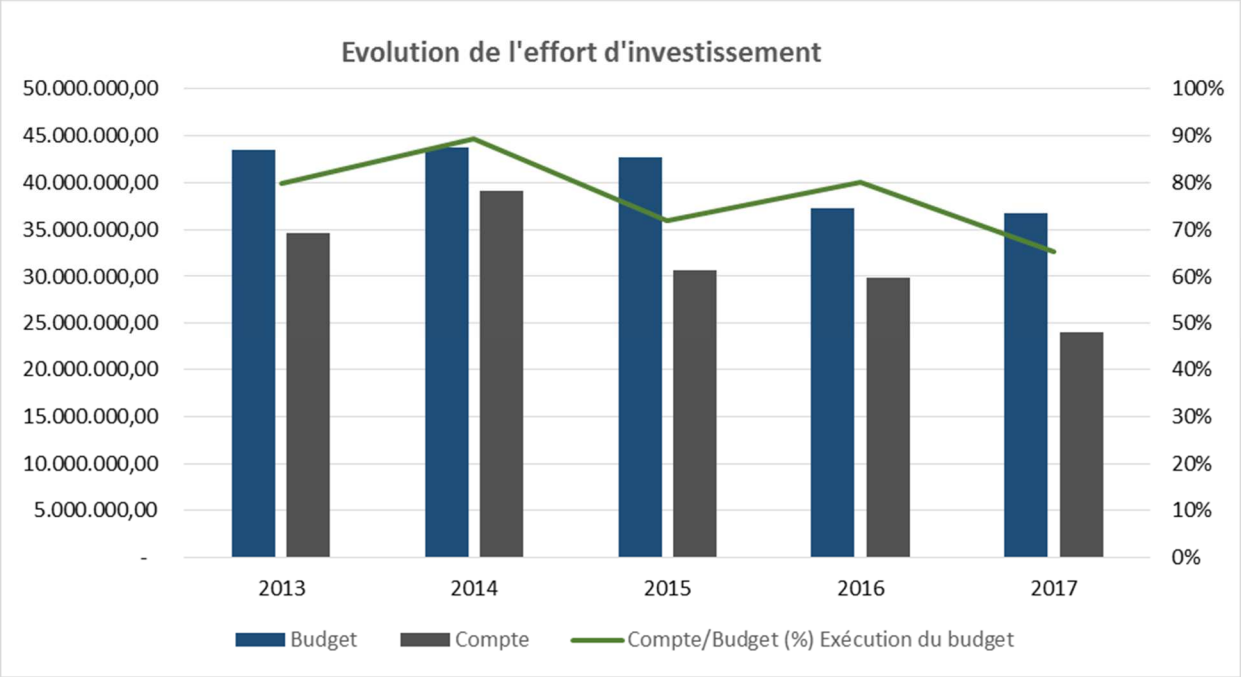
2. Analyse fonctionnelle des dépenses engagées

2.1 Dépenses engagées

Libellé	Montant	%
119 - Recettes & dépenses générales	6.854.917,88	23,27%
129 - Administration des finances et des domaines	43.375,01	0,15%
139 - Services généraux	4.348.373,88	14,76%
159 - Relations avec l'étranger	-	0,00%
339 - Ordre public et sécurité	365.356,19	1,24%
429 - Communications - Voiries	3.562.826,40	12,09%
569 - Industrie, commerce et classes moyennes	28.640,70	0,10%
709 - Recettes et dépenses générales d'enseignement	824.544,45	2,80%
729 - Enseignement fondamental	2.022.241,85	6,86%
739 - Enseignement secondaire	884.374,16	3,00%
759 - Enseignement spécial	1.682.772,12	5,71%
769 - Jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs	1.015.056,28	3,45%
789 - Beaux-arts, archéologie et protection de la nature	610.383,49	2,07%
799 - Cultes	296.390,64	1,01%
839 - Sécurité sociale et assistance sociale	754.500,00	2,56%
859 - Aide sociale, familiale et emploi	114.958,96	0,39%
879 - Santé et hygiène publique	474.954,69	1,61%
939 - Logement et aménagement du territoire	5.574.812,86	18,92%
Total général	**29.458.479,56**	**100,00%**

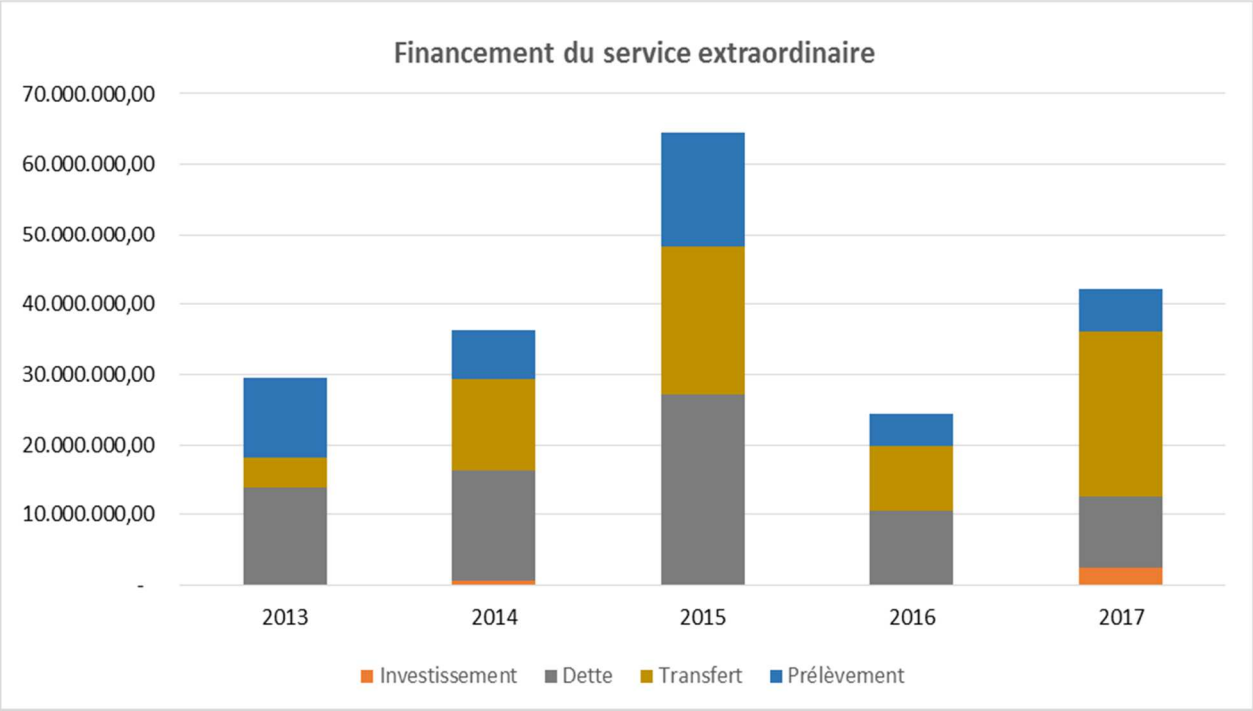
2.1 Evolution de l'effort d'investissement

Effort d'investissement total					
	Budget		Compte		Compte / Budget (%)
Année	Budget	Par habitant	Compte	Par habitant	Exécution du budget
2013	43.443.520,00	332,57	34.674.963,28	265,45	80%
2014	43.787.658,00	335,21	39.137.445,54	299,61	89%
2015	42.700.486,00	326,89	30.716.531,69	235,15	72%
2016	37.285.503,00	285,43	29.903.265,62	228,92	80%
2017	36.705.382,00	279,04	24.008.171,86	182,51	65%
Total général	**225.592.263,00**		**165.219.157,33**		**73%**



3. Financement du service extraordinaire

Année	Investissement	Dette	Transfert	Prélèvement	Total général
2012	3.200,00	13.755.080,02	4.534.735,96	11.359.155,20	29.652.171,18
2013	695.662,00	15.754.807,93	12.918.284,06	6.931.438,66	36.300.192,65
2014	193.733,78	26.904.159,78	21.147.181,43	16.255.281,09	64.500.356,08
2015	20.086,14	10.552.925,27	9.284.035,17	4.560.043,34	24.417.089,92
2016	2.453.818,85	10.004.462,09	23.774.664,58	5.944.176,31	42.177.121,83
2017	25.225,06	14.515.937,04	14.331.316,08	7.209.244,37	36.081.722,55



Chapitre 7 : La dette communale

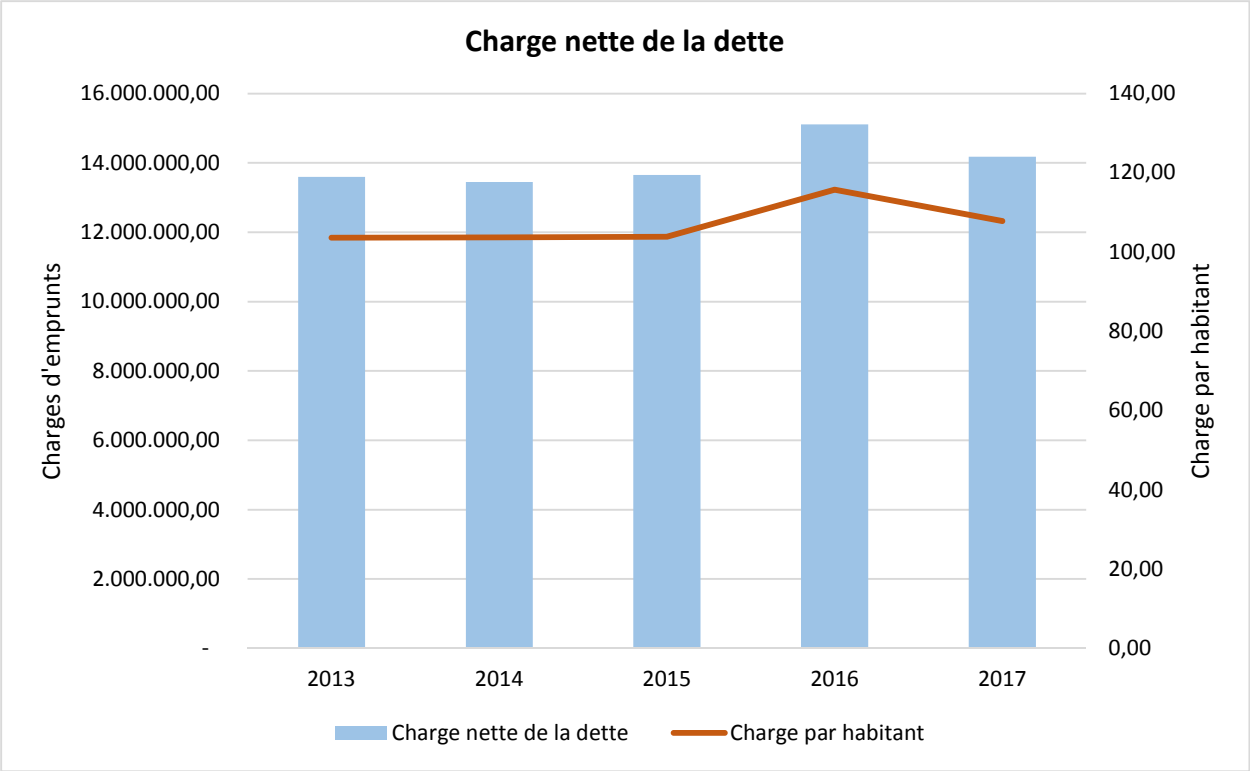
1. Répartition de la dette par fonction

Domaine fonctionnel	Charges d'emprunts	Récupérations	Solde	% du total
009 - Recettes et dépenses non ventilables	1.493.025,90	372.203,51	1.120.822,39	8%
019 - Dette publique	3.268.963,13	2.597.209,14	671.753,99	5%
119 - Recettes & dépenses générales	5.799.261,60	-	5.799.261,60	41%
129 - Administration des finances et des domaines	1.005.647,48	-	1.005.647,48	7%
139 - Services généraux	460.253,98	-	460.253,98	3%
159 - Relations avec l'étranger	-	-	-	0%
339 - Ordre public et sécurité	1.486,46	-	1.486,46	0%
429 - Communications - Voiries	2.258.809,62	-	2.258.809,62	16%
709 - Recettes et dépenses générales d'enseignement	10.228,16	-	10.228,16	0%
729 - Enseignement fondamental	1.895.588,36	1.083.264,11	812.324,25	6%
739 - Enseignement secondaire	357.046,11	-	357.046,11	3%
749 - Enseignement scientifique	378,91	-	378,91	0%
759 - Enseignement spécial	12.421,99	-	12.421,99	0%
769 - Jeunesse, éducation populaire, sports et loisirs	298.283,42	-	298.283,42	2%
789 - Beaux-arts, archéologie et protection de la nature	6.633,55	-	6.633,55	0%
799 - Cultes	30.522,89	-	30.522,89	0%
839 - Sécurité sociale et assistance sociale	723,80	-	723,80	0%
859 - Aide sociale, familiale et emploi	179.558,19	-	179.558,19	1%
879 - Santé et hygiène publique	1.095.419,14	1.383.372,74	-287.953,60	-2%
939 - Logement et aménagement du territoire	1.442.235,72	-	1.442.235,72	10%
Total général	**19.616.488,41**	**5.436.049,50**	**14.180.438,91**	**100%**

2. Evolution de la charge de la dette

2.1 Dette à charge de la commune

Année	Charge nette de la dette	Charge par habitant
2013	13.598.568,67	103,66
2014	13.449.794,81	103,68
2015	13.648.715,66	103,86
2016	15.114.319,49	115,71
2017	14.180.438,91	107,80



2.2 Dette à charge de l'Etat

Année	Charges d'emprunts à charge de l'Etat
2013	98.150
2014	99.503
2015	100.696
2016	1.674
2017	1.758

Chapitre 8 : Caractéristiques générales de la commune

1. Population

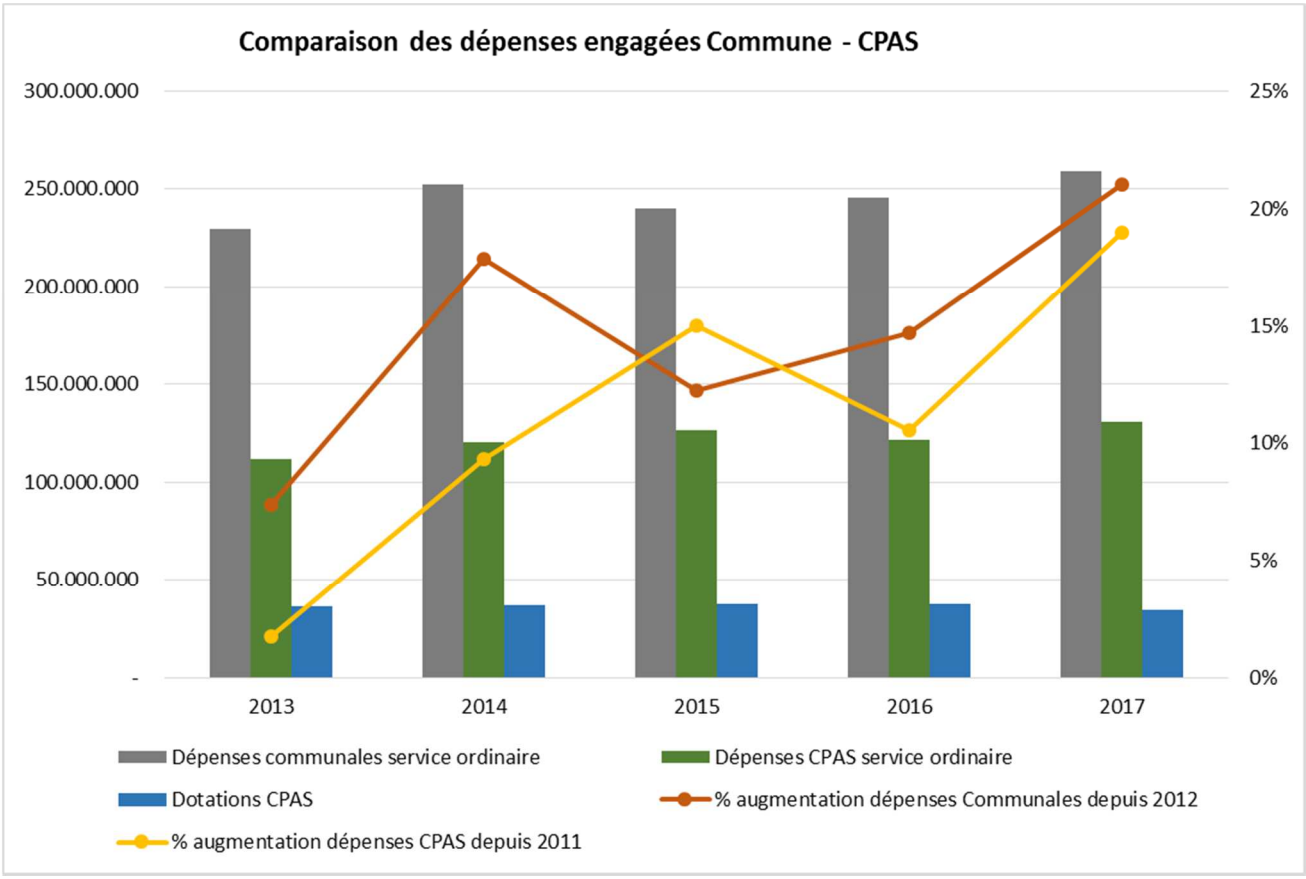
	Nombre d'habitants		PRI & IPP		Nombre d'élèves primaires	
Année	**Nombre**	**Croissance N-1**	**Centimes additionnels**	**% Impôts personnes physiques**	**Nombre**	**Croissance N-1**
2013	131.182	0,43%	3.390	6,80%	5.647	1,09%
2014	129.722	-1,11%	3.390	6,60%	5.607	-0,71%
2015	131.413	1,30%	3.390	6,50%	5.687	1,43%
2016	130.628	-0,60%	3.390	6,50%	5.830	2,51%
2017	131.543	0,7%	3.390	6,20%	5.694	-2,33%

2. Revenus cadastraux

	Construit		Non-bâti		TOTAL	
Année	**Montant**	**Croissance N-1**	**Montant**	**Croissance N-1**	**Montant**	**Croissance N-1**
2013	77.739.134	2,89%	234.909	-0,01%	77.974.043	2,88%
2014	78.561.897	1,06%	230.204	-2,00%	78.792.101	1,05%
2015	79.190.844	0,80%	231.057	0,37%	79.421.901	0,80%
2016	79.802.047	0,77%	231.013	-0,02%	80.033.060	0,77%
2017	81.133.121	1,67%	230.834	-0,08%	81.363.955	1,66%

3. Comparaison des dépenses : Commune – CPAS

	Commune		CPAS		
Année	**Engagements service ordinaire**	**% augmentation depuis 2012**	**Engagements service ordinaire**	**% augmentation depuis 2012**	**Dotations CPAS**
2013	229.848.567,09	6,08%	112.105.002,99	6,79%	36.295.511,00
2014	252.262.189,88	16,43%	120.461.968,13	14,75%	37.094.629,00
2015	240.284.138,26	10,90%	126.714.581,08	20,71%	37.846.947,00
2016	245.508.213,12	13,31%	121.769.531,19	16,00%	37.622.702,00
2017	259.050.090,11	21,03%	131.102.544,87	19,00%	34.701.032,00



Partie II : Analyse du bilan et du compte de résultats de l'exercice 2017

Table des matières

Chapitre 1 : Présentation du bilan et du compte de résultats au 31/12/2017 44
1. Le bilan au 31/12/2017 44
2. Le compte de résultats au 31/12/2017 46
Chapitre 2 : Analyse du bilan 2017 48
1. Introduction 48
2. Analyse de l'actif 51
2.1 Actifs immobilisés 51
2.2 Actifs circulants 53
3. Analyse du passif 55
3.1 Les capitaux permanents (= fonds propres + dettes à long terme) 55
3.2 Les dettes à court terme 60
Chapitre 3 : Analyse du compte de résultat 2017 61
1. Introduction 61
2. Le résultat courant 63
3. Le résultat d'exploitation 68
4. Le résultat exceptionnel 71
Annexes 73
1. Le bilan en pourcentage de croissance 73
2. Structure du bilan en 2017, 2016 et 2015 75
3. Structure de l'actif immobilisé 76
4. Structure de l'actif circulant 78
5. Structure des fonds propres 79
6. Concordance entre la comptabilité budgétaire et générale 82
7. Structure des charges courantes 83
8. Structure des produits courants 85
9. Structure des charges non décaissées 87
10. Structure des produits non encaissés 88
11. Structure des charges exceptionnelles 89
12. Structure des produits exceptionnels 90
13. Tableau de mutation – Tableau des ressources et emplois 92

Chapitre 1 : Présentation du bilan et du compte de résultats au 31/12/2017

1. Le bilan au 31/12/2017

ACTIF	Exercice 2016		Exercice 2017	
	Montant	% du total	Montant	% du total
ACTIFS IMMOBILISES	**386.026.352,29**	**71,61%**	**443.275.720,43**	**70,34%**
I. Immobilisations incorporelles	**346.726,72**	**0,06%**	**17.134.759,77**	**0,29%**
II. Immobilisations corporelles	**288.592.975,22**	**53,53%**	**223.930.148,63**	**52,96%**
A. Terres et terrains non bâtis	38.465.632,33	7,14%	6.648.614,54	6,61%
B. Constructions et leurs terrains	123.658.797,25	22,94%	114.103.546,47	20,73%
C. Voiries	57.555.361,56	10,68%	50.185.984,06	10,67%
E. Cours et plans d'eau	280.527,20	0,05%	-	0,05%
F. Mobilier, matériel, équipements et signalisations routiers	7.952.301,58	1,48%	32.688.321,17	1,58%
G. Patrimoine artistique et mobilier divers	2.008.980,39	0,37%	51.393,84	0,34%
H. Immobilisations en cours d'exécution	55.283.928,24	10,26%	18.568.468,61	12,41%
I. Droits réels d'emphytéoses et superficies	1.123.904,32	0,21%	213.454,24	0,19%
J. Immobilisations en location-financement	2.263.542,35	0,42%	1.470.365,70	0,38%
III. Subsides d'investissements accordés	**2.938.645,25**	**0,55%**	**34.600.937,10**	**0,90%**
A. Aux entreprises privées	1.212.969,80	0,23%	3.056.033,40	0,15%
B. Aux ménages, ASBL et autres organismes	504.901,65	0,09%	12.796.060,15	0,07%
C. A l'Autorité supérieure	-	0,00%	1.929.632,85	0,36%
D. Aux autres pouvoirs publics	1.220.773,80	0,23%	16.819.210,70	0,31%
IV. Promesses de subsides à recevoir, prêts	**61.824.167,72**	**11,47%**	**147.258.236,13**	**10,83%**
A. Promesse de subsides à recevoir	61.734.670,33	11,45%	145.723.809,79	10,82%
B. Prêts accordés	89.497,39	0,02%	1.534.426,34	0,02%
V. Immobilisations financières	**32.323.837,38**	**6,00%**	**20.351.638,80**	**5,36%**
A. Participations et titres à revenus fixes	32.323.837,38	6,00%	20.351.638,80	5,36%
ACTIFS CIRCULANTS	**153.047.197,25**	**28,39%**	**175.162.262,00**	**29,66%**
VII. Créances à un au plus	**123.152.176,20**	**22,85%**	**123.347.847,42**	**20,89%**
A. Débiteurs	91.589.115,20	16,99%	100.139.551,89	16,96%
B. Autres créances	31.534.831,08	5,85%	23.179.912,42	3,92%
1. TVA et taxes additionnels	*16.045.462,78*	*2,98%*	*5.770.753,49*	0,98%
2. Subsides, dons et legs et emprunts	*13.658.540,92*	*2,53%*	*16.870.076,05*	2,86%
3. Intérêts, dividendes et ristournes	*1.353.987,13*	*0,25%*	*1.632,59*	0,00%
4. Créances diverses	*476.840,25*	*0,09%*	*537.450,29*	0,09%
C. Récupérations des remboursements d'emprunts	28.229,92	0,01%	28.383,11	0,00%
IX. Comptes financiers	**7.908.908,34**	**1,47%**	**23.955.021,75**	**4,06%**
A. Placements de trésorerie à un an au plus			-30.000.000,00	-5,08%
B. Valeurs disponibles	13.490.115,44	2,50%	57.940.057,14	9,81%
C. Paiements en cours	-5.581.207,10	-1,04%	-3.985.035,39	-0,67%
X. Comptes de régularisation et d'attente	**21.986.112,71**	**4,08%**	**27.859.392,83**	**4,72%**
Total de l'actif	**539.073.549,54**	**100,00%**	**590.576.535,49**	**100,00%**

PASSIF	Exercice 2016		Exercice 2017	
	Montant	% du total	Montant	% du total
FONDS PROPRES	**383.153.447,83**	**71,08%**	**432.404.815,07**	**73,22%**
I'. Capital	**88.561.456,38**	**16,43%**	**88.561.456,38**	**15,00%**
III'. Résultats reportés	**75.732.279,46**	**14,05%**	**97.587.519,82**	**16,52%**
A'. Des exercices antérieurs	43.535.783,20	8,08%	53.575.521,85	9,07%
B'. De l'exercice précédent	10.039.738,65	1,86%	22.156.757,61	3,75%
C'. Du dernier exercice	22.156.757,61	4,11%	21.855.240,36	3,70%
IV'. Réserves	**46.874.381,53**	**8,70%**	**45.833.252,86**	**7,76%**
A'. Fonds de réserve ordinaire	1.029.311,32	0,19%	1.747.119,32	0,30%
B'. Fonds de réserve extraordinaire	13.335.878,98	2,47%	12.904.815,98	2,19%
C'. Fonds de subsides extraordinaires	32.509.191,23	6,03%	31.181.317,56	5,28%
V'. Subsides d'investissement, dons et legs reçus	**118.580.193,34**	**22,00%**	**128.332.948,63**	**21,73%**
A'. Des entreprises privées	12.985.836,29	2,41%	12.330.525,18	2,09%
B'. Des ménages, des ASBL, et autres organismes	4.235,50	0,00%	4.126,90	0,00%
C'. De l'autorité supérieure	103.431.893,71	19,19%	113.576.940,25	19,23%
D'. Des autres pouvoirs publics	2.158.227,84	0,40%	2.421.356,30	0,41%
VI'. Provisions pour risques et charges	**53.405.137,12**	**9,91%**	**72.089.637,38**	**12,21%**
DETTES	**155.920.101,71**	**28,92%**	**158.171.720,42**	**26,78%**
VII'. Dettes à plus d'un an	**111.857.095,35**	**20,75%**	**110.807.701,19**	**18,76%**
A'. Emprunts à charge de la commune	87.827.328,46	16,29%	89.629.248,42	15,10%
B'. Emprunts à charge de l'autorité supérieure	1.758,25	0,00%	-	0,00%
C'. Emprunts à charges de tiers	-	0,00%	-	0,00%
D'. Dettes de location-financement	-	0,00%	-	0,00%
E'. Emprunts de préfinancement	426.772,01	0,08%	-	0,07%
F'. Emprunts publics	187,52	0,00%	187,52	0,00%
I'. Emprunts de consolidation	23.601.049,11	4,38%	21.178.265,25	3,59%
VIII'. Dettes à un an au plus	**43.860.978,93**	**8,14%**	**47.580.228,59**	**8,06%**
A'. Dettes financières	14.812.085,78	2,75%	14.916.835,06	2,53%
1'. Remboursements d'emprunts	*14.812.085,78*	*2,75%*	*14.900.316,18*	*2,52%*
2'. Charges financières des emprunts	-	*0,00%*	*16.518,88*	*0,00%*
3'. Dettes sur comptes courants	-	*0,00%*	-	*0,00%*
B'. Dettes commerciales	27.879.350,41	5,17%	32.005.525,50	5,42%
C'. Dettes fiscales, salariales et sociales	-99.295,23	-0,02%	-493.235,61	-0,08%
D'. Dettes diverses	1.268.837,97	0,24%	1.151.103,64	0,19%
IX'. Opération pour comptes de tiers	**-78.813,23**	**-0,01%**	**-447.805,79**	**-0,08%**
X'. Comptes de régularisation et d'attente	**280.840,66**	**0,05%**	**231.596,43**	**0,04%**
Total du passif	**539.073.549,54**	**100,00%**	**590.576.535,49**	**100,00%**

2. Le compte de résultats au 31/12/2017

CHARGES	Exercice 2016		Exercice 2017	
	Montant	% du total	Montant	% du total
I. Charges courantes	**226.637.997,40**	**82,73%**	**224.594.729,12**	**77,43%**
A. Achats de matières	3.089.457,82	1,13%	3.167.684,71	1,09%
B. Services et biens d'exploitation	10.103.540,37	3,69%	11.521.297,90	3,97%
C. Frais de personnel	107.026.940,73	39,07%	106.228.421,42	36,62%
D. Subsides d'exploitations accordés	85.340.260,32	31,15%	84.047.360,06	28,98%
E. Remboursements des emprunts	16.365.371,49	5,97%	14.812.085,78	5,11%
F. Charges financières	4.712.426,67	1,72%	4.817.879,25	1,66%
a. Charges financières des emprunts	*4.624.849,11*	*1,69%*	4.082.408,67	1,41%
b. Charges financières diverses	*82.948,73*	*0,03%*	723.909,43	0,25%
c. Frais de la gestion financière	*4.628,83*	*0,00%*	11.561,15	0,00%
IV. Charges résultant de la variation normale des valeurs de bilan, des redressements et provisions	**19.986.398,30**	**7,30%**	**31.468.782,68**	**10,85%**
A. Dotation aux amortissements	10.066.807,06	3,67%	11.796.987,38	4,07%
D. Redressement des comptes de récupération des remboursements d'emprunts	1.588,10	0,00%	1.673,19	0,00%
E. Provisions pour risques et charges	9.200.139,28	3,36%	18.684.500,26	6,44%
F. Dotations aux amortissements des subsides d'investissement accordés	717.863,86	0,26%	985.621,85	0,34%
VIII. Charges exceptionnelles	**3.464.369,20**	**1,26%**	**3.908.935,40**	**1,35%**
A. Service ordinaire	3.295.158,79	1,20%	3.904.198,72	1,35%
B. Service extraordinaire	-	0,00%	-	0,00%
C. Charges exceptionnelles non budgétées	169.210,41	0,06%	4.736,68	0,00%
IX. Dotations aux réserves	**300.000,00**	**0,11%**	**4.302.729,00**	**1,48%**
A. Du service ordinaire	300.000,00	0,11%	4.302.729,00	1,48%
B. Du service extraordinaire	-	0,00%	-	0,00%
XIV. Affectation des bonis	**23.567.663,07**	**8,60%**	**25.788.130,96**	**8,89%**
A. Boni d'exploitation à reporter	23.567.663,07	8,60%	25.788.130,96	8,89%
B. Boni exceptionnel à reporter	-	0,00%	-	0,00%
Total des charges	**273.956.427,97**	**100,00%**	**290.063.307,16**	**100,00%**

PRODUITS	Exercice 2016		Exercice 2017	
	Montant	% du total	Montant	% du total
I'. Produits courants	**247.785.941,43**	**90,45%**	**258.644.492,99**	**89,17%**
A'. Produits de la fiscalité	100.313.025,87	36,62%	99.057.236,70	34,15%
B'. Produits d'exploitation	16.036.519,87	5,85%	16.078.867,18	5,54%
C'. Subsides d'exploitation reçus et récupérations des charges de personnel	124.393.055,22	45,41%	132.810.219,40	45,79%
D'. Récupérations des remboursements d'emprunts	1.588,10	0,00%	1.673,19	0,00%
E'. Produits financiers	7.041.752,37	2,57%	10.696.496,52	3,69%
a'. Récupération des charges financières des emprunts et des prêts accordés	*85,44*	*0,00%*	57,89	0,00%
b'. Produits financiers divers	*7.041.666,93*	*2,57%*	10.696.438,63	3,69%
IV'. Produits résultant de la variation normale des valeurs de bilan, redressements, travaux internes	**22.406.117,34**	**8,18%**	**23.207.149,77**	**8,00%**
A'. Plus-values annuelles	1.012.567,57	0,37%	3.143.762,36	1,08%
C'. Redressement des comptes des remboursements d'emprunts	16.365.371,49	5,97%	14.812.085,78	5,11%
D'. Réductions des subsides d'investissement, des dons et legs obtenus	5.028.178,28	1,84%	5.251.301,63	1,81%
IX'. Prélèvements sur les réserves	**560.000,00**	**0,20%**	**262.789,80**	**0,09%**
A'. Du service ordinaire	560.000,00	0,20%	237.564,71	0,08%
B'. Du service extraordinaire	-	0,00%	25.225,09	0,01%
VIII'. Produits exceptionnels	**1.793.463,74**	**0,65%**	**-**	**0,00%**
A'. Du service ordinaire	262.454,11	0,10%	4.015.984,00	1,38%
B'. Du service extraordinaire	1.526.441,59	0,56%	3.584.921,00	1,24%
C'. Produits exceptionnels non budgétés	4.568,04	0,00%	431.063,00	0,15%
XIV'. Affectation des malis	**1.410.905,46**	**0,52%**	**3.932.890,60**	**1,36%**
A'. Mali d'exploitation à reporter au bilan	-	0,00%	-	0,00%
B'. Mali exceptionnel à reporter au bilan	1.410.905,46	0,52%	3.932.890,60	1,36%
Total des produits	**273.956.427,97**	**100,00%**	**290.063.307,16**	**100,00%**

Chapitre 2 : Analyse du bilan 2017

1. Introduction

En rédigeant le rapport "En marge du compte annuel", les receveurs locaux et régionaux, en collaboration avec BELFIUS (ex-DEXIA), ont développé un outil particulièrement important dans le cadre de la Nouvelle Comptabilité Communale.

Il importe, avant de se plonger dans le contenu, de situer le rôle que cet outil doit jouer dans l'analyse financière, ainsi que la contribution qu'il peut apporter au devoir de rapport et d'information dans les Communes.

"En marge du compte annuel" propose une multitude de données informatives et analytiques, parmi lesquelles les receveurs peuvent puiser en fonction de leurs besoins.

Cela implique :

- que l'on tienne compte des caractéristiques propres au public auquel est destiné le rapport;
- que l'on tienne compte des propriétés de chaque commune ou ville : des différences dans les types d'activité ou dans les formes d'organisation peuvent inciter à rédiger des rapports plus ou moins détaillés;
- que l'on tienne compte de la place des aspects de la comptabilité en partie double par rapport à l'ensemble de la comptabilité. Ces éléments - de la comptabilité générale - ne remplacent pas les éléments de comptabilité budgétaire mais les complètent. En d'autres mots, le budget et la comptabilisation des engagements qui y est liée conservent leur entière signification dans la gestion financière de la commune. Ils constituent une indication de l'usage qui sera fait des moyens disponibles, l'autorisation à l'utilisation de ces moyens et le contrôle quant au respect des décisions de gestion.

Les éléments de la comptabilité visent essentiellement à définir clairement le résultat financier réel du fonctionnement de la commune. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une situation de caisse, mais plutôt de l'impact de la gestion sur l'ensemble des avoirs.

Il est évident que l'outil "comptabilité générale" est techniquement très proche de la comptabilité privée. Il faut cependant garder en mémoire le fait que les messages que l'on désire faire passer sont d'une autre dimension.

La comptabilité privée cherche surtout à extraire une estimation de la valeur économique et financière d'une entreprise et de son fonctionnement.

Une administration publique cherche par contre :

- à obtenir une vue précise de la situation financière réelle de l'Administration;
- à obtenir de l'information complémentaire pouvant aider à la prise de décisions de gestion, telle que des prix de revient ou des données sur le patrimoine;
- à fournir une image claire de l'utilisation des moyens.

Il ne s'agit donc pas du tout de maximalisation des profits, de dividendes, d'enrichissement, etc.

Cette distinction est essentielle car la plupart des instruments d'analyse liés à la comptabilité générale - des ratios divers - ont été développés suite à des préoccupations d'entreprises privées et ont été normés en fonction de cela. L'utilisation de ces instruments dans le contexte des administrations locales exigera par conséquent la plus grande prudence.

La pertinence de bon nombre de ces ratios ne se révélera donc que par des comparaisons d'une administration dans le temps et / ou par des comparaisons de plusieurs administrations similaires.

Il nous semble évident que l'arsenal de nouvelles données qui est issu de la NCC ne possédera dans un premier temps qu'un caractère purement informatif, et qu'il s'agira de rester très réservé dans le cas d'une "évaluation". Il est de toute façon utile de recommander un commentaire approprié des chiffres présentés dans le rapport. Ce commentaire doit faire en sorte qu'un chiffre soit accompagné d'une explication précise et soit nuancé comme il se doit.

Le document "En marge du compte budgétaire", qui a été adapté afin d'éviter des répétitions, garde en outre toute sa pertinence. Celui-ci sera également accompagné, de préférence, des commentaires nécessaires.

Le bilan comptable

Les gestionnaires d'une commune sont responsables d'un patrimoine considérable. Ce patrimoine est composé d'une grande diversité d'avoirs, tant mobiliers qu'immobiliers, tant matériels qu'immatériels. Une dette est liée à certains de ces avoirs. En d'autres mots, la commune a encore des obligations financières en rapport avec ses acquisitions.

La situation patrimoniale et financière globale de la commune au 31 décembre est résumée dans un bilan. Cet aperçu est composé d'une part de l'actif (les avoirs et les créances) et d'autre part du passif (les fonds propres et la dette). Le bilan est donc rédigé à partir d'une double perspective : l'utilisation des ressources (bâtiments, matériel, avoirs bancaires, etc.) et l'origine de ces ressources (fonds propres, emprunts, fournisseurs, etc.). La partie gauche, ou l'actif, du bilan contient l'utilisation des ressources; et la partie droite, ou le passif, du bilan indique l'origine de ces ressources.

De cette description il résulte que le total de l'actif (partie gauche) doit toujours être égal au total du passif (partie droite).

L'enregistrement d'une opération impliquera par conséquent toujours une modification dans au moins deux comptes du bilan. On dit que la comptabilité s'effectue selon le système de comptabilité en partie double. Ce système est également appelé celui de la comptabilité générale.

La comptabilité générale est plus complète que la comptabilité budgétaire, car elle entraîne une mise à jour non seulement de la trésorerie, mais de toutes les composantes du patrimoine de la commune.

L'actif est divisé en deux parties : l'actif immobilisé et les actifs circulants.

L'actif immobilisé contient les avoirs qui ne sont pas destinés à être convertis en liquidités. La commune dispose de ces moyens de façon permanente.

Les actifs circulants au contraire contiennent des avoirs qui ne sont bloqués que pendant une période limitée. Ces avoirs sont liquides ou peuvent être rendus liquides relativement rapidement.

Les rubriques de l'actif sont rangées selon un principe de liquidité croissante, c'est-à-dire selon leur aptitude à être rapidement converties en liquidités suite à l'activité normale de la commune. Les actifs les plus liquides se situent dans la partie inférieure du bilan, et les actifs les moins liquides dans la partie supérieure.

Le passif est divisé en deux parties : les fonds propres et la dette.

Les fonds propres comprennent les ressources dont la commune est propriétaire. Les provisions pour risques et charges forment une partie spécifique des fonds propres. Ce sont des montants destinés à couvrir des charges ou des dépenses probables ou certaines, mais dont le montant ne peut être qu'estimé.

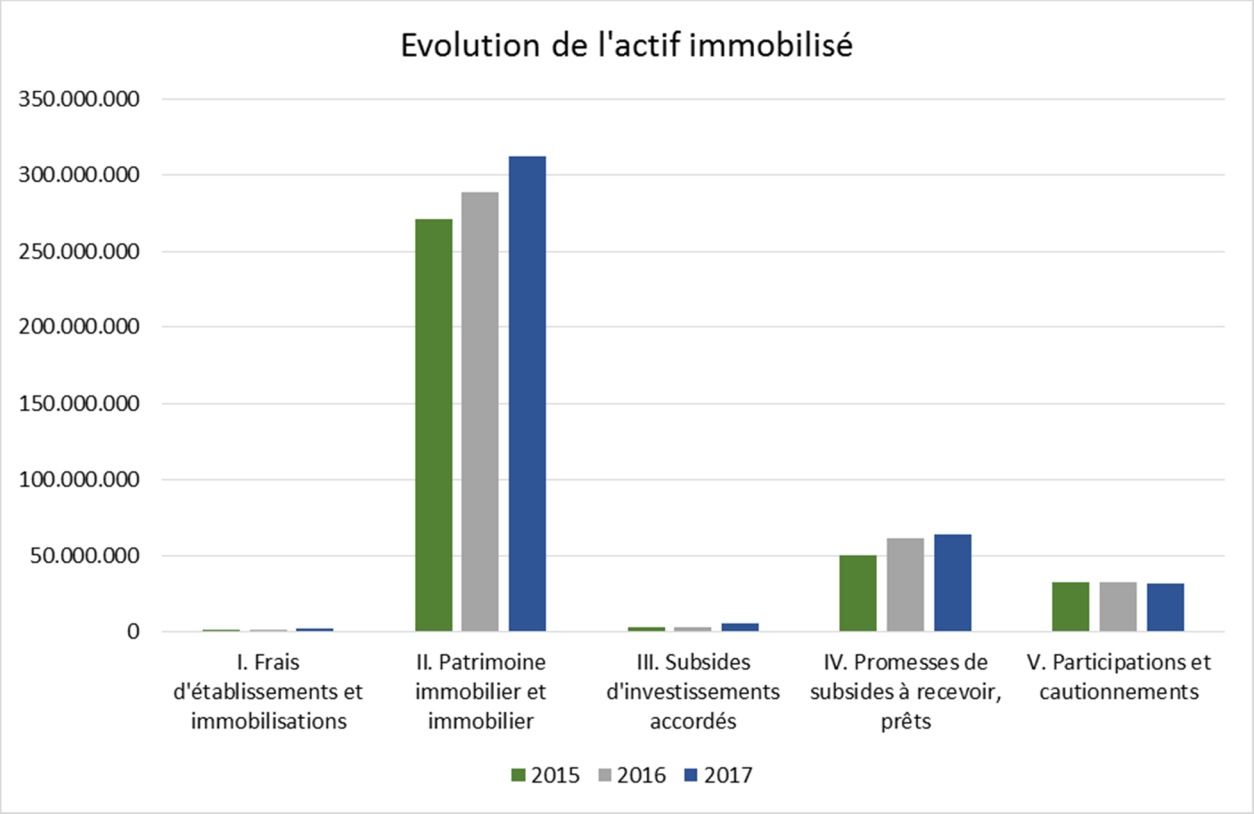
La dette est subdivisée en dette à plus d'un an (montants devant être remboursés dans plus d'un an) et en dette à un an au plus (montants devant être remboursés endéans l'année qui suit la date de clôture du bilan).

Les rubriques du passif sont rangées selon un principe d'exigibilité croissante. Les moyens financiers qui sont à la disposition de la commune pour un délai indéterminé, c'est-à-dire qui ne sont pas exigibles, se situent dans la partie supérieure du bilan. Les rubriques du passif se situent plus bas dans le bilan au fur et à mesure que l'obligation de remboursement approche, ou que le degré d'exigibilité augmente.

2. Analyse de l'actif

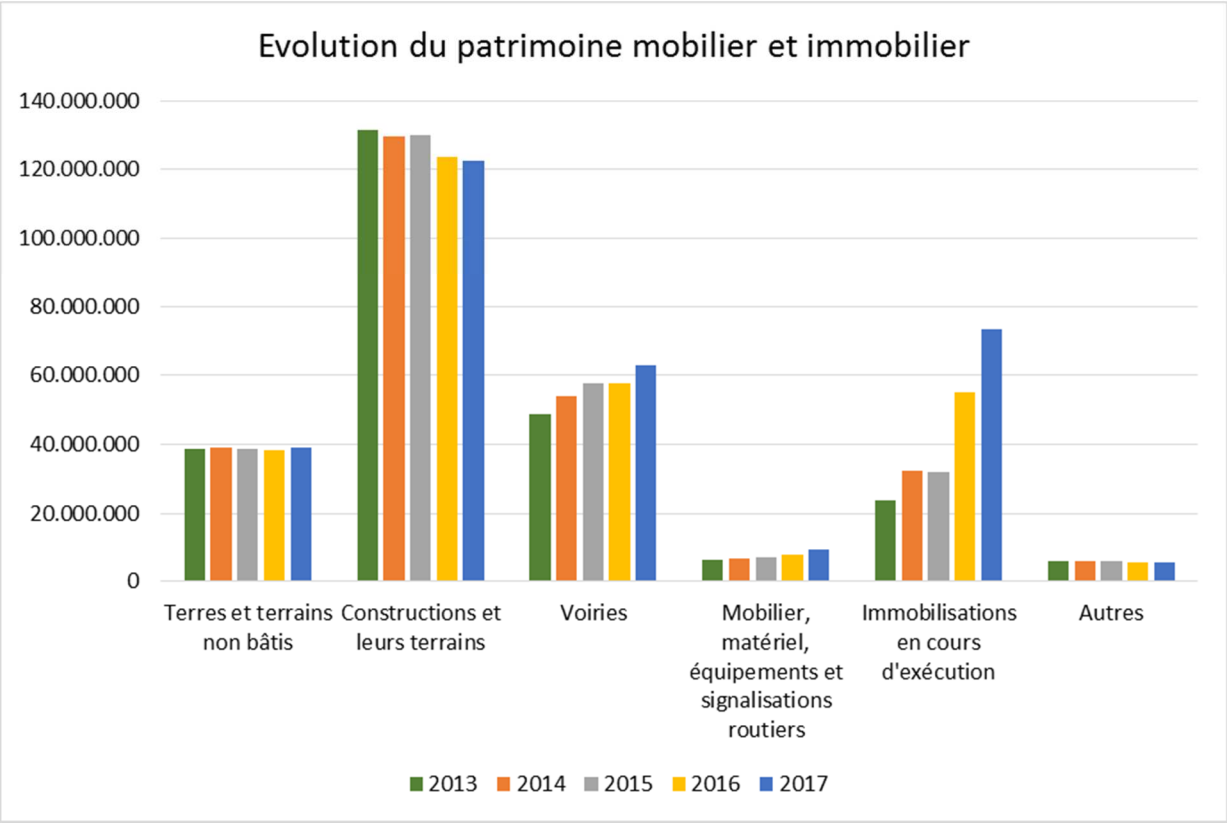
2.1 Actifs immobilisés

L'évolution des actifs immobilisés de 2015 à 2017 se caractérise par une augmentation de ces postes en valeur relative.



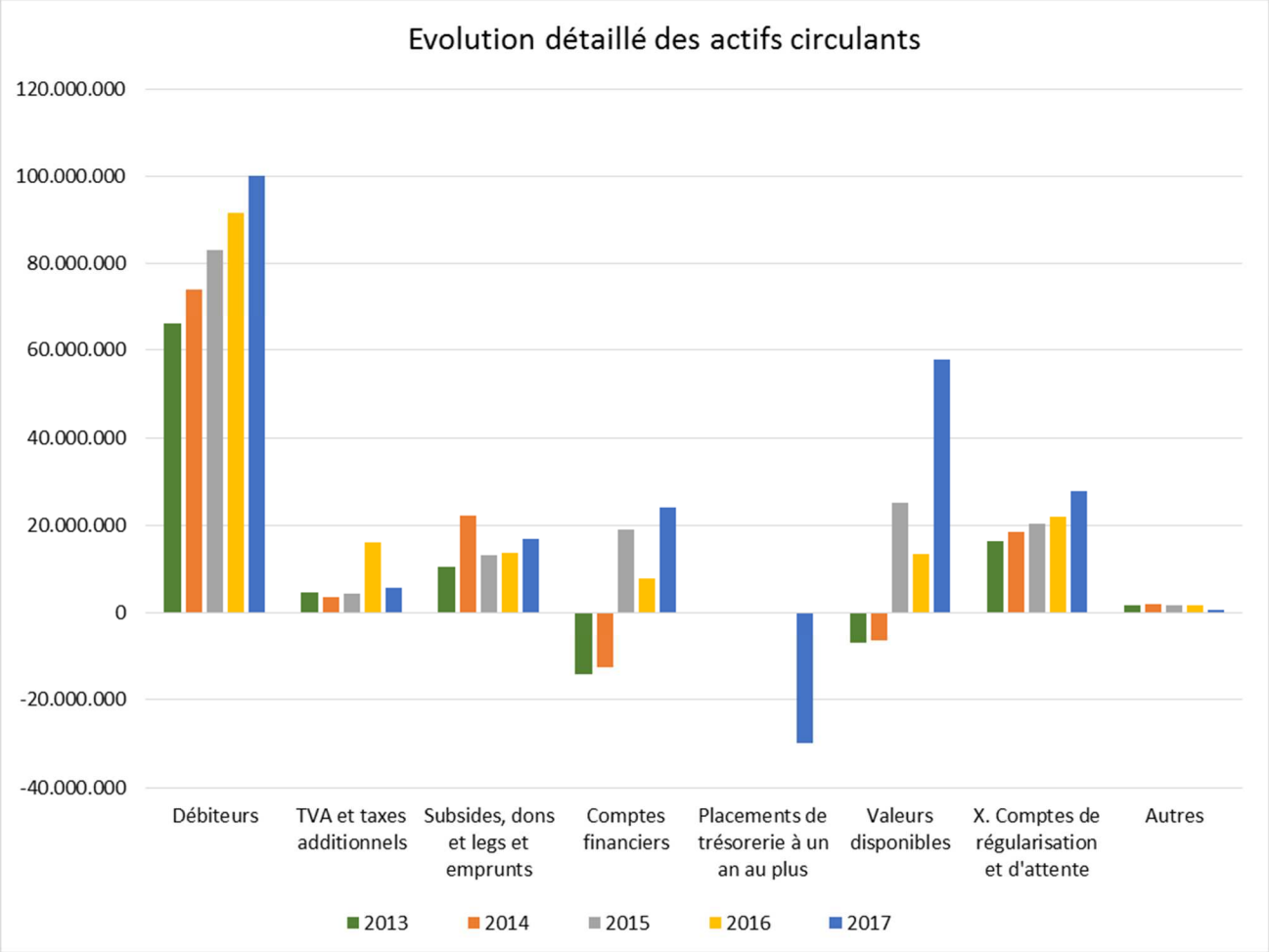
Les postes d'actifs immobilisés (terrains, constructions, voirie) demeurent relativement comparables depuis 2007. Ce sont surtout les transferts de la rubrique « travaux en cours », effectués une fois les chantiers concernés terminés, qui alimentent les autres postes de cette rubrique. Leur augmentation en valeur absolue montre que l'effort d'investissement reste soutenu et important.

La rubrique des travaux en cours est passée de +/- 32,1 mill € en 2015 à 73,3 mill € en 2017, dont 66,34 mill € de travaux en cours sur les bâtiments (aménagements, maintenances, constructions), 6,98 mill € de plans et études en cours. Le détail de ces éléments figure dans les annexes aux comptes annuels (annexe IX). Ces montants sont transférés vers le patrimoine au moment de la fin de travaux confirmés des chantiers ou des études concernés (à la dernière facture).


Evolution du patrimoine mobilier et immobilier
140.000.000
120.000.000
100.000.000
80.000.000
60.000.000
40.000.000
20.000.000
0
Terres et terrains non bâtis
Constructions et leurs terrains
Voiries
Mobilier, matériel, équipements et signalisations routiers
Immobilisations en cours d'exécution
Autres
2013
2014
2015
2016
2017

2.2 Actifs circulants

Cette rubrique peut varier très fortement en fonction des perceptions de certaines créances (mises à disposition des emprunts, centimes additionnels, subsides divers). La particularité de cette variation doit toutefois être signalée.



L'impact principal concerne en effet des rectifications conséquentes des centimes additionnels au Précompte Immobilier.

Le solde de trésorerie se situe à 23.955.021,75 € au 31/12/2017. Les soldes étaient de

- – 1.839.431 € au 31/12/2012 ;
- – 14.250.033 € au 31/12/2013 ;
- - 12.519.628 € au 31/12/2014
- + 19.085.881,90 € au 31/12/2015
- + 7.908.908,34 € au 31/12/2016

Ce niveau de la trésorerie ne constitue toutefois qu'une photographie de la situation comptable à un moment donné mais s'explique notamment par :

- le tassement des recettes fiscales, conséquence du dégrèvement important évoqué dans le point supra explique en grande partie le solde de 2013,
- La disparition des dividendes bancaires est à mentionner ici, suite à la liquidation du Holding communal. Des dividendes furent encore versés en 2008 pour 4,3 mill € et le dernier en 2010 pour 1,44 mill €. En 2009, et de 2011 à 2016, il n'y a pas eu de dividende ;

- l'augmentation de 24 % en 6 ans, 14,28 millions en valeur absolue des dotations de fonctionnement au CPAS et à la Zone de Police de 2010 à 2016

Les taxes locales (bureaux et antennes gsm) levées auprès de pouvoirs publics et d'organismes parapublics sont gérées directement par la Commune et ne sont pas encaissées et intégrées immédiatement dans le contentieux faisant l'objet des provisions évoquées dans le chapitre 1 supra (cf paragraphe sur les fonds et provisions) . Le montant ajouté à ce contentieux se décompose ainsi pour les 3 dernières années :

Année	Taxe	Montant
2015	taxe bureaux	5.027.267,47
2015	taxe antennes GSM	3.548.192,58
2016	taxe bureaux	4.866.958,23
2016	taxe antennes GSM	3.575.640,00
2017	taxe bureaux	1.752.383,03
2017	taxe antennes GSM	3.961.092,00

En 2017, malgré une procédure modifiée de versement de la part du SPF pour l'IPP, les perceptions des additionnels sont supérieures aux prévisions de 2,2 mill € :

		A	B	A-B
article	libellé	budget	droit/encaissé	**-2.194.341,98**
040/371RC-01/ -22	précompte immobilier	51.421.160,00	54.121.653,59	-2.700.493,59
040/372RC-01/ -22	impôt des personnes physiques	19.499.840,00	19.009.807,80	490.032,20
040/373RC-01/ -22	taxe sur les automobiles	946.004,00	929.884,59	16.119,41

Le résultat exceptionnel inclut de façon habituelle les charges exceptionnelles du service ordinaire (total 2017 : 3.904.198,72 €), c'est-à-dire, principalement les enregistrements pour pertes et profits des créances irrécouvrables.

Les mouvements 2017 sont décrits et détaillés dans les pages relatives aux commentaires du compte de résultats (parties 3.Résultat d'exploitation & 4. Résultat exceptionnel)

3. Analyse du passif

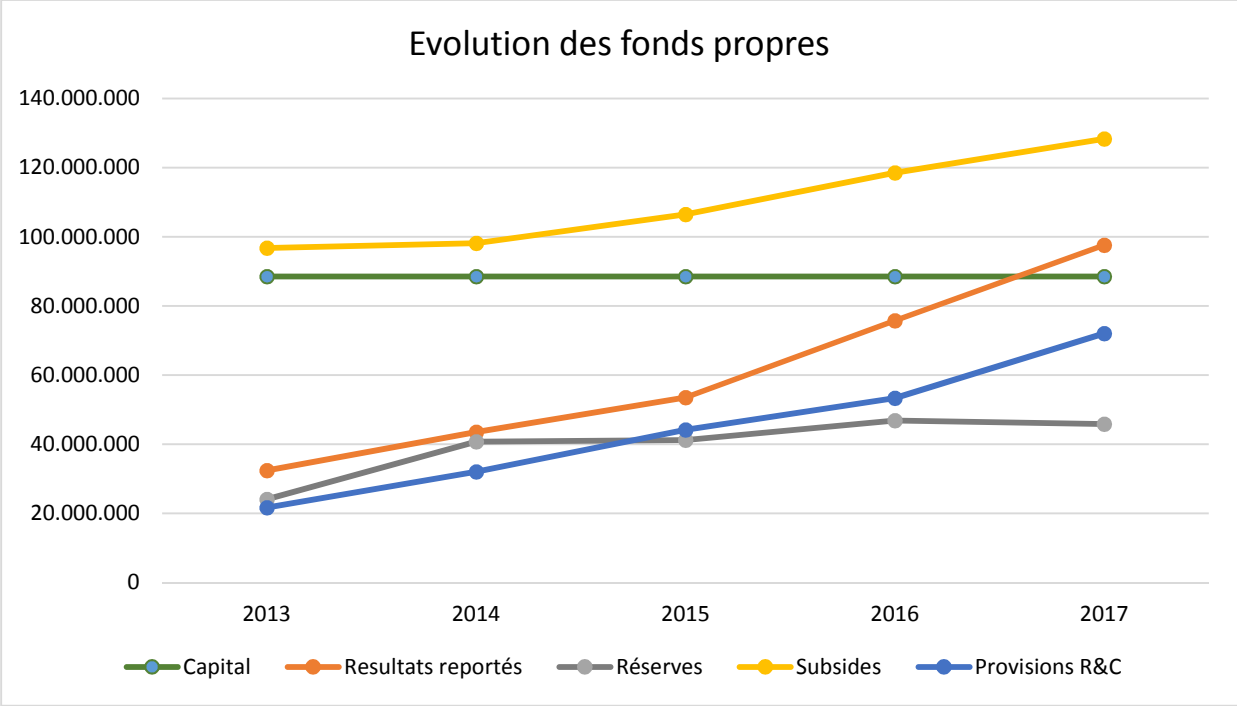
3.1 Les capitaux permanents (= fonds propres + dettes à long terme)

Les capitaux permanents couvrent les actifs immobilisés. Cela signifie donc que si les actifs immobilisés sont supérieurs aux capitaux permanents, une partie des actifs circulants est financée par des dettes à long terme.

En 2017 :

Capitaux permanents	543.212.516,26	130,76%
actifs immobilisés	415.414.273,49	

Lors des exercices 2013 et 2014 un travail a été fait sur les différents fonds de réserves et provisions afin d'améliorer leurs critères d'affectation et d'usages. Ainsi les provisions pour risques fiscaux ont été précisément redéfinies (décision du Conseil du 25 juin 2014). De nouveaux fonds de réserves et provisions ont été créés pour des objets spécifiques. Les détails de ces postes sont repris plus bas. Le problème évoqué lors des commentaires des comptes précédents était que ces éléments sont ainsi neutres budgétairement mais que les ressources de trésorerie ne sont pas cantonnées en tant que source d'auto-financement, mais que c'est la trésorerie générale qui sera impactée. Cette remarque réitérée depuis au moins quinze ans doit demeurer à l'esprit des décideurs.



Rubrique - Résultats

Le résultat de l'exercice commence à influencer favorablement la somme des capitaux permanents. En effet le niveau des résultats comptables a été importante ces 3 dernières années (2014 : 11 M €, 2015 : 10 M €, 2016 : 22 M €, 2017 : 22 M €) et a augmenté ce poste de 43 M €.

En 2017, de nouveaux fonds de réserves et provisions furent créés ou augmentés :

- PROVISIONS :
  - 13.790.003,19 €: provision sur les taxes locales
  - 560.000,00 € : Prélèvement pour le Dossier Telus Properties
  - 500.000,00 € : Prélèvement pour financer les parkings souterrains
  - 2.300.000 € : Provision pour les contributions au C.P.A.S. et à la zone de police
  - 5.000.000,00 € : provision pour le contentieux « 'Titre-repas' »

Cela donne alors la répartition suivante des 72,1 mill € de provisions à la clôture de l'exercice 2017 :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**53.405.137,12**	**3.298.468,74**	**75.388.106,12**	**72.089.637,38**
provision sur les taxes locales (délibé dd 24 02 2016)	3.087.034,19	446.443,47	13.790.003,19	13.343.559,72
provision spécifique sur les taxes locales liées aux contentieux fiscaux liés auxtaxes Bureaux et An	40.810.124,00	0,00	40.810.124,00	40.810.124,00
provision pour couvrir les non valeurs comptabilisées au service ordinaire en dehors de fonction 040	4.126.186,25	2.852.025,27	7.046.186,25	4.194.160,98
MB 2 et 4 2017 - Prélèvement Dossier Telus Properties	-	-	560.000,00	560.000,00
provisions pour risques et charges - Prélèvement pour les parkings souterrains	1.500.000,00	0,00	2.000.000,00	2.000.000,00
Provision budget 2011 pour les contributions au C.P.A.S. et à la zone de police	381.792,68		2.681.792,68	2.681.792,68
Provision pour les créances aléatoires du CPAS	3.500.000,00		3.500.000,00	3.500.000,00
Contentieux 'Titre-repas'	-	-	5.000.000,00	5.000.000,00

Il faut préciser avant qu'il y a eu réaffectation en 3 provisions distinctes (cf plus bas) de la provision unique 20,3 mill € suite à la délibération spécifique à cet objet du Conseil Communal du 25 juin 2014, cela afin de compenser les mises en non valeurs de façon plus large.

3.087.034,19 EUR : (délibé dd 24 02 2016) : à utiliser pour neutraliser l'impact budgétaire des non valeurs de la fonction fiscale (040) ;

40.810.124,00 EUR : Provision spécifique sur les taxes locales liées aux contentieux fiscaux liés aux taxes Bureaux et Antennes GSM (contentieux "restreint" sur les taxes locales) ; cette provision de 8,7 Mill € a été augmentée par l'apport de 10.621.606 € supplémentaires dans la modification budgétaire 4 votée au Conseil du 25 juin 2014 et de 9.834.480,00 EUR à l'occasion du vote du budget 2015 ;

4.194.160,98 EUR : provision pour couvrir les non valeurs comptabilisées au service ordinaire en dehors de la fonction fiscale. Ce montant fut à l'origine transféré (sur 15 mill €) des fonds de réserves extraordinaires d'investissement votés en 2009 et 2010 et cités plus haut (Capitaux permanents - §1 1er alinéa).

2.000.000 EUR : provision pour les parkings souterrains

2.681.792,68 EUR : dont :

1. 381.792,68 solde de la provision constituée en 2011 pour compenser des hausses de dotations éventuelles au C.P.A.S. et à la zone de police ; 50 % des 2,2 Mill € de la provision initiale

furent utilisés en 2012 ; sur le 1.1 million restants, 718.207,32 EUR ont été utilisés pour couvrir les déficits des comptes 213 et 2014 du CPAS présentés au conseil communal en 2015 ;

2. 2.300.000,00 € : M.B. 4 du conseil communal du 25/10/2017

3.500.000,00 EUR : provision pour les créances aléatoires du CPAS

- Réserves ordinaires :

FONDS DE RESERVES ORDINAIRES	1.029.311,32	3.594.921,00	5.342.040,32	1.747.119,32
Prélèvement pour coûts liés à l'essor démographique	200.000,00	0,00	200.000,00	200.000,00
subside chef de projet contrat de quartier durable Helmet CQD Helmet cf 11/345	139.311,32	0,00	139.311,32	139.311,32
Mise en réserve du dividende exceptionnel versé par Hydrobru	400.000,00		400.000,00	400.000,00
Politique de soutien à l'activité sportive pratiquée par les jeunes (in BI CC 27/10/2010)	50.000,00		50.000,00	50.000,00
Contrat de quertier Pogge (2016 = année zéro)	240.000,00		240.000,00	240.000,00
fonds de réserves ordinaire - Programme Erasmus +	-	11.632,00	117.551,00	105.919,00
Prélèvement pour le fonds de réserves ordinaire - Prélèvement pour la Zone de Police	-	-	611.889,00	611.889,00

- Fonds de réserves extraordinaires : 12.904.815,98 EUR
  - Par décision du Conseil communal du 29/11/2017, les fonds extraordinaires ont été regroupés en un seul fonds général de 12.904.815,98 € ;

FONDS DE RESERVES EXTRAORDINAIRES	13.335.878,98	17.766.941,98	30.671.757,96	12.904.815,98
Fonds général SX	3.971.312,28	4.402.375,28	17.307.191,26	12.904.815,98

- Fonds de subsides extraordinaires : 32.509.191,23

En 2016, un nouveau Contrat de Quartier (POGGE) a été lancé et la créance comptabilisée pour 11.803.000 € avec la même couverture par fonds de subsides.

En 2017, les subsides 2017 relatifs au fonds des Grandes Villes sont intégrés de la même façon.

FONDS DE SUBSIDES EXTRAORDINAIRES	**32.509.191,23**	**7.008.022,79**	**38.189.340,35**	**31.181.317,56**
opérations immob et espaces publics CQD Helmet	3.564.979,84	466.522,48	3.564.979,84	3.098.457,36
Subside CQD Reine Progès 2013-2016	7.952.928,72	1.764.911,77	8.089.373,41	6.324.461,64
dc SX 808 - FPGV 2017 SX phasing out Projets : Projet 1 à 9 - INVEST	-	0,70	264.779,70	264.779,00
dc SX 17/1928 - FPGV 2017-2020 - Politique de la Ville 2017-2020 - projets 1,5,7	0,00	1.601.270,75	5.185.528,70	3.584.257,95
Beliris (SPF Mobilité) - CQD Helmet - allocation 4.1.45.1	1.180.000,00	880.471,98	1.180.000,00	299.528,02
CQD POGGE - notification 12 12 2016 (1.1 ; 1.2 ; 1.3 ; 2.2 ; 3 ; 6 ; 8)	11.803.000,00	2.111.034,19	11.803.000,00	9.691.965,81
Beliris (SPF Mobilité) - CQD Helmet - allocation 4.1.52.1	3.125.000,00		3.125.000,00	3.125.000,00
Beliris (SPF Mobilité) - CQD Helmet - allocation 4.1.48	2.338.963,59	175.495,91	2.338.963,59	2.163.467,68
CQD Coteaux/Josaphat-Opérations immobilières&espaces publics - dc 11/4451	2.544.319,08	8.315,01	2.637.715,11	2.629.400,10

Rubrique – Dettes à plus d'un an

En 2015 le solde des emprunts à rembourser reste plus ou moins identique par rapport à 2014 : 90.041.492,38 €. Les nouveaux emprunts contractés en 2015 s'élèvent à 10.500.000 €. Ils ont tous été contractés chez Brinfin ; en 2016 ce sont 10.000.000 € et en 2017, 13.850.952,02 € qui ont été empruntés chez le même partenaire.

Par ailleurs, on notera la présence d'emprunts de consolidation et de préfinancement. Les emprunts de préfinancement (426.772 €) sont des soldes d'avances récupérables versées par la Région en 1994 et 1998; les emprunts de consolidation (21,2 mill €) sont accordés par la Région dans le cadre du plan de redressement. En 2014, une aide semblable de 9.682.687 € a été versée. Le remboursement de leurs amortissements et charges est annulé chaque année par la Région à la condition que la Commune respecte la convention et le plan de gestion liés.

	2013		**2014**		**2015**		**2016**		**2017**	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Emprunts à charge de la commune	73.784.546	67%	92.802.314	76%	73.784.546	67%	87.827.328	76%	89.629.248	80%
Emprunts à charge de l'autorité supérieure	103.732	0%	5.020	0%	103.732	0%	1.758	0%	-	0%

Emprunts de préfinancement	13.450.057	12%	426.772	0%	13.450.057	12%	426.772	0%	-	0%
Emprunts publics	188	0%	188	0%	188	0%	188	0%	187	0%
Emprunts de consolidation	22.840.765	21%	29.300.259	24%	22.840.765	21%	23.601.049	24%	21.178.265	19%
Dettes à plus d'un an	**110.179.288**	**100%**	**122.534.553**	**100%**	**110.179.288**	**100%**	**111.857.096**	**100%**	**111.807.701**	**100%**

La part de la dette à long terme, est passée de 98,7 mill. € en 2006 à 110 mill. € en 2013, 116,4 mill € en 2015, 111,8 mill € en 2016 et 2017. A noter dans cette rubrique l'inscription de la recette constituée par les interventions régionales d'aide de trésorerie. Le solde restant du au bilan de 21,2 mill. € est comptabilisé comme un emprunt, mais constitue plutôt un subside. La commune est en effet exemptée du remboursement et du paiement des intérêts tant qu'elle respecte le plan de redressement.

La rubrique des emprunts à charge de la commune passe à 87,8 mill € en 2016 et enfin 89,6 mill € en 2017..

De par la nature même des investissements financés par les emprunts où le rapport coût/bénéfice (ndlr : financier) est difficilement quantifiable et, la plupart du temps, induit, l'augmentation de la dette à long terme entraîne inévitablement une augmentation des charges courantes (remboursement et charges des emprunts, mais aussi coûts de fonctionnement et d'entretien des investissements) qui ne sera que très partiellement compensée par une augmentation des produits.

3.2 Les dettes à court terme

Il n'y a pas grand-chose à commenter ici, les chiffres mentionnés constituant en fait un état à un moment précis (le 31/12/2017) des dettes enregistrées et encore impayées à ce moment-là. A noter que le montant négatif des dettes fiscales et salariales est expliqué par le paiement anticipatif des traitements de janvier 2016, tout comme cela se fait chaque mois de l'année.

	2013		**2014**		**2015**		**2016**		**2017**	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Dettes financières	13.658.159	35%	14.548.151	38%	13.658.159	35%	14.548.151	38%	14.916.835	34%
Dettes commerciales	23.331.831	60%	22.473.588	59%	23.331.831	60%	22.473.588	59%	32.005.525	73%
Dettes fiscales, salariales et sociales	-682.720	-2%	-954.713	-3%	-682.720	-2%	-954.713	-3%	-493.23	-1%
Dettes diverses	2.553.792	7%	1.889.908	5%	2.553.792	7%	1.889.908	5%	1.151.103	3%
Dettes à un an au plus	38.861.061	100%	37.956.935	100%	41.566.269	100%	43.860.979	100%	47.580.229	100%

De plus, le poste 'Fournisseurs' est passé de 22,5 mill € en 2014 à 32 mill € en 2017. Il est malaisé de trouver une seule explication à ces augmentations, qui sont dues à la fois :

- à une poursuite de la comptabilisation des pièces sur l'année comptable 2017 mais payées lors de l'année civile 2018,
- à l'étalement des paiements en suivant les échéanciers, à la survenance éventuelle de « grosses » factures en attente de paiement vers la fin de l'année,

Chapitre 3 : Analyse du compte de résultat 2017

1. Introduction

GENERAL

L'achat de mobilier de bureau ou le paiement d'une dette modifie la composition de l'actif et du passif, mais la commune ne devient pas pour autant plus riche ou plus pauvre. Il en est autrement lors de la réception d'une facture de téléphone ou lorsqu'un rôle de taxe est rendu exécutoire. Le premier exemple entraîne une charge qui appauvrit la commune : les fonds propres diminuent. Le deuxième exemple génère un produit et la commune s'enrichit : les fonds propres augmentent.

Attention ! Les concepts de charges et de produits d'une part, et de paiements et de recouvrements d'autre part, sont différents. Une charge est créée au moment de l'imputation d'une dépense, c'est-à-dire indépendamment de l'instant auquel le paiement s'effectuera. De même, un produit est enregistré lors de la constatation du droit, indépendamment du recouvrement de la recette.

La commune doit pouvoir examiner au moins une fois par an si les produits couvrent les charges. En quelle mesure le résultat des activités de la commune est-il positif ou négatif ? Des produits supérieurs aux charges donneront un résultat positif. Et inversement, un résultat négatif sera causé par des charges excédentaires par rapport aux produits. La grande diversité de charges et de produits est présentée dans un document synthétique : le compte de résultats. Les charges sont présentées à gauche, les produits à droite. Le compte de résultats comprend la composition et l'affectation du résultat.

LE RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation est composé de deux parties :

- Les rubriques I et I' comprennent les charges et les produits résultant des activités normales de la commune. Il s'agit des charges courantes et des produits courants de la commune. Nous constatons que ces charges reflètent en grande partie les dépenses du service ordinaire de la comptabilité budgétaire. Et de même en ce qui concerne ces produits. Ces charges et ces produits sont également appelés charges décaissées et produits encaissés du fait qu'ils impliqueront des variations réelles de la trésorerie.

- Les rubriques IV et IV'. A côté des charges et des produits résultant de l'activité normale, il existe aussi un groupe de charges et de produits provenant des variations normales de la valeur des postes du bilan et des corrections des charges et des produits courants. La conséquence de ces variations de valeur du patrimoine est soit un appauvrissement, soit un enrichissement de la commune, et respectivement une réduction ou une augmentation des fonds propres. Exemple. Si la valeur d'un bâtiment augmente, la commune s'enrichit. Si la valeur d'un bâtiment diminue, elle s'appauvrit.

On parle dans ce cas de charges non décaissées et de produits non encaissés car ils ne créent aucun mouvement dans la trésorerie. Ils n'apparaissent pas en comptabilité budgétaire (= comptabilité de caisse).

Ils trouvent leur origine dans :

- des réductions de valeur dues à l'usure (amortissements);
- des réévaluations annuelles des terrains et des bâtiments;
- des redressements de remboursement d'emprunts;
- des amortissements ou réductions de subsides d'investissement.

Le résultat courant et le résultat non encaissé composent ensemble le résultat d'exploitation de l'exercice. Ce résultat est généré par des charges et des produits qui sont liés à l'activité normale de la commune. Le résultat d'exploitation est une mesure de l'influence de cette activité normale sur les fonds propres.

LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les rubriques XI et XI' composent le résultat exceptionnel. Ce résultat est généré par les charges et les produits exceptionnels. Ceux-ci sont la conséquence d'opérations qui n'ont aucun lien avec l'activité normale de la commune au cours de l'exercice. Ces opérations ne se répètent pas forcément tous les ans.

Une distinction est faite entre les charges exceptionnelles du service ordinaire, celles du service extraordinaire et celles non budgétées.

Exemples. Des montants irrécouvrables de droits constatés ordinaires sont des charges exceptionnelles du service ordinaire. La recette de la vente d'un immeuble (service extraordinaire) peut se situer au-dessus ou en-dessous de la valeur comptable. Il y aura alors respectivement un produit exceptionnel ou une charge exceptionnelle du service extraordinaire.

Lorsque de nouvelles réserves sont affectées, à partir du service ordinaire ou extraordinaire, aux fonds de réserves, on parle en comptabilité d'une charge exceptionnelle. Les prélèvements sur les réserves en faveur du service ordinaire ou extraordinaire sont comptabilisées en tant que produit exceptionnel.

Les charges et les produits exceptionnels du service ordinaire et du service extraordinaire et les dotations et prélèvements sur réserves composent ensemble le résultat exceptionnel. Il faut insister sur le caractère exceptionnel de ce résultat pour tempérer un optimisme ou pessimisme exagéré.

LE RESULTAT DE L'EXERCICE

Les volets précédents du compte de résultats indiquent la composition du résultat. Le dernier volet fait référence à l'affectation du résultat de l'exercice. Le résultat est intégré au bilan dans la rubrique "résultats reportés de l'exercice en cours".

Dans les entreprises, la décision de la constitution et de l'affectation des réserves ne se prend qu'après que le résultat de l'exercice ne soit connu. Cela signifie que dans les entreprises la constitution de réserves est une composante de l'affectation du résultat "à la fin" de l'année. Dans les communes par contre les opérations effectuées au cours de l'exercice et liées aux réserves influencent directement le résultat.

2. Le résultat courant

En note préliminaire, il est nécessaire de noter que depuis l'exercice 2002 et l'adoption du plan de redressement, un retour à un équilibre du résultat courant s'est manifesté. L'augmentation des recettes fiscales a joué un rôle prépondérants[2]. L'autre poste principal de recettes est constitué des subsides d'exploitation et surtout la dotation régionale (aussi appelée fonds des Communes).

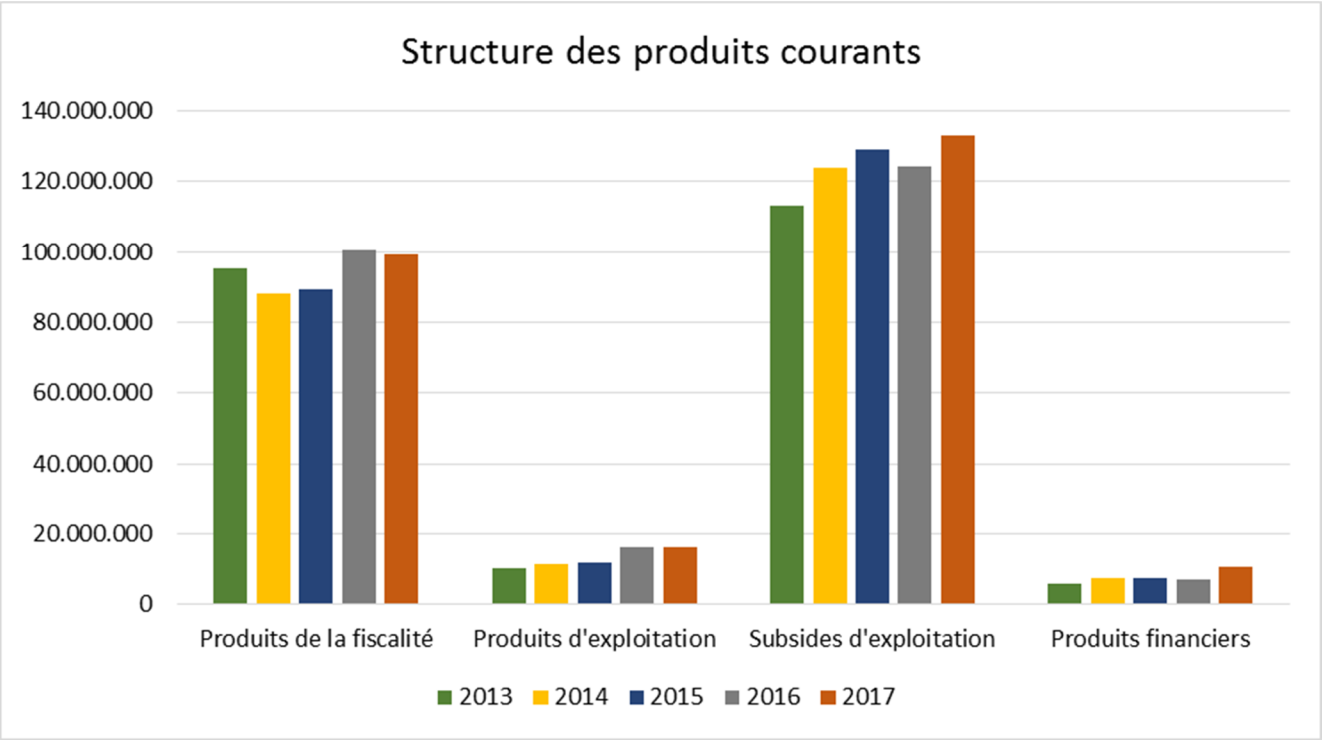
En 2017, le résultat courant demeure positif, 34,05 mill €, attribuable par rapport à 2016 à une hausse des produits courants de 10 mill € et une baisse des charges courantes de 2 mill €.

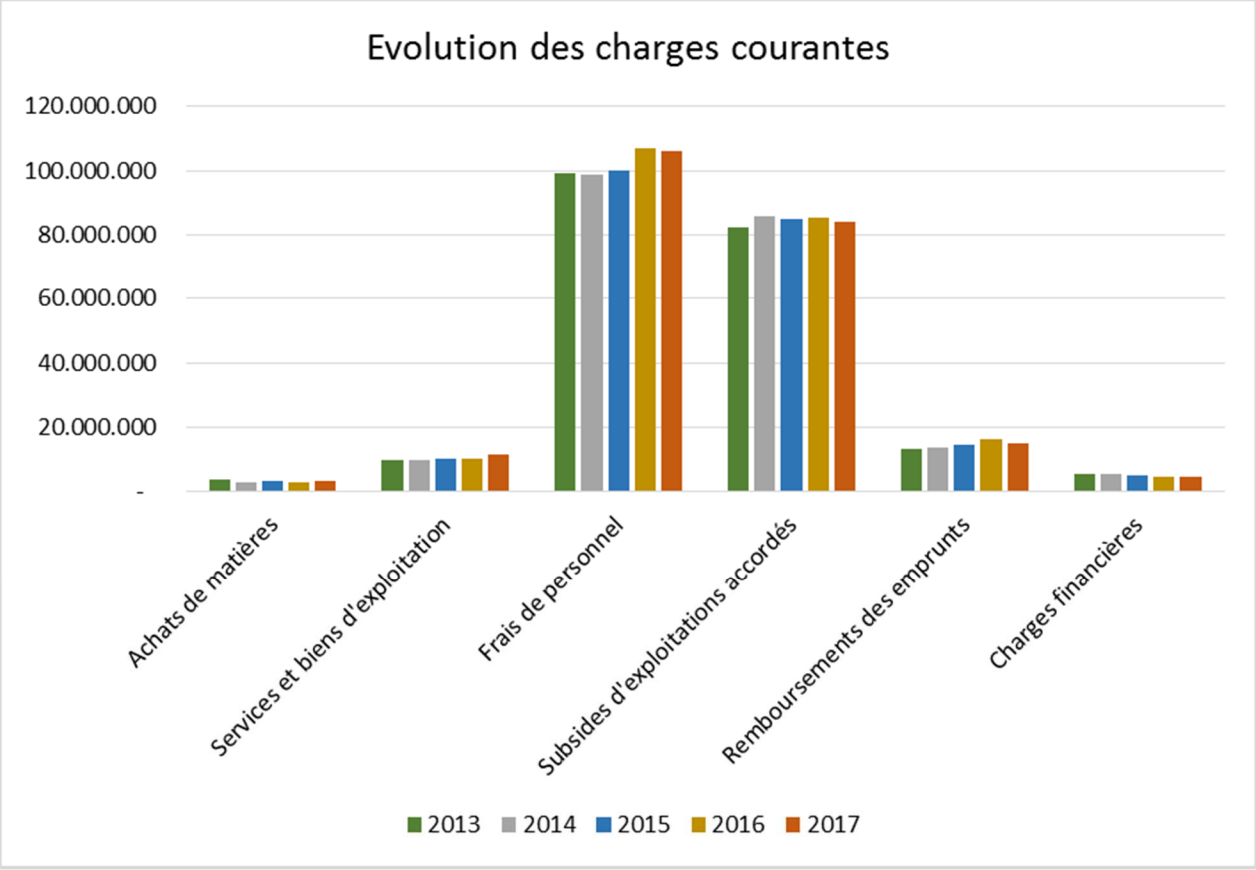
Côté charges courantes, le total passe de 226,6 mill € à 224,6 mill € ;

- Les dépenses de nature « fonctionnement » (achats de matières, services et biens d'exploitation) sont en légère hausse (+1,5 mill €):
    - 2016 : 13,2 mill € ; 2017 = 14,7 mill €
- Les dépenses de personnel diminuent légèrement ; 107 mill € en 2016 ; 106,2 mil € en 2017 ;
    - la dotation au fonds de pensions passe de 12 mill € en 2015 à 2016 de 16,3 mill € car elle intègrait la rétrocession des réserves mathématiques évoquée plus bas dans le paragraphe sur les produits courants (produits d'exploitation). Elle revient en 2017 à 11,8 mill € soit 4,5 mill € en moins
    - les traitements enseignants augmentent de 1,23 mill € entre 2016 et 2017 (36.7 mill € 2016 ; 37,9 mill € en 2017
    - la charge salariale des actifs était elle de 52,2 mill € en 2015, 54 mill € en 2016 et de 56,5 mill € en 2017 ;
- Les subsides d'exploitation diminuent légèrement et sont de 84,05 mill € en 2017 (84,8 mill € en 2015;85,3 mill € en 2016)

Côté produits courants, on passe de 247,8 mill € à 258,6 mill € :

- Les produits de la fiscalité sont stables (2016 : 100,3 mill € ; 2017 : 99,06 mill €)
    - Le total des additionnels est ainsi de 74.024.703,96 € en 2016 et de 74.061.345,98 € en 2017
    - Les impositions locales et les redevances communales s'élevaient à 26,1 mill € en 2016 et en 2017 à 28,7 mill €
- Les produits d'exploitation demeurent au même niveau qu'en 2016 soit 16 mill €





Depuis 2012, les produits ont augmenté de 39,8 % et les charges de 9,42 %. En valeur absolue nous constatons une progression significative des deux grands postes de recettes :

- les produits de la fiscalité : 61,5 millions € en 2012, 99,06 millions € en 2017 (+61 %). Cette évolution est toutefois à pondérer à cause des dégrèvements inscrits sur 2012 qui sont

imputés sur 2013 à hauteur de 7,3 mill €; mais la progression de ce poste demeure importante ;

- les subsides d'exploitation (104 millions € en 2012 – 132 millions € en 2017).

La croissance du poste « produits de la fiscalité » s'explique en grande partie par la hausse du taux des centimes additionnels au précompte immobilier, mais aussi par l'augmentation du Revenu Cadastral (79,8 mill € en 2016, 81,1 mill € en 2017) et pour environ 6 millions par an, pour les taxes sur les bureaux levées à charge de la RTBF, de la VRT, de la Région de Bruxelles-Capitale et du SPF Finances, qui sont des impositions contestées et donc encore impayées ;

Depuis 2013, les recettes courantes dépassent les dépenses courantes, mais cet état de fait est à pondérer fortement par les taxes impayées évoquées dans le paragraphe ci-dessus car faisant l'objet de contentieux devant les Juridictions compétentes.

Résultat courant			
	totaux		dividende exceptionnel
en millions d'€		hors Dexia	Dexia
1995	-3,72	-3,72	
1996	-6,52	-6,52	
1997	32,70	-10,78	43,48
1998	-6,17	-6,17	
1999	-9,07	-9,07	
2000	-2,33	-10,24	7,91
2001	-19,91	-19,91	
2002	-0,15	-0,15	
2003	-0,07	-0,07	
2004	-1,71	-1,71	
2005	-0,56	-0,56	
2006	15,69	15,69	
2007	3,47	3,47	
2008	12,61	12,61	
2009	7,09	7,09	
2010	11,92	11,92	
2011	-8,87	-8,87	
2012	-20,24	-20,24	
2013	10,86	10,86	
2014	**15,38**	**15,38**	
2015	**19,84**	**19,84**	
2016	**21,15**	**21,15**	
2017	**34,05**	**34,05**	
total	105,43	54,04	51,39
moyenne annuelle (depuis 1995)	4,58	2,35	
moyenne annuelle (depuis 2012)	13,51	13,51	

Le tableau supra (remontant jusque 1995) montre que, hors opérations DEXIA, la commune accuse depuis un boni moyen de 2,35 millions € par an en exploitation courante ; depuis 2012, c'est un boni moyen de 13,51 millions €.

Il montre aussi que, si depuis 2002, l'équilibre était atteint, celui-ci se fragilise avec les mauvais résultats de 2011 (voir explications page précédente) et 2012 où le facteur principal est le dégrèvement exceptionnel sur les recettes des additionnels au Précompte Immobilier. Le résultat 2013 favorable s'explique lui principalement par la récupération comptable des opérations précitées de 2012 relatives à ces mauvaises perceptions.

Au 31/12/2017, la trésorerie remonte à 23.955.021,75 EUR, soit + 16.046.113,41 EUR. Cette amélioration s'explique principalement par :

- pour 10 mill € par le solde moins important d'additionnels 2017 versés en 2018 que ceux de 2016 versés début 2017 (5,7 mill € ; 16 mill au 31/12/2016).

- Pour 4 mill € par le solde du compte fournisseurs qui est passé de 27,8 mill € en 2016 à 32 mill € en 2017

Il faut encore souligner ici la problématique des rôles de taxes locales de bureaux et/ou d'antennes GSM à charge d'organismes publics ou (ex-)parapublics (MRBC, SPF Finances, Belgacom, VRT, RTBF). Ces taxes sont contestées devant les cours et tribunaux compétents et restent impayées (+/- 75,7 mill €) ; le motif principal de la réclamation étant souvent l'invocation du statut du contribuable, qui est ou serait exempté de ces taxes en vertu de ceux-ci. Leur perception est incertaine dans un futur proche, alors que ces taxes sont normalement perçues facilement auprès d'autres opérateurs. Ici cela représente un déficit important de rentrées réelles.

Tous ces éléments expliquent ainsi l'évolution de la trésorerie qu'on peut décomposer comme suit :

trésorerie		
Solde de la trésorerie au 1-1-95		37.986.725,38
Dividendes Dexia - remboursement anticipé dette (1997)		21.550.946,46
Emprunt de consolidation - Interventions du FRBRTC		32.382.687,00
Financement général de l'extraordinaire via FRBRTC		44.092.593,00
Prélèvements : dépenses effectuées sur fonds propres via fonds de réserves	-	12.904.815,98
créances non perçues - Additionnels de 2017 versés en 2018	**-**	**5.770.721,03**
Liquidation des dépenses d'investissement pour les contrats de Quartier	**-**	**63.106.888,86**
Perceptions & non valeurs des droits de subsides d'investissement des Contrat		**55.688.477,55**
créances non perçues ("gros" droits non perçus de taxes locales (bureaux 20	**-**	***48.885.644,73***
créances non perçues ("gros" droits non perçus de taxes locales (antennes gs	**-**	***33.259.009,16***
paiements en attente - fournisseurs	**-**	**3.985.035,39**
solde		23.789.314,23
solde des comptes au 31/12/2017		**23.955.021,75**

Par ailleurs, la proportion actuelle des charges sur lesquelles le pouvoir communal a une prise directe et immédiate diminue de manière spectaculaire depuis 2001. Cela s'explique par le fait que la Commune verse des dotations d'un volume important au titre de dépenses de transfert (37 % des dépenses courantes, soit 84 millions € en 2017). Les plus importantes sont les interventions dans les frais de fonctionnement de la Zone de police, dans celui du CPAS, ou encore les charges d'intervention dans le déficit du CHU Brugmann qui a repris l'exploitation hospitalière auparavant sous la Tutelle du C.P.A.S.

D'autre part, les missions de base de la commune ont évolué. Les missions se compliquent et les services se spécialisent. La gestion et l'organisation nécessitent donc plus de moyens humains et matériels. Le volume de ces dépenses progresse donc en valeur absolue, mais pas en valeur relative (en ce compris les charges pour le fonds de pensions).

La subsidiation de nombreux programmes, de nouvelles activités, mais aussi l'indexation des salaires, les variations des prix énergétiques, des matériaux et des matières premières, tous ces facteurs entraînent une hausse en valeur absolue des dépenses de personnel et de fonctionnement.

Au niveau des institutions dont la commune est légalement obligé de supporter les déficits d'exploitation, c.-à-d. la Zone de police Bruxelles-Nord (zone 5344) et le C.P.A.S., il apparaît que les montants des dotations nécessaires à l'accomplissement de leurs missions se situent à un niveau laissant peu de marge de manœuvre à la commune pour les réduire et donc diminuer le déficit courant de la commune.

Voici ci-dessous les chiffres des dotations aux 2 institutions bénéficiant des dotations les plus importantes au budget communal :

	Dépenses engagées exercice propre	Subsides au C.P.A.S. (831/435-01 et 872/435-01)	Dotation à la zone de police (330/435-01)
2009	203.021.832	33.573.838	26.874.925
2010	199.992.295	32.277.834	27.969.000
2011	216.668.329	35.713.954	31.909.502
2012	214.044.917	35.796.757	33.912.019
2013	229.848.567	36.295.511	34.985.359
2014	252.262.190	37.094.630	36.127.097
2015	239.922.928	38.565.154	35.643.627
2016	245.508.213	37.817.376	36.887.030
2017	267.450.090	38.660.206	35.823.540

Cette augmentation s'explique, entre autres, par

- la hausse importante du nombre d'habitants (entre 2005 -111.926- et 2017 -131.543-, il y a un accroissement net de 17,53 %, soit 19.617 personnes;
- les modifications des mécanismes de subsidiation, de financement des Zones de police par le Fédéral. Ces mécanismes évoluent vers une subsidiation sur des éléments spécifiques avec une justification a posteriori des dépenses, alors qu'avant il s'agissait d'une dotation générale destinée au fonctionnement. Par conséquent la part des communes dans le financement des zones de police augmentera proportionnellement à ce désengagement, devrait-il se poursuivre.

Le CPAS voit lui aussi augmenter ses coûts d'année en année. Il apparaît que l'effet du contexte économique actuel , avec le facteur aggravant d'une capacité fiscale contributive relativement faible de la population schaerbeekoise, est générateur de demandes sociales croissantes (aides sociales, accompagnement de médiation de dettes) auprès du CPAS.

Tous ces éléments contribuent à augmenter la dotation communale.

Les dépenses du CPAS, pour toutes ces raisons, progressent généralement plus rapidement que le niveau général des dépenses de la Commune, comme le tableau ci-dessous le montre.

	Commune		**CPAS**		
Année	**Engagements service ordinaire**	**% augmentation depuis 2012**	**Engagements service ordinaire**	**% augmentation depuis 2012**	**Dotations CPAS**
2013	229.848.567,09	6,08%	112.105.002,99	6,79%	36.295.511,00
2014	252.262.189,88	16,43%	120.461.968,13	14,75%	37.094.629,00
2015	240.284.138,26	10,90%	126.714.581,08	20,71%	37.846.947,00
2016	245.508.213,12	13,31%	121.769.531,19	16,00%	37.622.702,00
2017	267.450.090,11	21,03%	131.102.544,87	19,00%	34.701.032,00

3. Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est le résultat courant de l'exercice augmenté des produits non encaissés et diminué des charges non décaissées.

L'évolution des charges non décaissées et des produits non encaissés est la suivante :

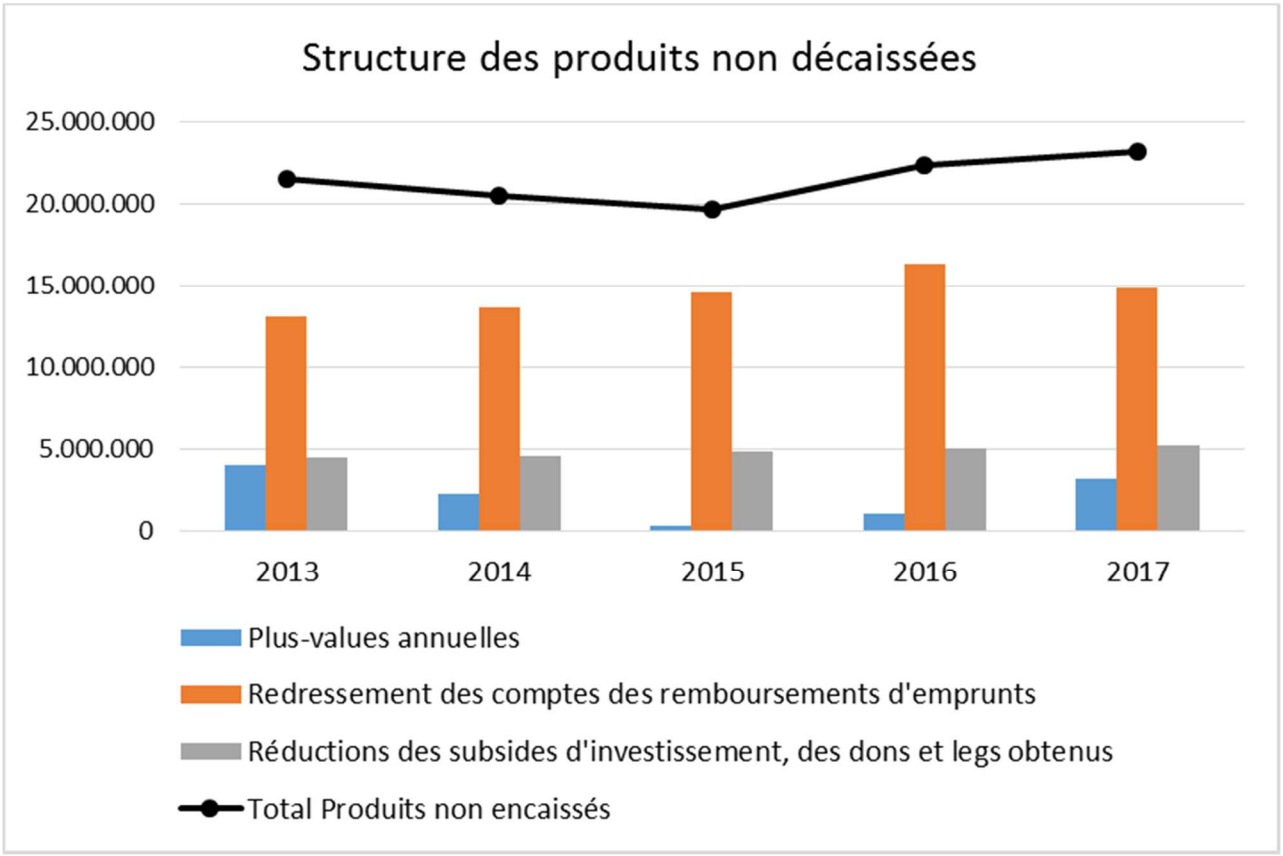
charges non décaissées			
	2017	Croissance 2016>2017	Croissance en %
Dotations aux amortissements	11.796.987,38	1.730.180,32	17,19%
Réduction de valeur	0,00	0,00	0,00%
Redressement des comptes 74	1.673,19	85,09	5,36%
Provisions pour risques et charges	18.684.500,26	9.484.360,98	103,09%
Réductions des subsides accordés	985.621,85	267.757,99	37,30%
Total	**31.468.782,68**	**11.482.384,38**	**57,45%**

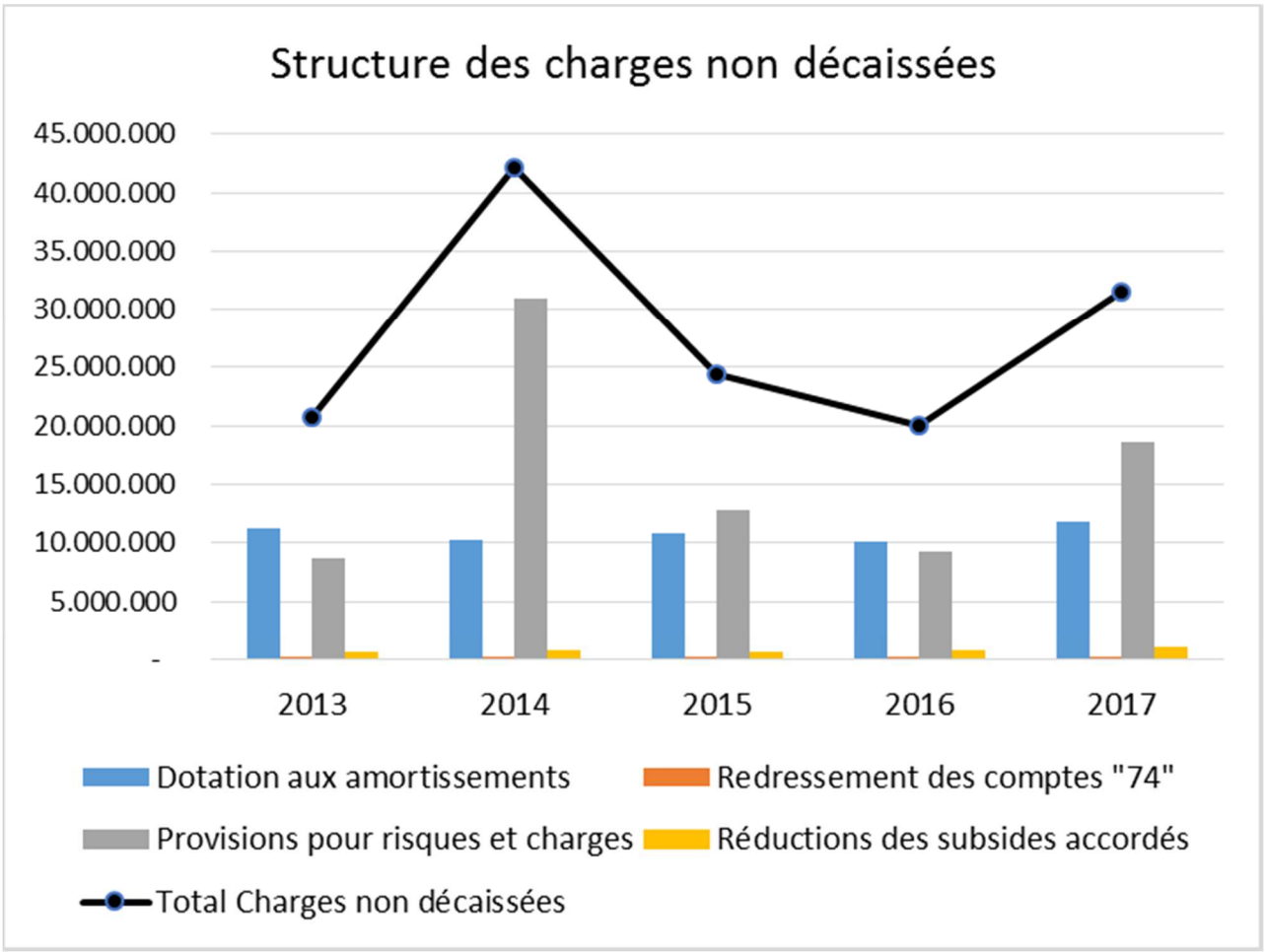
produits non encaissés			
	2017	Croissance 2016>2017	Croissance en %
Plus-values	3.143.762,36	2.131.194,79	210,47%
Redressements des comptes 64	14.812.085,78	-1.553.285,71	-9,49%
Réductions des subsides reçus	5.251.301,63	223.123,35	4,44%
Total	**23.207.149,77**	**801.032,43**	**3,58%**

Il s'agit, pour l'essentiel, d'opérations comptables qui n'ont pas d'incidence sur la trésorerie communale. Ceci ne signifie cependant pas que ces opérations n'aient aucune signification. En effet, il s'agit :

- d'opérations comptables non décaissées :
    1. montrant les amortissements annuels sur les investissements communaux;
    2. montrant les réductions de valeur;
    3. montrant les amortissements annuels des subsides d'investissements accordés

- d'opérations comptables non encaissées
    1. montrant l'augmentation de la valeur annuelle du patrimoine communal ;
    2. montrant la prise en compte annuelle des subsides d'investissement reçus ;


Structure des produits non décaissées
25.000.000
20.000.000
15.000.000
10.000.000
5.000.000
0
2013
2014
2015
2016
2017
Plus-values annuelles
Redressement des comptes des remboursements d'emprunts
Réductions des subsides d'investissement, des dons et legs obtenus
Total Produits non encaissés


Structure des charges non décaissées
45.000.000
40.000.000
35.000.000
30.000.000
25.000.000
20.000.000
15.000.000
10.000.000
5.000.000
-
2013
2014
2015
2016
2017
Dotation aux amortissements
Redressement des comptes "74"
Provisions pour risques et charges
Réductions des subsides accordés
Total Charges non décaissées

La constitution de provisions viendra ainsi augmenter cette rubrique et leur utilisation viendra réduire les charges non décaissées ;

Les 18,68 mill € repris à la rubrique IV.E. « provisions » du compte de résultats sont la balance des mouvements liés à la constitution (+) ou à l'usage de diverses provisions (-) , principalement pour risques fiscaux. Voici le détail des mouvements de ces provisions (repris aussi dans les commentaires du bilan) :

18.684.500,26	**solde**

Alimentation et constitution de provisions :

montant	description
500.000,00	provisions pour risques et charges 2017 - Prélèvement pour les parkings souterrains
5.000.000,00	Contentieux "Titre-repas"
2.300.000,00	Provision budgets pour les contributions au C.P.A.S. et à la zone de police
560.000,00	MB 2 et 4 2017 - Prélèvement Dossier Telus Properties
10.702.969,00	Prélèvement pour pallier la non perception de certaines taxes
2.920.000,00	MB 4 2017 - Alimentation provision pour NV hors Taxes
21.982.969,00	

Usage des provisions :

montant	description
- 446.443,47	non valeurs 2017 fonction 040 (fonction fiscale)
- 2.852.025,27	non valeurs 2017 en dehors de fonction 040
- 3.298.468,74	

4. Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est aussi composé de deux parties :

charges exceptionnelles			
	2017	Croissance 2016>2017	Croissance en %
Charges exceptionnelles service ordinaire	3.904.198,72	609.039,93	18,48%
Charges exceptionnelles service extraordinaire	4.736,68	4.736,68	0,00%
Charges exceptionnelles non budgétées	0,00	-169.210,41	-100,00%
Dotations aux réserves ordinaires	4.302.729,00	4.002.729,00	1334,24%
Dotations aux réserves extraordinaire	0,00	0,00	0,00%
Total	**8.211.664,40**	**4.447.295,20**	**118,14%**

produits exceptionnels			
	2017	Croissance 2016>2017	Croissance en %
Produits exceptionnels du service ordinaire	237.564,71	-24.889,40	-9,48%
Produits exceptionnels du service extraordinaire	25.225,09	-1.501.216,50	-98,35%
Produits exceptionnels non budgétés	0,00	-4.568,04	-100,00%
Prélèvements sur réserves en faveur du service	3.584.921,00	3.024.921,00	540,16%
Prélèvements sur réserves en faveur du service extra.	431.063,00	431.063,00	0,00 2016
Total	**4.278.773,80**	**1.925.310,06**	**81,81%**

S'agissant d'opérations exceptionnelles, il est difficile d'en tirer une conclusion. Il suffit simplement de savoir que

- les charges exceptionnelles du service ordinaire concernent principalement les non- valeurs.
- les charges non budgétées : il s'agit d'écritures rectificatrices nécessaires suite à la mise en non-valeurs de certains subsides extraordinaires;
- les dotations aux réserves ordinaires : 4.302.729 € : il s'agit d'alimentation ou de constitution de fonds de réserves ordinaires ; les mouvements de cette rubrique en 2017 sont détaillés comme suit :

montant	libellé
600.464,00	dc so 807 FPGV 2017 phasing out Projet 1 à 9 – Personnel
152.000,00	dc so 806 FPGV 2017 phasing out Projet 1 à 9 – Fonctionnement
117.551,00	fonds de réserves ordinaire - Programme Erasmus +
611.889,00	Prélèvement pour le fonds de réserves ordinaire - Prélèvement pour la Zone de Police
2.820.825,00	dc SO 17/1927 - FPGV 2017-2020 - Politique de la Ville 2017-2020 - projets 2,3,4,5,6,7,8,9
4.302.729,00	

Les produits exceptionnels et les prélèvements sur les réserves :

- les produits exceptionnels du service ordinaire : 237.564,71 €; les indemnisations des assurances et les notes de crédits sont les items habituels de cette rubrique;
- les produits exceptionnels du service extraordinaire : 25.225,09 € ; il s'agit de notes de crédit de dépenses d'investissement ;
- Prélèvements sur les réserves en faveur du service ordinaire : les 3.584.921,00 € concernent principalement des opérations permettant de répartir au niveau des fonctions du budget les recettes ordinaires du fonds des Grands Villes :

montant	libellé
600.464,00	dc so 807 FPGV 2017 phasing out Projet 1 à 9 – Personnel
152.000,00	dc so 806 FPGV 2017 phasing out Projet 1 à 9 – Fonctionnement
2.820.825,00	dc SO 17/1927 - FPGV 2017-2020 - Politique de la Ville 2017-2020 - projets 2,3,4,5,6,7,8,9
11.632,00	fonds erasmus + (projet de la Maison des Femmes) -couverture dépenses 2017
3.584.921,00	

- Prélèvements sur les réserves en faveur du service extraordinaire : 431.063,00 € : ils concernent ici l'usage de fonds de réserves pour financer les investissements suivants :

montant	libellé
284.229,50	imp 20768 Coll 05/12/17 51B106 Ref SITE OPTIMA Constr De Kriek+Omnisport+Ext E10 - ETUDE - Esquisse 10%
142.114,50	imp 20767 Coll 05/12/17 51B106 Ref SITE OPTIMA Constr De Kriek+Omnisport+Ext E10 - ETUDE - Esquisse 10%
4.719,00	imp 19754 Coll 11/07/17 55B115 Ref M des Processus - Dévelopmnt fonctionnalités + Hubssession BC 2075/17
431.063,00	

Annexes

1. Le bilan en pourcentage de croissance

ACTIF	Croissance	en %
ACTIFS IMMOBILISES	**29.387.921,20**	**8%**
I. Immobilisations incorporelles	**1.344.212,02**	**388%**
II. Immobilisations corporelles	**24.174.425,87**	**8%**
A. Terres et terrains non bâtis	578.449,13	2%
B. Constructions et leurs terrains	-1.247.830,57	-1%
C. Voiries	5.466.099,65	9%
E. Cours et plans d'eau	5.526,35	2%
F. Mobilier, matériel, équipements et signalisations routiers	1.385.018,63	17%
G. Patrimoine artistique et mobilier divers	-	0%
H. Immobilisations en cours d'exécution	18.032.759,20	33%
I. Droits réels d'emphytéoses et superficies	-14.230,29	-1%
J. Immobilisations en location-financement	-31.366,23	-1%
III. Subsides d'investissements accordés	**2.388.298,18**	**81%**
A. Aux entreprises privées	-307.211,60	-25%
B. Aux ménages, ASBL et autres organismes	-89.737,13	-18%
C. A l'Autorité supérieure	2.145.878,48	-
D. Aux autres pouvoirs publics	639.368,43	52%
IV. Promesses de subsides à recevoir, prêts	**2.142.503,62**	**3%**
A. Promesse de subsides à recevoir	2.142.503,62	3%
B. Prêts accordés	-	0%
V. Immobilisations financières	**-661.518,49**	**-2%**
A. Participations et titres à revenus fixes	-661.518,49	-2%
ACTIFS CIRCULANTS	**22.115.064,75**	**14%**
VI. Stocks	**-**	**-**
VII. Créances à un au plus	**195.671,22**	**0%**
A. Débiteurs	8.550.436,69	9%
B. Autres créances	-8.354.918,66	-26%
C. Récupérations des remboursements d'emprunts	153,19	1%
IX. Comptes financiers	**16.046.113,41**	**203%**
A. Placements de trésorerie à un an au plus	-30.000.000,00	-
B. Valeurs disponibles	44.449.941,70	330%
C. Paiements en cours	1.596.171,71	-29%
X. Comptes de régularisation et d'attente	**5.873.280,12**	**27%**
Total général	**51.502.985,95**	**10%**

PASSIF		
	Croissance	en %
FONDS PROPRES	**49.251.367,24**	**13%**
I'. Capital	**-**	**0%**
III'. Résultats reportés	**21.855.240,36**	**29%**
A'. Des exercices antérieurs	10.039.738,65	23%
B'. De l'exercice précédent	12.117.018,96	121%
C'. Du dernier exercice	-301.517,25	-1%
IV'. Réserves	**-1.041.128,67**	**-2%**
A'. Fonds de réserve ordinaire	717.808,00	70%
B'. Fonds de réserve extraordinaire	-431.063,00	-3%
C'. Fonds de subsides extraordinaires	-1.327.873,67	-4%
V'. Subsides d'investissement, dons et legs reçus	**9.752.755,29**	**8%**
A'. Des entreprises privées	-655.311,11	-5%
B'. Des ménages, des ASBL, et autres organismes	-108,60	-3%
C'. De l'autorité supérieure	10.145.046,54	10%
D'. Des autres pouvoirs publics	263.128,46	12%
VI'. Provisions pour risques et charges	**18.684.500,26**	**35%**
DETTES	**2.251.618,71**	**1%**
VII'. Dettes à plus d'un an	**-1.049.394,16**	**-1%**
A'. Emprunts à charge de la commune	1.375.147,95	2%
B'. Emprunts à charge de l'autorité supérieure	-1.758,25	-100%
C'. Emprunts à charges de tiers	-	-
D'. Dettes de location-financement	-	-
E'. Emprunts de préfinancement	-	0%
F'. Emprunts publics	-	0%
I'. Emprunts de consolidation	-2.422.783,86	-10%
VIII'. Dettes à un an au plus	**3.719.249,66**	**8%**
A'. Dettes financières	104.749,28	1%
B'. Dettes commerciales	4.126.175,09	15%
C'. Dettes fiscales, salariales et sociales	-393.940,38	397%
D'. Dettes diverses	-117.734,33	-9%
IX'. Opération pour comptes de tiers	**-368.992,56**	**468%**
X'. Comptes de régularisation et d'attente	**-49.244,23**	**-18%**
Total général	**51.502.985,95**	**10%**

2. Structure du bilan en 2017, 2016 et 2015

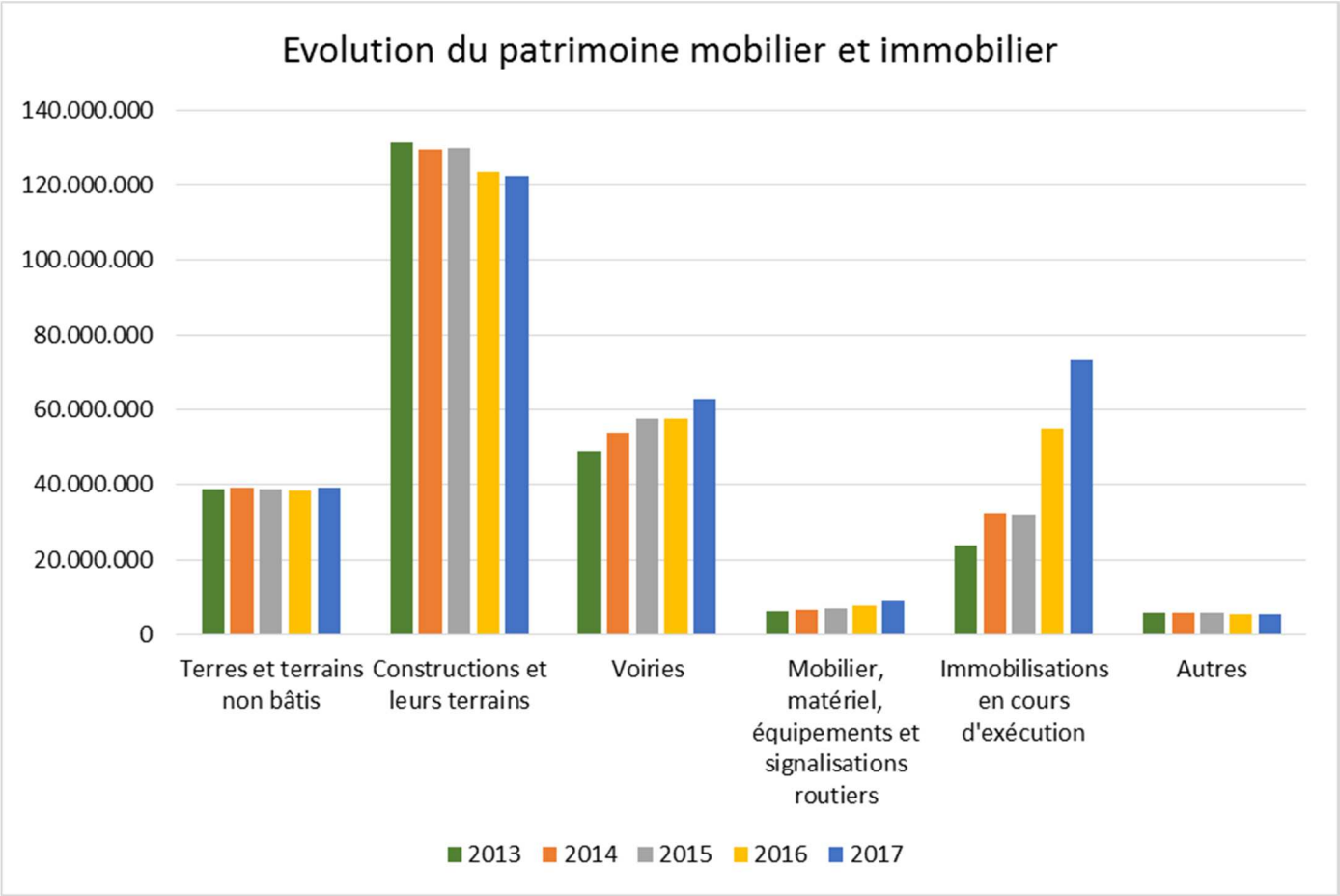
ACTIF	Exercice 2015	%	Exercice 2016	%	Exercice 2017	%
ACTIFS IMMOBILISES	**357.818.429,02**	**72%**	**386.026.352,29**	**72%**	**415.414.273,49**	**70%**
I. Immobilisations incorporelles	726.801,37	0%	346.726,72	0%	1.690.938,74	0%
II. Immobilisations corporelles	271.571.016,07	54%	288.592.975,22	54%	312.767.401,09	53%
III. Subsides d'investissements accordés	2.843.901,03	1%	2.938.645,25	1%	5.326.943,43	1%
IV. Promesses de subsides à recevoir, prêts	50.348.411,08	10%	61.824.167,72	11%	63.966.671,34	11%
V. Immobilisations financières	32.328.299,47	6%	32.323.837,38	6%	31.662.318,89	5%
ACTIFS CIRCULANTS	**141.810.607,43**	**28%**	**153.047.197,25**	**28%**	**153.047.197,25**	**28%**
VI. Stocks	-	0%	-	0%	-	0%
VII. Créances à un au plus	102.470.462,32	21%	123.152.176,20	23%	123.347.847,42	21%
IX. Comptes financiers	19.085.881,90	4%	7.908.908,34	1%	23.955.021,75	4%
X. Comptes de régularisation et d'attente	20.254.263,21	4%	21.986.112,71	4%	27.859.392,83	5%
Total général	**499.629.036,45**	**100%**	**539.073.549,54**	**100%**	**590.576.535,49**	**100%**

PASSIF	Exercice 2015	%	Exercice 2016	%	Exercice 2017	%
FONDS PROPRES	**334.093.102,22**	**67%**	**383.153.447,83**	**71%**	**432.404.815,07**	**73%**
I'. Capital	88.561.456,38	18%	88.561.456,38	16%	88.561.456,38	15%
III'. Résultats reportés	53.575.521,85	11%	75.732.279,46	14%	97.587.519,82	17%
IV'. Réserves	41.275.557,84	8%	46.874.381,53	9%	45.833.252,86	8%
V'. Subsides d'investissement, dons et legs reçus	106.475.568,31	21%	118.580.193,34	22%	128.332.948,63	22%
VI'. Provisions pour risques et charges	44.204.997,84	9%	53.405.137,12	10%	72.089.637,38	12%
DETTES	**165.535.934,23**	**33%**	**155.920.101,71**	**29%**	**158.171.720,42**	**27%**
VII'. Dettes à plus d'un an	116.380.345,65	23%	111.857.095,35	21%	110.807.701,19	19%
VIII'. Dettes à un an au plus	41.566.268,97	8%	43.860.978,93	8%	47.580.228,59	8%
IX'. Opération pour comptes de tiers	-72.569,96	0%	-78.813,23	0%	-447.805,79	0%
X'. Comptes de régularisation et d'attente	7.661.889,57	2%	280.840,66	0%	231.596,43	0%
Total général	**499.629.036,45**	**100%**	**539.073.549,54**	**100%**	**590.576.535,49**	**100%**

3. Structure de l'actif immobilisé

	2015		2016		2017	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Frais d'établissements et immobilisations	726.801,37	0%	1.015.915,92	0%	1.690.938,74	0%
Patrimoine immobilier et mobilier	271.571.016,07	76%	267.564.472,37	75%	312.767.401,09	75%
Subsides d'investissements accordés	2.843.901,03	1%	2.948.261,08	1%	5.326.943,43	1%
Crédits et prêts octroyés	50.348.411,08	14%	51.108.524,12	14%	63.966.671,34	15%
Participations et cautionnements	32.328.299,47	9%	32.331.399,07	9%	31.662.318,89	8%
TOTAL ACTIFS IMMOBILISES	**357.818.429,02**	**100%**	**354.968.572,56**	**100%**	**415.414.273,49**	**100%**

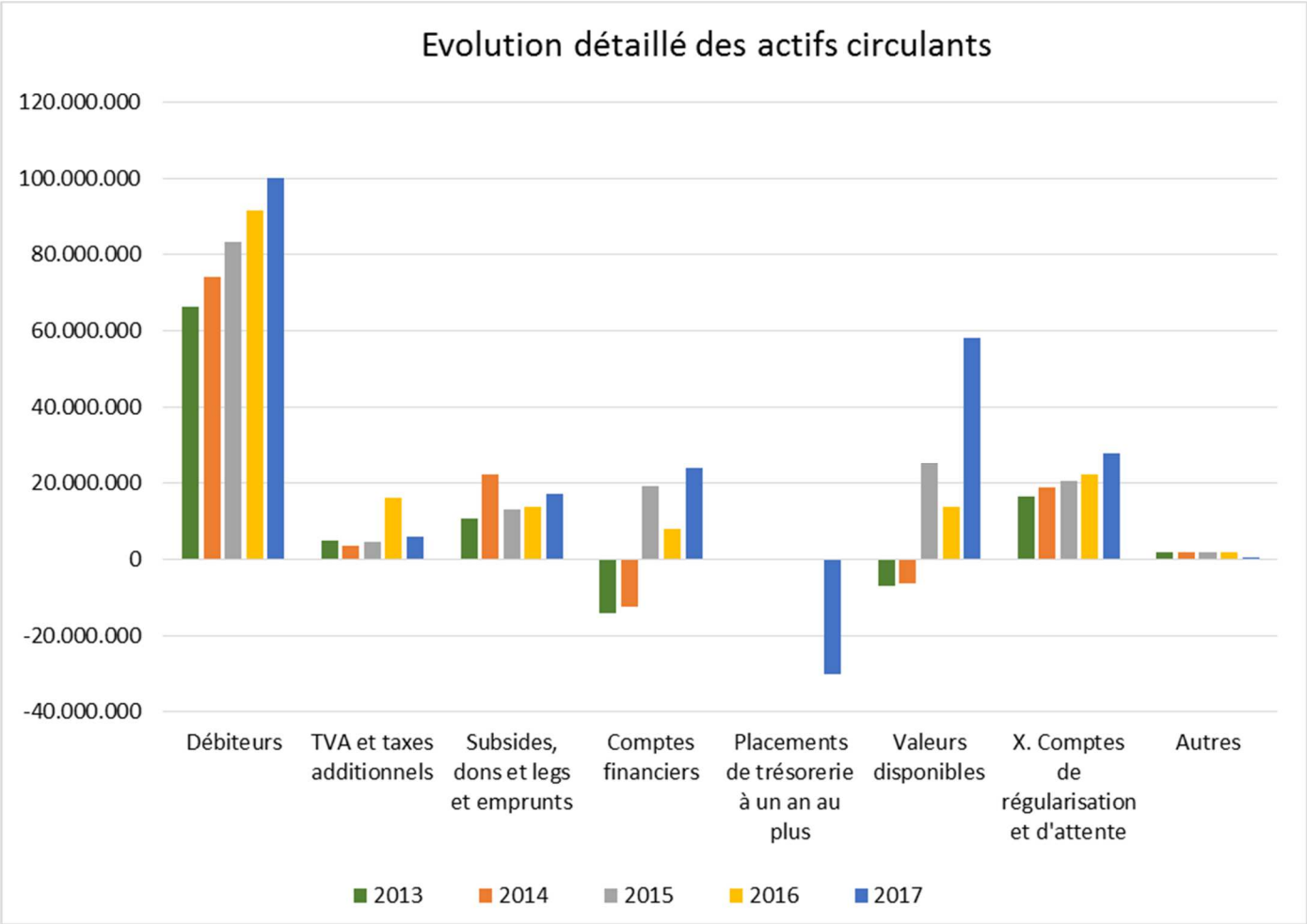
	2013	2014	2015	2016	2017
Terres et terrains non bâtis	38.657.285,78	38.912.145,41	38.818.844,04	38.465.632,33	39.044.081,46
Constructions et leurs terrains	131.465.837,89	129.733.599,32	129.987.024,25	123.658.797,25	122.410.966,68
Voiries	48.796.065,01	54.101.790,54	57.799.598,75	57.555.361,56	63.021.461,21
Cours et plans d'eau	274.959,97	278.011,95	278.957,16	280.527,20	286.053,55
Mobilier, matériel, équipements et signalisations routiers	6.402.213,28	6.759.673,08	7.100.134,36	7.952.301,58	9.337.320,21
Patrimoine artistique et mobilier divers	2.007.002,04	2.007.002,04	2.007.002,04	2.008.980,39	2.008.980,39
Immobilisations en cours d'exécution	23.749.624,78	32.214.062,99	32.115.692,78	55.283.928,24	73.316.687,44
Droits réels d'emphytéoses et superficies	1.166.595,18	1.152.364,89	1.138.134,61	1.123.904,32	1.109.674,03
Immobilisations en location-financement	2.439.236,34	2.405.822,15	2.325.628,08	2.263.542,35	2.232.176,12
Total Actifs Immobilisés	**254.958.820,27**	**267.564.472,37**	**271.571.016,07**	**288.592.975,22**	**312.767.401,09**


Evolution du patrimoine mobilier et immobilier
140.000.000
120.000.000
100.000.000
80.000.000
60.000.000
40.000.000
20.000.000
0
Terres et terrains non bâtis
Constructions et leurs terrains
Voiries
Mobilier, matériel, équipements et signalisations routiers
Immobilisations en cours d'exécution
Autres
2013
2014
2015
2016
2017

4. Structure de l'actif circulant

	2015		2016		2017	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
VI. Stocks	-	0%	-	0%	**-**	0%
VII. Créances à un au plus	102.470.462,32	21%	123.152.176,20	23%	123.347.847,42	21%
IX. Comptes financiers	19.085.881,90	4%	7.908.908,34	1%	23.955.021,75	4%
X. Comptes de régularisation	20.254.263,21	4%	21.986.112,71	4%	27.859.392,83	5%
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS	**141.810.607,43**	**28%**	**153.047.197,25**	**28%**	**175.162.262,00**	**30%**

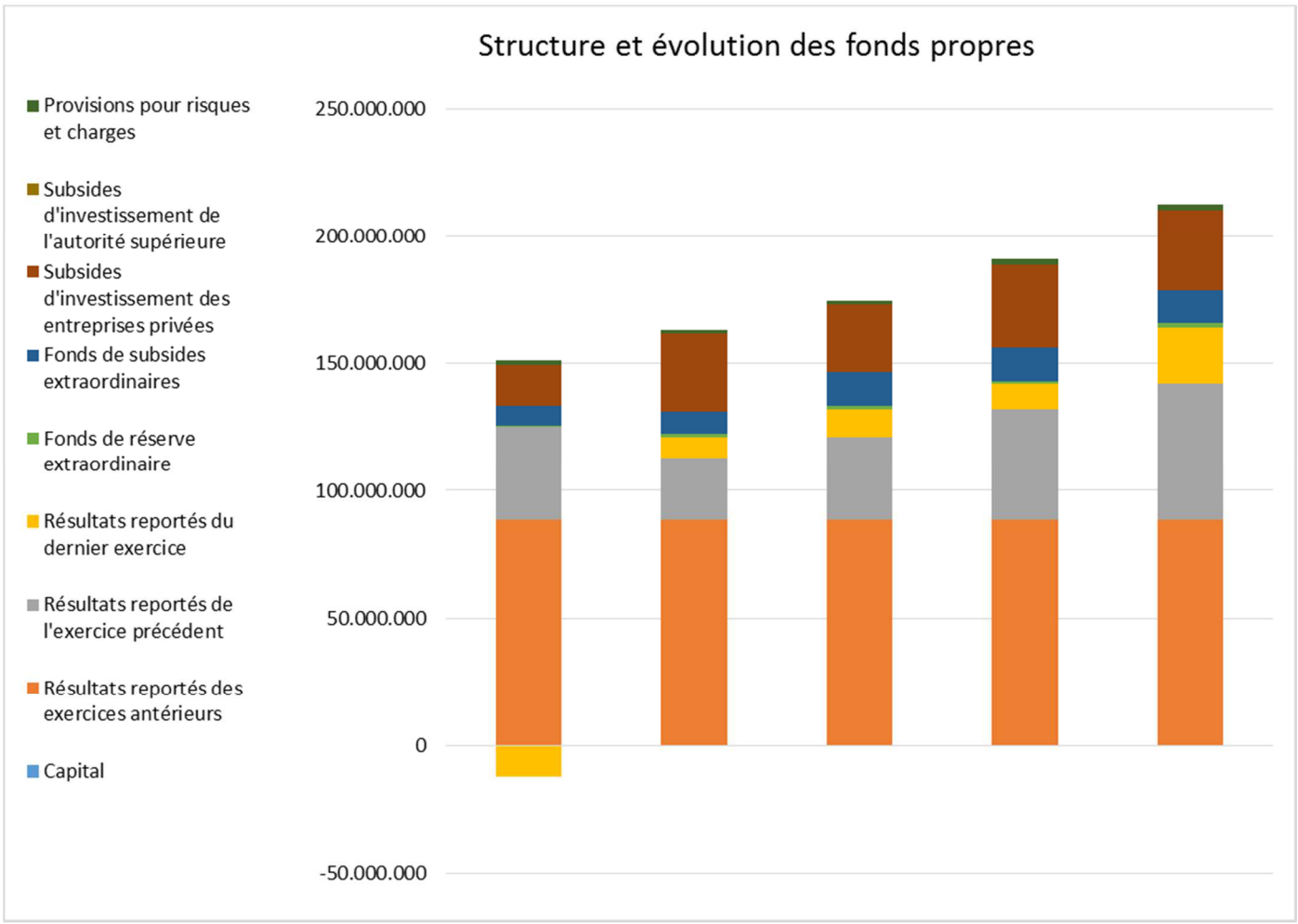
	2015		2016		2017	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
TVA et taxes additionnels	4.482.893,67	23%	16.045.462,78	51%	5.770.753,49	25%
Subsides, dons et legs et emprunts	13.081.803,02	68%	13.658.540,92	43%	16.870.076,05	73%
Intérêts, dividendes et ristournes	1.370.626,91	7%	1.353.987,13	4%	1.632,59	0%
Créances diverses	429.393,01	2%	476.840,25	2%	537.450,29	2%
Total Autres créances	**19.364.716,61**	**100%**	**31.534.831,08**	**100%**	**23.179.912,42**	**100%**



5. Structure des fonds propres

	2013	2014	2015	2016	2017
Capital	88.561.456,38	88.561.456,38	88.561.456,38	88.561.456,38	88.561.456,38
Résultats reportés	32.469.808,81	43.535.783,20	53.575.521,85	53.575.521,85	75.732.279,46
Réserves	24.065.882,64	40.735.601,18	41.275.557,84	41.275.557,84	46.874.381,53
Subsides	96.771.378,56	98.161.447,86	106.475.568,31	106.475.568,31	118.580.193,34
Provisions R&C	21.730.436,41	32.053.810,31	44.204.997,84	44.204.997,84	53.405.137,12
TOTAL FONDS PROPRES	**263.598.962,80**	**303.048.098,93**	**334.093.102,22**	**383.153.447,83**	**432.404.815,07**

	2013	2014	2015	2016	2017
Capital	88.561.456,38	88.561.456,38	88.561.456,38	88.561.456,38	88.561.456,38
Résultats reportés des exercices antérieurs	36.743.785,26	24.363.344,57	32.469.808,81	43.535.783,20	53.575.521,85
Résultats reportés de l'exercice précédent	-12.380.440,69	8.106.464,24	11.065.974,39	10.039.738,65	22.156.757,61
Résultats reportés du dernier exercice	8.106.464,24	11.065.974,39	10.039.738,65	22.156.757,61	21.855.240,36
Fonds de réserve ordinaire	189.311,32	1.589.311,32	1.289.311,32	1.029.311,32	1.747.119,32
Fonds de réserve extraordinaire	7.944.068,13	8.424.870,14	13.335.878,98	13.335.878,98	12.904.815,98
Fonds de subsides extraordinaires	15.932.503,19	30.721.419,72	26.650.367,54	32.509.191,23	31.181.317,56
Subsides d'investissement des entreprises privées	15.831.867,97	14.759.545,51	13.789.379,59	12.985.836,29	12.330.525,18
Subsides d'investissement des ménages, des ASBL, et autres organismes	4.561,30	4.452,70	4.344,10	4.235,50	4.126,90
Subsides d'investissement de l'autorité supérieure	79.138.965,79	81.886.967,11	91.291.363,83	103.431.893,71	113.576.940,25
Subsides d'investissement des autres pouvoirs publics	1.795.983,50	1.510.482,54	1.390.480,79	2.158.227,84	2.421.356,30
Provisions pour risques et charges	21.730.436,41	32.053.810,31	44.204.997,84	53.405.137,12	72.089.637,38
TOTAL FONDS PROPRES	**263.598.962,80**	**303.048.098,93**	**334.093.102,22**	**383.153.447,83**	**432.404.815,07**


Structure et évolution des fonds propres
Provisions pour risques et charges
Subsides d'investissement de l'autorité supérieure
Subsides d'investissement des entreprises privées
Fonds de subsides extraordinaires
Fonds de réserve extraordinaire
Résultats reportés du dernier exercice
Résultats reportés de l'exercice précédent
Résultats reportés des exercices antérieurs
Capital
250.000.000
200.000.000
150.000.000
100.000.000
50.000.000
0
-50.000.000

6. Concordance entre la comptabilité budgétaire et générale

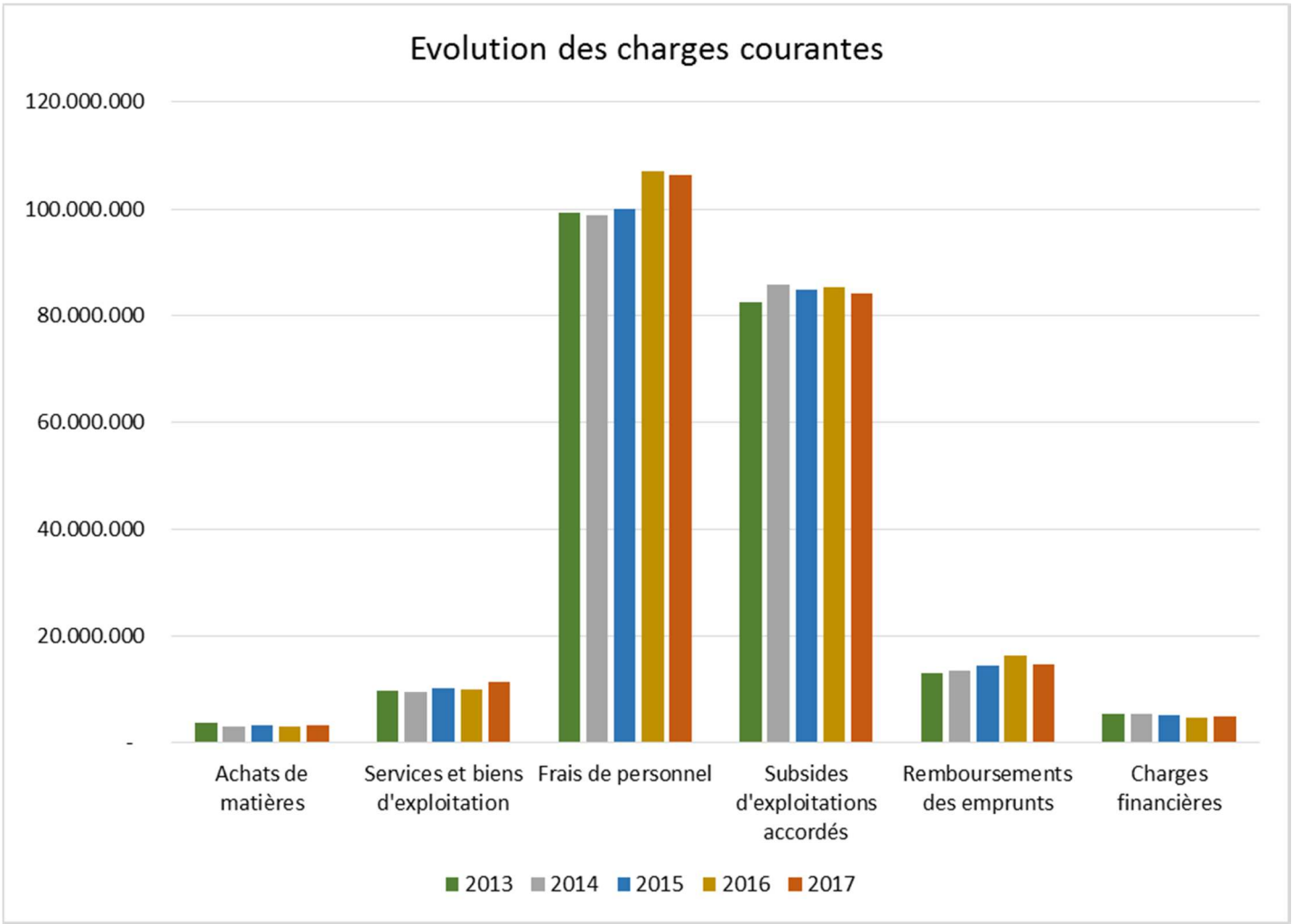
Adm. communale de Schaerbeek (Organisme 01)
EXERCICE : 2017
Numéro I.N.S. : 21015

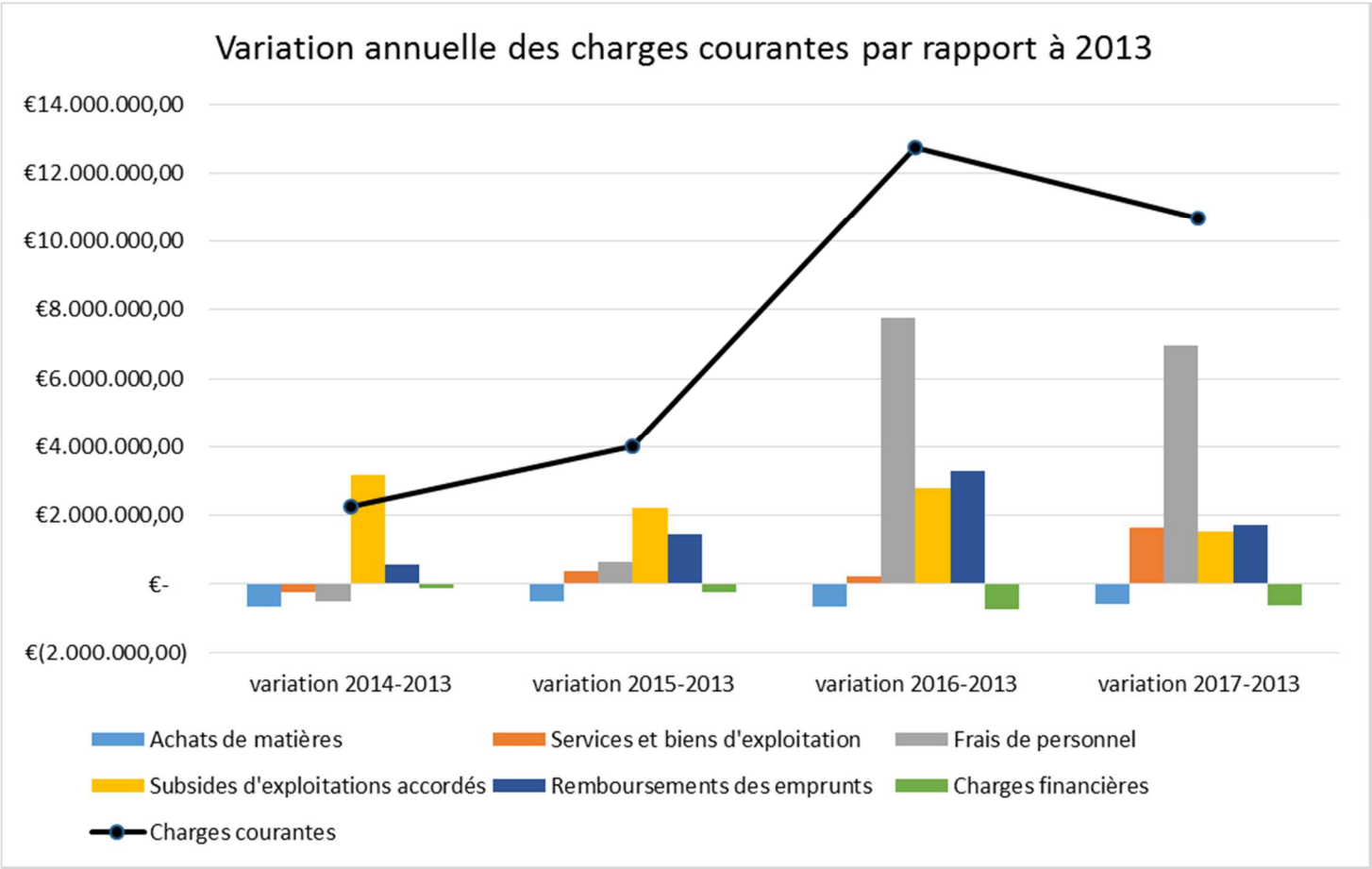
Tableau de concordance entre les droits constatés et les imputations comptables du service ordinaire avec les produits et les charges du compte de résultats.

COMPTABILITE BUDGETAIRE - DROITS CONSTATES SERVICE ORDINAIRE		
A1 Total des droits constatés du service ordinaire		279.971.311,08
A2 Irrécouvrables à déduire		4.322.148,93
A3 Total des droits constaté nets	(A1 - A2)	275.649.162,15
A DEDUIRE		
A4 Article 060/951-01 Boni comptable du service ordinaire		9.883.714,71
A5 Article 060/996-01 Transfert du service extraordinaire vers le service ordinaire		,00
A6 Total des droits constatés retenus	(A3 - A4 - A5)	265.765.447,44
COMPTE DE RESULTATS - PRODUITS		
B1 Total des produits courants	II'	258.644.492,99
B2 Total des opérations de redressement	V'	23.207.149,77
B3 Total des produits exceptionnels	VIII' A', B', C'	262.789,80
B4 Total des prélèvements sur les réserves	IX' A', B'	4.015.984,00
B5 Total des produits	(B1 + B2 + B3 + B4)	286.130.416,56
A DEDUIRE		
B6 Opérations de redressement	V'	23.207.149,77
B7 Produits exceptionnels du service extraordinaire	VIII' B'	25.225,09
B8 Produits exceptionnels non budgétisés	VIII' C'	,00
B9 Prélèvements sur les réserves extraordinaires	IX' B'	431.063,00
A AJOUTER		
B10 Utilisation des provisions (Compte 66622)		3.298.468,74
B11 Total des produits retenus	(B5 - B6 - B7 - B8 - B9 + B10)	265.765.447,44
Contrôle : A6 - B11 = 0		OUI
COMPTABILITE BUDGETAIRE - IMPUTATIONS SERVICE ORDINAIRE		
C1 Total des imputations comptables du service ordinaire		254.784.625,84
A DEDUIRE		
C2 Article 060/991-01 Mali comptable du service ordinaire		,00
C3 Article 060/957-01 Transferts du service ordinaire vers le service extraordinaire		,00
C4 Total des imputations retenues	(C1 - C2 - C3)	254.784.625,84
COMPTE DE RESULTATS - CHARGES		
D1 Total des charges courantes	II	224.594.729,12
D2 Total des opérations de redressement	V	31.468.782,68
D3 Total des charges exceptionnelles	VIII A, B, C	3.908.935,40
D4 Total des dotations aux réserves	IX A, B	4.302.729,00
D5 Total des charges	(D1 + D2 + D3 + D4)	264.275.176,20
A DEDUIRE		
D6 Opérations de redressement	V	31.468.782,68
D7 Charges exceptionnelles du service extraordinaire	VIII B	4.736,68
D8 Charges exceptionnelles non budgétisées	VIII C	,00
D9 Dotations du service extraordinaire (Compte 6860X)		,00
A AJOUTER		
D10 Dotations aux provisions (Compte 66621)		21.982.969,00
D11 Total des charges retenues	(D5 - D6 - D7 - D8 - D9 + D10)	254.784.625,84
Contrôle : C4 - D11 = 0		OUI

7. Structure des charges courantes

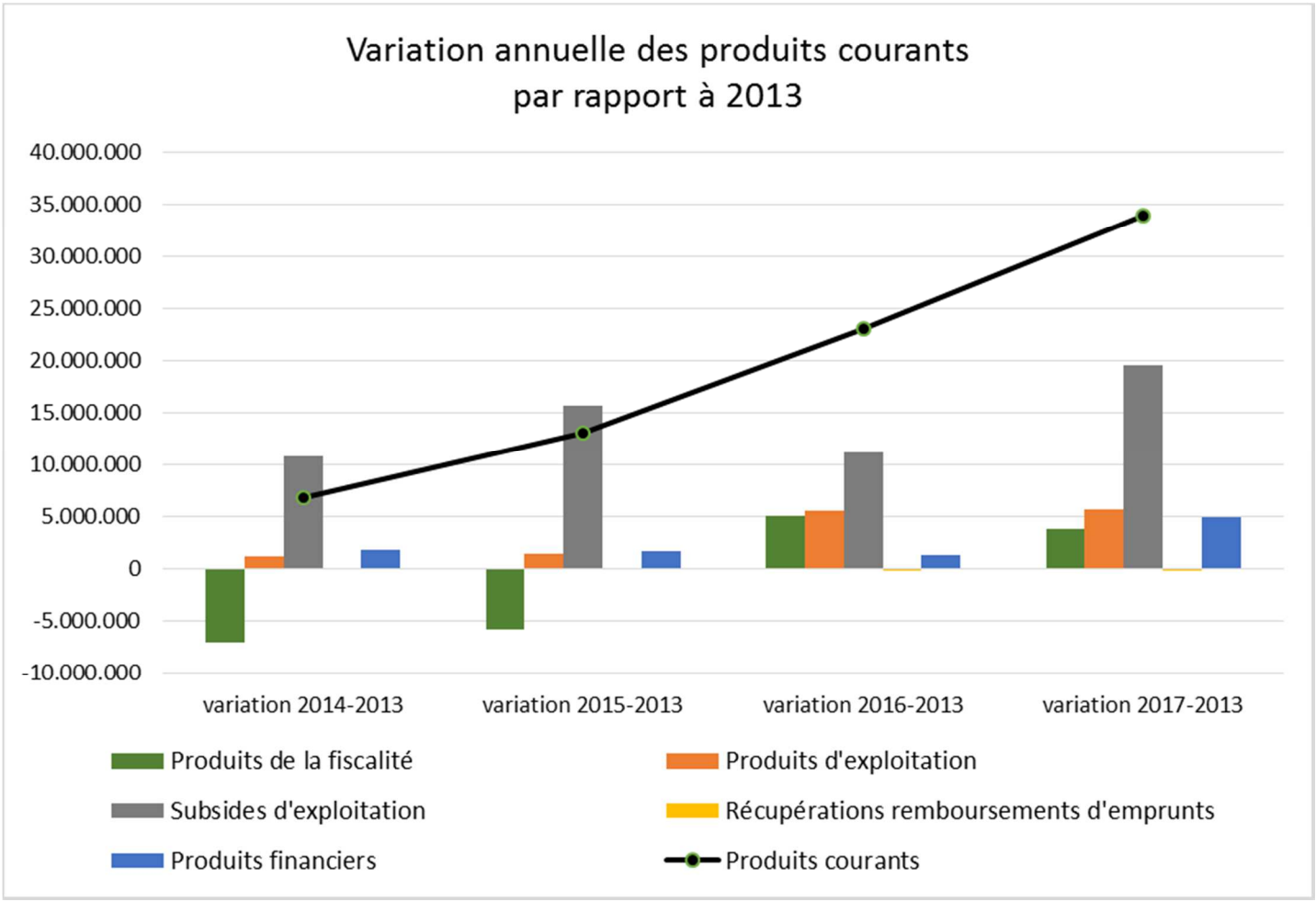
	2013		2014		2015		2016		2017	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Achats de matières	3.724.464	2%	3.057.538	1%	3.244.917	1%	3.089.458	1%	3.167.685	1%
Services et biens d'exploitation	9.875.764	5%	9.653.050	4%	10.248.485	5%	10.103.540	4%	11.521.298	5%
Frais de personnel	99.247.384	46%	98.746.696	46%	99.910.014	46%	107.026.941	47%	106.228.421	47%
Subsides d'exploit-ations accordés	82.533.702	39%	85.721.350	40%	84.765.503	39%	85.340.260	38%	84.047.360	37%
Remboursements des emprunts	13.075.657	6%	13.658.159	6%	14.548.151	7%	16.365.371	7%	14.812.086	7%
Charges financières	5.445.932	3%	5.328.925	2%	5.210.266	2%	4.712.427	2%	4.817.879	2%
Charges courantes	**213.902.904**	**100%**	**216.165.718**	**100%**	**217.927.336**	**100%**	**226.637.997**	**100%**	**224.594.729**	**100%**




Variation annuelle des charges courantes par rapport à 2013
€14.000.000,00
€12.000.000,00
€10.000.000,00
€8.000.000,00
€6.000.000,00
€4.000.000,00
€2.000.000,00
€-
€(2.000.000,00)
variation 2014-2013
variation 2015-2013
variation 2016-2013
variation 2017-2013
Achats de matières
Services et biens d'exploitation
Frais de personnel
Subsides d'exploitations accordés
Remboursements des emprunts
Charges financières
Charges courantes

8. Structure des produits courants

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Produits de la fiscalité	95.244.533	42%	88.254.739	38%	89.415.088	38%	100.313.026	40%	99.057.237	38%
Produits d'exploitation	10.427.174	5%	11.640.830	5%	11.822.943	5%	16.036.520	6%	16.078.867	6%
Subsides d'exploitation	113.255.884	50%	124.011.190	54%	128.930.820	54%	124.393.055	50%	132.810.219	51%
Récup. remboursements d'emprunts	89.166	0%	93.925	0%	98.712	0%	1.588	0%	1.673	0%
Produits financiers	5.744.037	3%	7.546.277	3%	7.496.322	3%	7.041.752	3%	10.696.497	4%
Produits courants	**224.760.794**	**100%**	**231.546.961**	**100%**	**237.763.885**	**100%**	**247.785.941**	**100%**	**258.644.492,99**	**100%**


Variation annuelle des produits courants
par rapport à 2013
40.000.000
35.000.000
30.000.000
25.000.000
20.000.000
15.000.000
10.000.000
5.000.000
0
-5.000.000
-10.000.000
variation 2014-2013
variation 2015-2013
variation 2016-2013
variation 2017-2013
Produits de la fiscalité
Produits d'exploitation
Subsides d'exploitation
Récupérations remboursements d'emprunts
Produits financiers
Produits courants

9. Structure des charges non décaissées

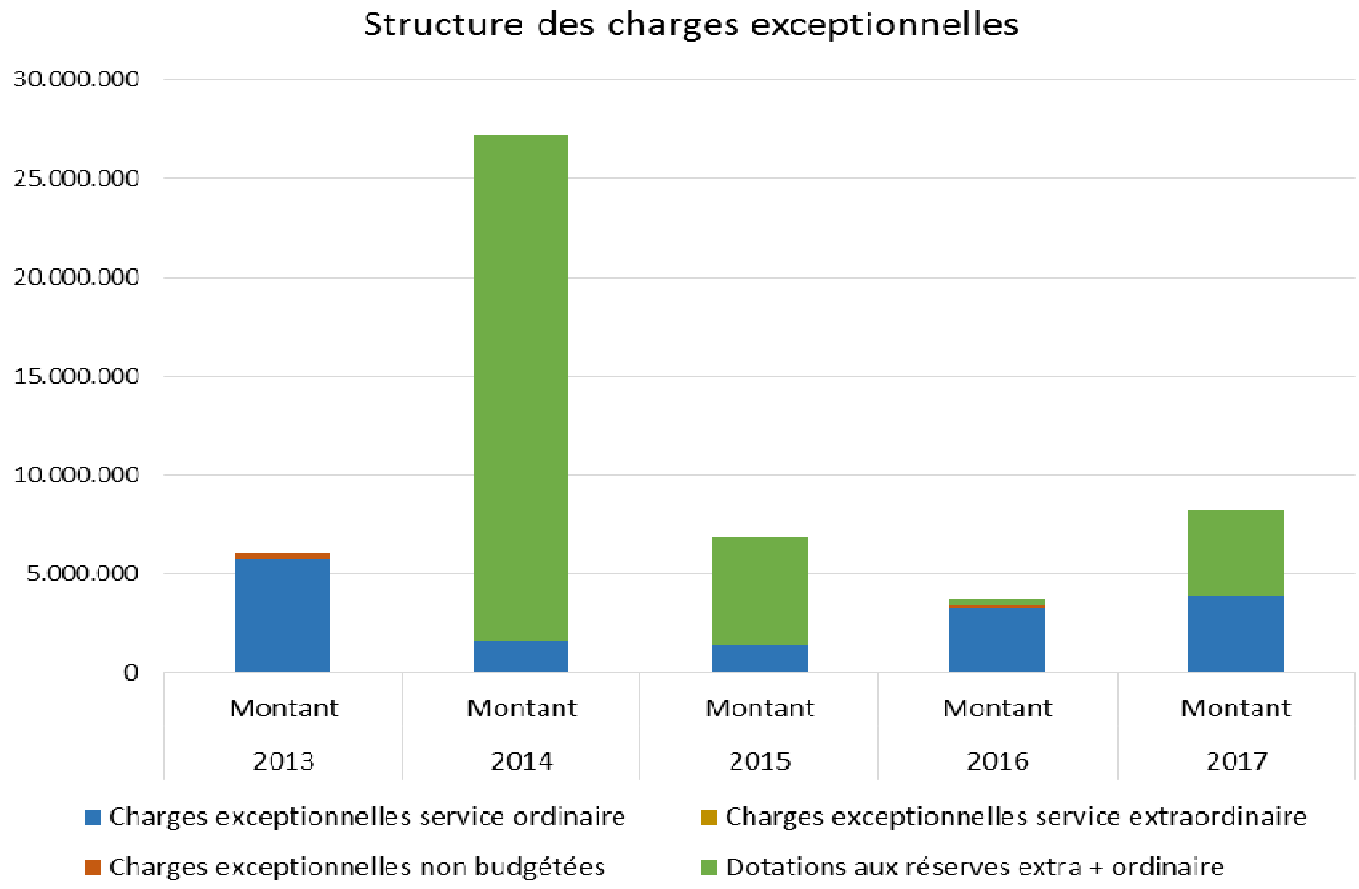
	2013		2014		2015		2016		2017	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Dotation aux amortissements	11.263.469	54%	10.229.207	24%	10.756.100	44%	10.066.807	50%	11.796.987	37%
Redressement des comptes "74"	89.166	0%	93.925	0%	98.712	0%	1.588	0%	1.673	0%
Provisions pour risques et charges	8.700.000	42%	30.953.810	74%	12.869.395	53%	9.200.139	46%	18.684.500	59%
Réductions des subsides accordés	693.356	3%	800.047	2%	666.302	3%	717.864	4%	985.622	3%
Total Charges non décaissées	**20.745.990**	**100%**	**42.076.989**	**100%**	**24.390.509**	**100%**	**19.986.398**	**100%**	**31.468.782**	**100%**

10. Structure des produits non encaissés

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Plus-values annuelles	3.983.190	19%	2.261.773	11%	288.083	1%	1.012.568	5%	3.143.762	14%
Redressement des comptes « 64 »	13.075.657	61%	13.658.159	67%	14.548.151	74%	16.365.371	73%	14.812.086	64%
Réductions des subsides reçus	4.467.378	21%	4.605.197	22%	4.853.004	25%	5.028.178	22%	5.251.302	23%
Total Produits non encaissés	**21.526.226**	**100%**	**20.525.129**	**100%**	**19.689.238**	**100%**	**22.406.117**	**100%**	**23.207.150**	**100%**

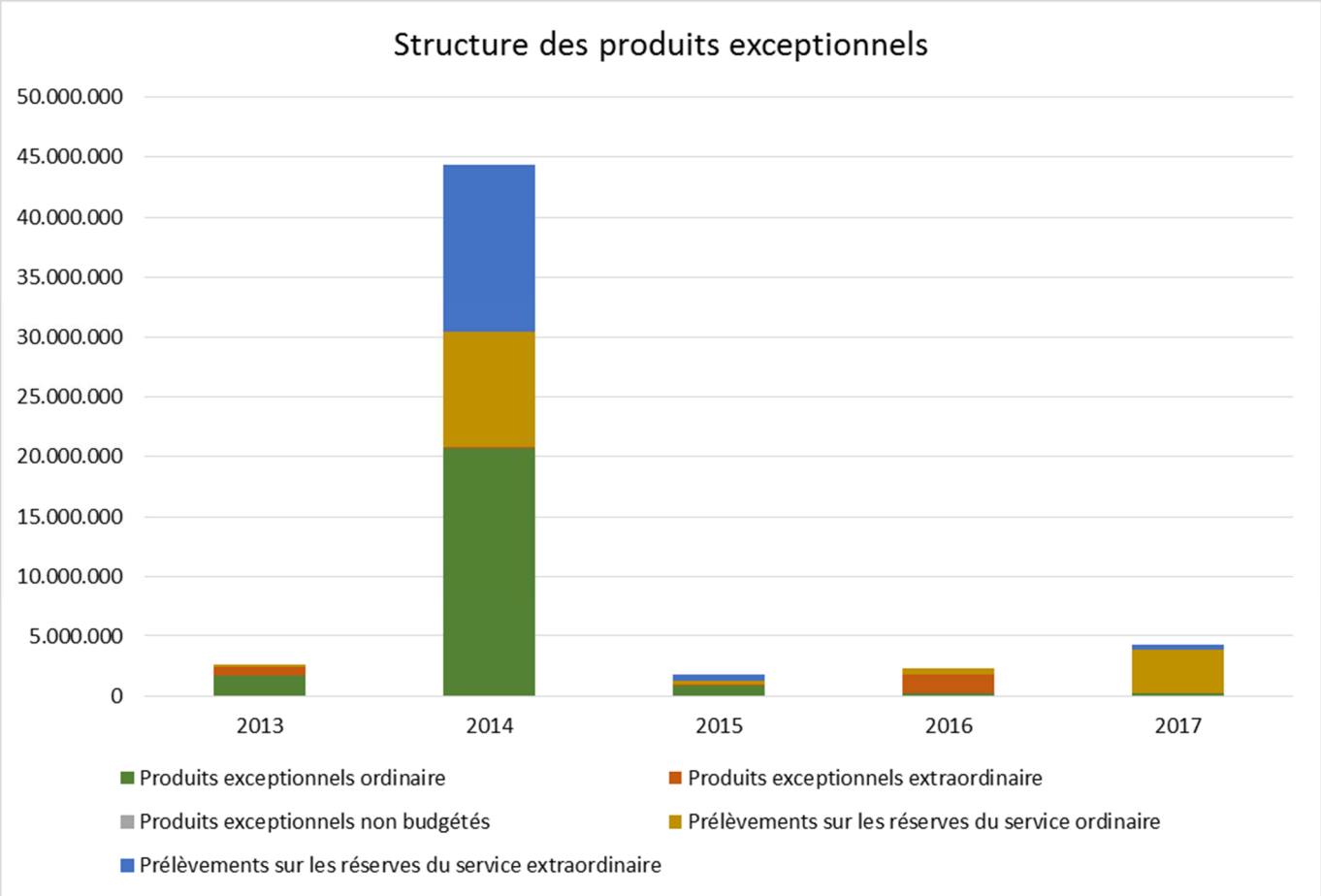
11. Structure des charges exceptionnelles

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Charges exceptionnelles service ordinaire	5.755.258	94%	1.608.259	6%	1.440.606	21%	3.295.159	88%	3.904.199	48%
Charges exceptionnelles service extraordinaire	48.000	1%	-	0%	-	0%	-	0%	4.737	0%
Charges exceptionnelles non budgétées	326.869	5%	50.065	0%	-	0%	169.210	4%	-	0%
Dotations aux réserves ordinaires	-	0%	1.912.568	7%	5.400.000	79%	300.000	8%	4.302.729	52%
Dotations aux réserves extraordinaires	-	0%	23.610.119	87%	-	0%	-	0%	-	0%
Total	**6.130.126**	**100%**	**27.181.010**	**100%**	**6.840.606**	**100%**	**3.764.369**	**100%**	**8.211.664**	**100%**



12. Structure des produits exceptionnels

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Montant	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**	**Montant**	**%**
Produits exceptionnels ordinaire	1.722.512	66%	20.735.226	47%	893.958	51%	262.454	11%	262.454	11%
Produits exceptionnels extraordinaire	708.029	27%	30.557	0%	62.118	4%	1.526.442	65%	1.526.442	65%
Produits exceptionnels non budgétés	25.285	1%	9.934	0%	-	0%	4.568	0%	4.568	0%
Prélèvements sur les réserves du service ordinaire	142.639	5%	9.682.687	22%	300.000	17%	560.000	24%	560.000	24%
Prélèvements sur les réserves du service extraordinaire	-	0%	13.959.198	31%	488.991	28%	-	0%	-	0%
Total général	**2.598.465**	**100%**	**44.417.602**	**100%**	**1.745.068**	**100%**	**2.353.464**	**100%**	**2.353.464**	**100%**



13. Tableau de mutation – Tableau des ressources et emplois

ACTIF	2016	2017	Evolution de l'actif	
(hors comptes financiers)			en hausse	en baisse
			Trésorerie -	Trésorerie +
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	346.726,72	1.690.938,74		1.344.212,02
Total	346.726,72	1.690.938,74	-	1.344.212,02
Situation de la trésorerie			- 1.344.212,02	
Patrimoine immobilier et mobilier				
- Patrimoine immobilier				
Terres et terrains	38.465.632,33	39.044.081,46		578.449,13
Constructions et leurs terrains	123.658.797,25	122.410.966,68	1.247.830,57	
Voirie	57.555.361,56	63.021.461,21		5.466.099,65
Ouvrage d'art	-	-		
Cours et plans d'eau	280.527,20	286.053,55		5.526,35
- Patrimoine mobilier				
Mobilier et matériel	7.952.301,58	9.337.320,21		1.385.018,63
Patrimoine mobilier divers	2.008.980,39	2.008.980,39		
- Immobilisation en cours				
Immobilisés et travaux en cours	55.283.928,24	73.316.687,44		18.032.759,20
- Emphytéose, leasing				
Biens en emphytéose, superficie	1.123.904,32	1.109.674,03	14.230,29	
Biens immeubles en leasing	2.263.542,35	2.232.176,12	31.366,23	
Total	288.592.975,22	312.767.401,09	1.293.427,09	25.467.852,96
Situation de la trésorerie				24.174.425,87
Subsides d'investissement accordés				
Aux entreprises	1.212.969,80	905.758,20	307.211,60	
Aux ménages et ASBL	504.901,65	415.164,52	89.737,13	
A l'Autorité Supérieure	-	2.145.878,48		2.145.878,48
Aux autres pouvoirs publics	1.220.773,80	1.860.142,23		639.368,43
Total	2.938.645,25	5.326.943,43	396.948,73	2.785.246,91
Situation de la trésorerie				2.388.298,18
Promesse de subsides et prêts octroyés				
Des organismes publics	61.734.670,33	63.877.173,95		2.142.503,62
Prêts accordés	89.497,39	89.497,39		
Total	61.824.167,72	63.966.671,34	-	2.142.503,62
Situation de la trésorerie				2.142.503,62
Autres actifs financiers				
Participations	32.323.837,38	31.662.318,89	661.518,49	
Total	32.323.837,38	31.662.318,89	661.518,49	-
Situation de la trésorerie			661.518,49	
Créances à un an au plus				
Débiteurs	91.589.115,20	100.139.551,89		8.550.436,69
Autres créances				
Taxes à recevoir de l'Etat	16.045.462,78	5.770.753,49	10.274.709,29	
Subsides, dons, legs et emprunts	13.658.540,92	16.870.076,05		3.211.535,13
Intérêts et dividendes	1.353.987,13	1.632,59	1.352.354,54	
Débiteurs divers	476.840,25	537.450,29		60.610,04
Récupération des remb. d'emprunts	28.229,92	28.383,11		153,19
Récupérations des prêts	-			
Total	123.152.176,20	123.347.847,42	11.627.063,83	11.822.735,05
Situation de la trésorerie				195.671,22
Comptes de régularisation et d'attente				
Comptes de régularisation	21.986.112,71	27.859.392,83		5.873.280,12
Total	21.986.112,71	27.859.392,83	-	5.873.280,12
Situation de la trésorerie				5.873.280,12
Total général	531.164.641,20	566.621.513,74	13.978.958,14	49.435.830,68
Situation de la trésorerie pour l'actif			- 682.693,53	34.774.179,01
Situation de la trésorerie pour l'actif				35.456.872,54

PASSIF	2016	2017	Evolution du Passif	
			en baisse	en hausse
			Trésorerie -	Trésorerie +
Capital	88.561.456,38	88.561.456,38		
Total	88.561.456,38	88.561.456,38	-	
Situation de la trésorerie			-	
Résultats reportés				
Des exercices antérieurs	43.535.783,20	53.575.521,85		10.039.738,65
De l'exercice précédent	10.039.738,65	22.156.757,61		12.117.018,96
De l'exercice en cours	22.156.757,61	21.855.240,36	301.517,25	
Total	75.732.279,46	97.587.519,82	301.517,25	22.156.757,61
Situation de la trésorerie				21.855.240,36
Réserves				
Fonds de réserve ordinaire	1.029.311,32	1.747.119,32		717.808,00
Fonds de réserve extraordinaire	13.335.878,98	12.904.815,98	431.063,00	
Fonds de subsides extraordinaires	32.509.191,23	31.181.317,56	1.327.873,67	
Total	46.874.381,53	45.833.252,86	1.758.936,67	717.808,00
Situation de la trésorerie				- 1.041.128,67
Provisions pour risques et charges				
Provision pour risques et charges	53.405.137,12	72.089.637,38		18.684.500,26
Total	53.405.137,12	72.089.637,38	-	18.684.500,26
Situation de la trésorerie				18.684.500,26
Subsides d'investissement, dons et legs				
Dons et legs des entreprises	12.985.836,29	12.330.525,18	655.311,11	
Dons et legs des ménages	4.235,50	4.126,90	108,60	
Subsides d'inv. Autorité Supérieure	103.431.893,71	113.576.940,25		10.145.046,54
Subside d'inv. autres pouvoirs	2.158.227,84	2.421.356,30		263.128,46
Total	118.580.193,34	128.332.948,63	655.419,71	10.408.175,00
Situation de la trésorerie				9.752.755,29
Dette à plus d'un an				
Emprunts commune	87.827.328,46	89.629.248,42		1.801.919,96
Emprunts Etat	1.758,25	-	1.758,25	
Emprunts tiers	-	-		
Location-financement	-	-		
Emprunts de pré-financement	426.772,01	-	426.772,01	
Emprunts publics	187,52	187,52		
Emprunts de consolidation	23.601.049,11	21.178.265,25	2.422.783,86	
Total	111.857.095,35	110.807.701,19	2.851.314,12	1.801.919,96
Situation de la trésorerie			1.049.394,16	
Dette à un an au plus				
Emprunts				
Remboursements d'emprunts	14.812.085,78	14.900.316,18		88.230,40
Charges financières des emprunts	-	16.518,88		16.518,88
Dettes financières compte courant	-	-		
Fournisseurs	27.879.350,41	32.005.525,50		4.126.175,09
Dettes fiscales et salariales	- 99.295,23	- 493.235,61	393.940,38	
Créditeurs divers	1.268.837,97	1.151.103,64	117.734,33	
Total	43.860.978,93	47.580.228,59	511.674,71	4.230.924,37
Situation de la trésorerie				3.719.249,66
Opérations pour tiers				
Opérations pour tiers	- 78.813,23	- 447.805,79	368.992,56	
Total	- 78.813,23	- 447.805,79	368.992,56	-
Situation de la trésorerie			368.992,56	
Comptes de régularisation et d'attente				
Comptes de régularisation	280.840,66	231.596,43	49.244,23	
Total	280.840,66	231.596,43	49.244,23	-
Situation de la trésorerie			49.244,23	
Total général	539.073.549,54	590.576.535,49	6.497.099,25	58.000.085,20
Situation de la trésorerie pour le passif			1.467.630,95	52.970.616,90
Situation de la trésorerie pour le passif				51.502.985,95

ACTIF - COMPTES FINANCIERS	2016	2017	Actif en baisse Trésorerie -	Actif en hausse Trésorerie +
Comptes financiers				
Placement d'argent	-	- 30.000.000,00		- 30.000.000,00
Comptes financiers	13.490.115,44	57.940.057,14		44.449.941,70
Paiements en cours d'exécution	- 5.581.207,10	- 3.985.035,39		1.596.171,71
Total	7.908.908,34	23.955.021,75	-	16.046.113,41
Situation de la trésorerie			**16.046.113,41**	

SITUATION DE LA TRESORERIE	Amélioration	Détérioration
ACTIF TOTAL	- 34.774.179,01	- 682.693,53
PASSIF TOTAL	52.970.616,90	- 1.467.630,95
TOTAL ACTIF + PASSIF	18.196.437,89	- 2.150.324,48
Détérioration nette de la trésorerie	**16.046.113,41**	